

# NEODeS

## Cahier technique DSN Phase 2



### Version :

2014.P2.5	Cahier Technique DSN phase 2 release 5
-----------	--

### Rédaction :

Caisse nationale d'assurance vieillesse	
Partenaires	

### Diffusion :

Partenaires	
GQN	



<b>1. NEODES : la norme d'échanges pour la DSN</b> .....	<b>7</b>
1.1. <i>Objet de la norme</i> .....	7
1.2. <i>Le support métier de la DSN</i> .....	7
1.3. <i>La réception de données par le système DSN</i> .....	8
1.3.1. Les points de dépôt et portails d'accès .....	8
1.3.1.1. Populations acceptées par les points de dépôt .....	8
1.3.1.2. Cas des entreprises mixtes .....	9
1.3.1.3. Les expatriés et détachés .....	9
1.3.1.4. Les tolérances .....	10
1.3.1.5. Certificat de conformité .....	10
1.3.2. Les dates d'exigibilité .....	10
1.3.3. Les modalités déclaratives .....	11
1.3.3.1. Envoi en mode test .....	11
1.3.3.2. Déclarations en double .....	11
1.3.3.3. Annulation et remplacement d'une DSN mensuelle .....	11
1.3.3.4. Annulation et remplacement de signalements .....	12
1.3.3.5. Fractionnement de déclarations .....	13
<b>2. Principes de constitution des messages</b> .....	<b>14</b>
2.1. <i>Principes généraux de construction des messages</i> .....	14
2.1.1. Les données identifiantes .....	14
2.1.2. Déclaration de changements et corrections .....	15
2.1.2.1. Définitions des notions de changements et corrections en DSN .....	15
2.1.2.2. Valeurs portées par la DSN, hors blocs changements .....	15
2.1.2.3. Modalités déclaratives d'un changement .....	16
2.1.2.4. Modalités déclaratives d'une correction .....	18
2.1.3. Déclaration des éléments de revenus bruts et mesures d'activité .....	19
2.1.3.1. Périmètre .....	19
2.1.3.2. Définition des notions de périodes .....	19
2.1.3.3. Modalités déclaratives des éléments financiers présents au sein du bloc « Rémunération » .....	21
2.1.3.4. Modalités déclaratives des éléments financiers présents au sein des blocs « Prime, gratification et indemnité » et « Autre élément de revenu brut » .....	21
2.1.3.5. Modalités de déclaration des mesures d'activité .....	22
2.1.3.6. Modalités déclaratives d'un rappel de paie .....	22
2.2. <i>Déclaration et paiement de cotisations sociales URSSAF</i> .....	24
2.2.1. Déclaration des cotisations agrégées .....	24
2.2.2. Déclaration de données nominatives .....	26
2.2.3. Paiement des cotisations aux URSSAF .....	27
2.2.4. Partitionnement : Etablissements disposant de plusieurs comptes cotisants .....	27
2.2.5. Les corrections de déclarations de cotisations .....	27
2.3. <i>Déclaration de type Néant</i> .....	28
2.4. <i>Les signalements</i> .....	29
2.4.1. Données identifiantes dans les signalements .....	29
2.4.2. Articulation entre les signalements d'évènements et la DSN mensuelle .....	29

<b>3. Structuration de la DSN</b>	<b>30</b>
3.1. Envoi et déclarations	30
3.2. Structuration en sous-groupes et rubriques	31
3.3. Attributs des rubriques	34
3.4. Schéma physique du fichier	35
3.5. Tables des caractères autorisés	36
3.6. Restrictions pour les identités	38
3.7. Restriction pour toutes les adresses	39
3.8. Expressions régulières	40
<b>4. Contrôles</b>	<b>43</b>
4.1. Typologie des contrôles	43
4.2. Application des règles de contrôle	44
4.3. Logique d'ensemble des contrôles	44
4.4. Les contrôles de structure	45
4.4.1. Les contrôles de syntaxe liés à la rubrique (CSL)	46
4.4.2. Les contrôles de cohérence (CCH)	46
4.4.3. Les contrôles sur des référentiels externes (CRE)	46
4.4.4. Les contrôles métier (CME)	47
4.4.5. Les contrôles de format : précisions	47
4.4.6. Les contrôles appliqués aux rubriques numériques (nature N)	47
4.4.6.1. Les contrôles appliqués aux nombres exprimant des montants	47
4.4.6.2. Les contrôles appliqués aux nombres exprimant des taux	49
4.4.6.3. Les contrôles appliqués aux nombres exprimant des quantités	49
4.4.7. Les contrôles appliqués aux identités	50
4.4.8. Les contrôles appliqués aux adresses	53
4.4.9. Les contrôles appliqués aux adresses mél	57
<b>5. Les modèles de déclarations</b>	<b>58</b>
5.1. DSN Mensuelle	59
5.2. Signalement Évènementiel Fin du contrat de travail	59
5.3. Signalement Évènementiel Arrêt de travail	60
5.4. Signalement Évènementiel Reprise suite à arrêt de travail	60
5.5. DSN Reprise d'historique	60
5.6. Arborescences	61
<b>DSN</b>	<b>63</b>
DSN REPRISE HISTORIQUE	64
DSN SIGNAL ARRET TRAVAIL	65
DSN SIGNAL FIN CONTRAT	66
DSN SIGNAL REPRISE TRAVAIL	67

<i>DSN Mensuelle</i> .....	68
<b>Rubriques</b> .....	<b>69</b>
<i>S10</i> .....	71
S10.G00.00.....	71
S10.G00.01.....	73
S10.G00.02.....	75
S10.G00.03.....	76
<i>S20</i> .....	77
S20.G00.05.....	77
S20.G00.07.....	79
<i>S21</i> .....	81
S21.G00.06.....	81
S21.G00.11.....	83
S21.G00.15.....	87
S21.G00.20.....	88
S21.G00.22.....	89
S21.G00.23.....	91
S21.G00.30.....	92
S21.G00.31.....	98
S21.G00.40.....	99
S21.G00.41.....	111
S21.G00.50.....	118
S21.G00.51.....	119
S21.G00.52.....	121
S21.G00.53.....	124
S21.G00.54.....	125
S21.G00.60.....	127
S21.G00.62.....	130
S21.G00.63.....	135
S21.G00.65.....	137
S21.G00.70.....	138
S21.G00.71.....	139
S21.G00.72.....	140
S21.G00.78.....	140
S21.G00.79.....	142
S21.G00.81.....	142
S21.G00.85.....	144
<i>S90 Totaux</i> .....	148
S90.G00.90.....	148
<b>Tableaux des usages</b> .....	<b>149</b>



## Introduction

La loi du 22 mars 2012 a instauré la Déclaration Sociale Nominative, vouée à remplacer les déclarations sociales actuelles à la charge des employeurs. La DSN se traduit par la mise en œuvre d'un système d'information DSN alimenté par des flux de données communiquées par les employeurs.

La norme NEODeS, décrite par le présent document, définit l'ensemble des règles de constitution et d'alimentation des différents messages prévus entre les employeurs et la sphère sociale dans le cadre du système DSN.

Les autres aspects du système DSN (description du périmètre, procédures de traitement, modalités de stockage, modalités de restitution, etc.) sont décrits dans la note de description fonctionnelle du système DSN complétée de fiches questions/réponses. L'ensemble de ces informations est disponible sur le site [dsn-info.fr](http://dsn-info.fr)

## 1.NEODeS : la norme d'échanges pour la DSN

### 1.1. *Objet de la norme*

NEODeS, en tant que norme d'échanges est destinée à permettre les échanges dématérialisés de données sociales. Elle définit ainsi les éléments suivants :

- Les points de dépôt des messages à destination de la sphère sociale
- Les formats informatiques des valeurs échangées
- Les structures des messages
- Les modalités de valorisation de chaque rubrique
- Les contrôles appliqués aux messages et aux valeurs qu'ils contiennent

La norme définit par ailleurs les articulations entre certains messages lorsqu'un évènement de la vie professionnelle d'un individu doit être relaté dans plusieurs messages.

En revanche, certains aspects ne sont pas traités par la norme, notamment les aspects cinématiques.

Ces aspects sont présentés au sein de la note «Principes de fonctionnement de la DSN Phase 2» destinée au grand public (OPS, éditeurs et déclarants) disponible sur <http://www.dsn-info.fr> . Par ailleurs, pour toute information complémentaire, merci de vous reporter aux fiches questions/réponses sur ce même site.

### 1.2. *Le support métier de la DSN*

La mise en commun de certaines données via la DSN mensuelle demande de définir des procédures de gestion liées à ces dernières. La DSN ne vient pas se substituer à la relation Employeurs - Organismes de protection sociale et services de l'Etat dans le traitement des signalements d'évènements métier, mais elle induit une réorganisation de celle-ci.

Le décret en Conseil d'Etat précise les circuits mis en place.

Concernant les signalements d'évènements, les interlocuteurs sont ceux des organismes concernés. Les coordonnées sont précisées ci-dessous :

Correspondants	Sites internet	Adresses de messagerie
Pôle emploi	<a href="http://www.pole-emploi.fr/">http://www.pole-emploi.fr/</a>	<a href="mailto:aedemat@pole-emploi.fr">aedemat@pole-emploi.fr</a> (attestation employeur)
Institutions de Prévoyance	<a href="http://www.net-entreprises.fr/">http://www.net-entreprises.fr/</a>	<a href="mailto:dsn@ctip.asso.fr">dsn@ctip.asso.fr</a>
Mutuelles	<a href="http://www.net-entreprises.fr/">http://www.net-entreprises.fr/</a>	<a href="mailto:svp.dadsu.dsn@mutualite.fr">svp.dadsu.dsn@mutualite.fr</a>
Sociétés d'assurances ou leurs courtiers délégataires	<a href="http://www.net-entreprises.fr/">http://www.net-entreprises.fr/</a>	<a href="mailto:dsn@sintia.fr">dsn@sintia.fr</a>
Mutualité Sociale Agricole (MSA)	<a href="http://www.msa.fr">http://www.msa.fr</a>	<a href="mailto:dsn_msa.gprec@cmsa.msa.fr">dsn_msa.gprec@cmsa.msa.fr</a>
Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM)	<a href="http://www.ameli.fr">http://www.ameli.fr</a>	<a href="mailto:support-dsn-cnamts@cnamts.fr">support-dsn-cnamts@cnamts.fr</a>

Concernant la DSN mensuelle et toute question générale sur le fonctionnement de la DSN, il convient :

- D'accéder à [DSN-info.fr](http://dsn-info.fr) et de poser les questions via le site
- D'appeler le numéro unique 0811 376 376

### **1.3. La réception de données par le système DSN**

#### **1.3.1. Les points de dépôt et portails d'accès**

Le système DSN met en œuvre deux points de dépôt des messages hébergés l'un par le régime général et l'autre par le régime agricole.

Deux portails d'accès aux points de dépôt sont disponibles, le portail [net-entreprises.fr](http://net-entreprises.fr) pour les entreprises du régime général et du régime agricole et le portail [msa.fr](http://msa.fr) pour les entreprises du régime agricole.

##### **1.3.1.1. Populations acceptées par les points de dépôt**

Le portail [msa.fr](http://msa.fr) est dédié au dépôt des messages concernant les salariés du régime agricole. Ainsi le dépôt sur le portail [msa.fr](http://msa.fr) d'un message relatif à un ou plusieurs salariés du régime général entraînera le rejet du message.

Le portail [net-entreprises.fr](http://net-entreprises.fr) permet le dépôt des messages concernant les salariés du régime général et du régime agricole. Deux services distincts sont disponibles sur le portail, le service DSN Régime général qui accepte les messages concernant les salariés du régime général et le service DSN Régime agricole qui accepte les messages concernant les salariés du régime agricole.

Ce contrôle est basé sur le régime d'assurance maladie obligatoire (Rubrique S21.G00.40.018 – Code régime de base risque maladie) renseigné pour chaque contrat de chaque salarié. Les cas d'exception à cette règle sont précisés en « 1.3.1.4 Les tolérances ».

Il ne sera pas accepté de message dont une partie des salariés relève du régime général et une autre partie relève du régime agricole. Cette règle est mise en œuvre par les deux points de dépôt.

Ainsi, les employeurs comme les concentrateurs doivent adresser les messages DSN à l'un ou l'autre des points de dépôt, selon leur choix et compte tenu des catégories de salariés concernés.

### **1.3.1.2.Cas des entreprises mixtes**

Les entreprises mixtes relèvent à la fois du régime général et du régime agricole. Comme en phase 1, le code régime sera intégré au message DSN par salarié avec seulement deux valeurs (Régime général ou Régime agricole, et un même message ne pourra porter qu'une seule des deux valeurs dans toute la DSN - hors régimes traités au Point 1.3.1.4 Tolérances) et permet ainsi la constitution de deux DSN pour émission de chacune vers le point de dépôt correspondant. La cohérence du code régime du salarié de tous les salariés contenus dans le flux avec la nature de la déclaration et le point de dépôt doit être garantie à l'émission par l'employeur et sera contrôlée.

Chaque DSN mensuelle ou fraction de DSN mensuelle émise par une entreprise mixte doit être qualifiée du régime de protection sociale dont relèvent les salariés déclarés (hors codes régimes acceptés au titre des tolérances évoquées au chapitre 1.3.1.4). Ainsi la rubrique « Champ de la déclaration » (S20.G00.05.008) porte la valeur « Déclaration partielle régime agricole » pour la DSN ou les fractions de DSN relatives aux salariés relevant du régime agricole et « Déclaration partielle régime général » pour la DSN ou les fractions de DSN relatives aux salariés relevant du régime général. La rubrique « Champ de la déclaration » ne peut jamais prendre la valeur « Déclaration totale » pour les entreprises mixtes en DSN mensuelle. Cette valeur est à usage exclusif des entreprises dont tous les salariés relèvent d'un seul et unique régime.

### **1.3.1.3.Les expatriés et détachés**

En phase 2, la présence à l'effectif d'un expatrié ou d'un détaché ne constitue plus un motif d'exclusion du dispositif DSN.

A cette fin, deux rubriques ont été ajoutées dans la déclaration mensuelle par rapport à la Phase 1 :

- « Détaché /Expatrié» (S21.G00.40.024) au sein du bloc « Contrat (contrat de travail, convention, mandat) »

Cette donnée permettra d'identifier les salariés détachés, expatriés et frontaliers.

- « Type de rémunération soumise à contributions Assurance chômage pour expatriés » (S21.G00.11.009) au sein du bloc « Etablissement » Cette rubrique porte le choix de l'établissement (Salaire réel ou Salaire de comparaison) sur le montant déclaré. Celui-ci peut correspondre à la rémunération réellement versée ou à une équivalence déterminée par l'employeur en vue d'ajuster les cotisations et indemnités au salaire que l'intéressé aurait perçu s'il avait travaillé en France, sachant que le choix de l'établissement est applicable à l'ensemble de ses salariés. La valeur déclarée au titre du salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage (bloc S21.G00.51) devra être conforme au choix de l'établissement porté par la rubrique S21.G00.11.009.

#### 1.3.1.4. Les tolérances

La mise en œuvre de la DSN s'effectue par intégration progressive de populations d'employeurs et/ ou de salariés, en fonction notamment des spécificités qu'ils présentent dans le contexte de la protection sociale. La liste complète des populations d'employeurs exclus du dispositif DSN est accessible sur le site [dsn-info.fr](http://dsn-info.fr) (Principes de fonctionnement de la DSN phase 2 et questions/réponses).

Des exceptions au principe d'exclusion peuvent cependant être admises en nombre limité. En effet, si une entreprise volontaire n'a que quelques cas de salariés exclus du périmètre phase 2, son intégration à la DSN peut néanmoins être jugée intéressante, notamment à des fins d'observation. Lorsque le cas se présente, une étude devra être réalisée pour juger de la pertinence de l'intégration de l'entreprise à la DSN.

De même, si une entreprise ayant déjà opté pour la DSN embauche un salarié ne relevant pas du périmètre de la phase 2, cela ne doit pas remettre en cause son adhésion au dispositif.

En termes de modalités, les données relatives à ces salariés sont véhiculées dans les DSN mensuelles et ceux-ci doivent être identifiés de manière spécifique. A cette fin, une rubrique « Motif d'exclusion DSN » (S21.G00.40.025) a été créée. Elle renseigne le motif caractérisant le salarié ou l'employeur, qui aurait mené à l'exclusion de l'employeur du dispositif DSN. Pour rappel, l'ensemble des rubriques doit être alimenté même en situation « d'exclusion ».

En cas de rupture du contrat de travail ou d'arrêt de travail de ces salariés spécifiquement, l'employeur doit **appliquer les formalités en vigueur hors DSN (DSIJ, AE)**.

#### 1.3.1.5. Certificat de conformité

A la réception d'un message DSN, un premier traitement consiste à établir la conformité de la déclaration reçue. Si le résultat est positif, un certificat de conformité est délivré au déclarant et le dégage de son obligation déclarative.

Certaines exceptions existeront en phase 2 sur le caractère libératoire de ce certificat notamment dès lors que certains salariés ne seraient pas correctement identifiés et que l'employeur n'aurait pas respecté le délai maximum autorisé pour les numéros techniques temporaires (numéro attribué par l'entreprise au salarié uniquement dans le cas où le salarié n'a ni NIR ni NIA attribué. Il permet la reconstitution de l'historique des DSN du salarié entre son entrée dans l'entreprise et l'obtention de son NIR ou NIA).

### 1.3.2. Les dates d'exigibilité

L'envoi de la DSN mensuelle est contraint par une date limite de réception par les points de dépôt qui est située au 5 du mois pour les entreprises mensualisées soumises à cette échéance pour la DUCS et au 15 du mois pour les autres. L'heure limite du dépôt de la DSN le jour d'échéance est la même que celle de la DUCS Urssaf substituée, à savoir 12h (midi).

A noter que ces dates ne préjugent pas des suites qui pourront résulter des travaux liés à la montée en charge de la DSN.

Les déclarations « annule et remplace » pour DSN mensuelles sont admises uniquement jusqu'à la date butoir de la DSN (5 ou 15) retenue pour l'entreprise. Au-delà de cette date, les rectifications sont à opérer dans les paies des mois suivants et donc figureront dans une DSN ultérieure (cf. paragraphe traitant des « annule et remplace »).

Les conditions applicables aux cas particuliers (par exemple échéance DUCS actuelle au 25) seront précisées prochainement.

Dans le cas d'établissements multi-échéances (cf. partie 1.3.3.5), les différentes fractions suivent chacune des règles relatives à leur propre échéance.

### **1.3.3. Les modalités déclaratives**

#### **1.3.3.1. Envoi en mode test**

Une possibilité de test des DSN avant envoi est proposée sur le site de la DSN.

Il est très important, pour l'entreprise émettrice de déclarations de données sociales, de bien préciser si l'envoi est destiné à une procédure de test (code envoi S10.G00.00.005 = 01) ou s'il s'agit d'un envoi réel (code envoi S10.G00.00.005 = 02).

S'il s'agit d'un envoi pour test, le bilan des contrôles effectués sera mis à sa disposition quel que soit le résultat obtenu (KO/OK). Aucune donnée ne sera conservée par le récepteur. Le nombre d'envois pour test n'est pas limité.

S'il s'agit d'un envoi réel et que le bilan de contrôle de forme et de cohérence est KO, alors il faudra corriger les anomalies et effectuer un autre envoi.

S'il s'agit d'un envoi réel et que le bilan de contrôle est OK, alors les déclarations seront transmises automatiquement à chaque organisme récepteur.

Dans le cas de test sur les déclarations événementielles, seules les informations portées par l'évènement seront contrôlées. La reconstitution de l'historique lié à cette déclaration événementielle ne sera pas mise en œuvre et les contrôles ne seront pas activés.

Attention : un envoi transmis pour test, mais codé comme réel est traité comme réel et transmis automatiquement aux récepteurs s'il est considéré OK par les procédures de contrôle.

#### **1.3.3.2. Déclarations en double**

Quand une déclaration mensuelle de type "normal" a été acceptée pour un mois principal déclaré, un SIRET employeur et une fraction donnée, il n'est pas possible d'émettre une deuxième déclaration de type "normal" pour le même mois principal déclaré, la même fraction et le même SIRET employeur.

Quand un signalement d'évènement de type « normal » a été accepté pour un SIRET employeur et un numéro d'ordre de la déclaration donné, il n'est pas possible d'émettre un deuxième signalement d'évènement de type normal avec le même SIRET employeur et le même numéro d'ordre de la déclaration.

En revanche, il est possible d'émettre un signalement " Annule et remplace".

Si l'émetteur se trouve dans l'obligation d'apporter des corrections à sa déclaration ou signalement initial, il lui appartient d'établir une déclaration ou signalement de type « annule et remplace » dans les conditions fixées dans la partie 1.3.3.3 ou de prendre en compte les corrections dans une DSN ultérieure.

Les signalements « Arrêt de travail » et « Reprise suite à arrêt de travail » ne peuvent pas faire l'objet d'un signalement de type « annule ».

#### **1.3.3.3. Annulation et remplacement d'une DSN mensuelle**

La DSN mensuelle doit être à l'image des données utilisées pour réaliser le traitement de paie. Au plus tard à la date d'exigibilité de la déclaration, une erreur ou anomalie qui serait détectée entre la paie, telle que constatée à la date de versement, et la DSN mensuelle transmise au point de dépôt doit être corrigée par l'envoi d'une DSN de type « annule et remplace ».

Tout évènement connu entre la date de clôture de la paie et la date d'exigibilité de la DSN correspondante ne peut pas être déclaré au sein de la DSN mensuelle qui correspond au versement.

L'évènement sera donc déclaré par une DSN ultérieure (DSN M+1, M+n selon la date de connaissance de l'évènement).

Il est donc possible d'annuler et remplacer une déclaration mensuelle en un seul message et non en deux messages dissociés, l'un annulant et l'autre portant une nouvelle déclaration. L'opération d'annulation simple n'est pas envisageable pour une déclaration mensuelle.

Il est possible d'émettre autant de déclarations mensuelles « annule et remplace » que nécessaire dans la limite du délai d'envoi (5 ou 15 du mois) (une limitation en nombre sera le cas échéant précisée ultérieurement). Au-delà de cette date limite d'envoi, les rectifications seront à porter dans les paies suivantes et donc les DSN mensuelles suivantes.

Chaque déclaration « annule et remplace » doit être numérotée dans une séquence. Il ne sera pas possible d'intégrer une « annule et remplace » de rang inférieur à la dernière déclaration intégrée.

L'attention des émetteurs est attirée sur la nécessaire bonne gestion du numéro d'ordre des déclarations à leur niveau puisque ce numéro permettra de repérer les déclarations et signalements d'évènements annulés.

Enfin, il sera porté une attention particulière aux déclarations de cotisations aux URSSAF : lorsque la dernière DSN mensuelle transmise pour une date d'exigibilité donnée est de type Annule et remplace, elle doit porter les éléments de cotisations destinés aux URSSAF, même si ces éléments ont déjà été transmis dans une DSN mensuelle relative à la même date d'exigibilité. L'absence d'éléments de cotisations destinés aux URSSAF dans la dernière DSN mensuelle transmise pour une date d'exigibilité donnée sera considérée comme une absence de déclaration de cotisations aux URSSAF.

#### **1.3.3.4. Annulation et remplacement de signalements**

Dans le cas où la déclaration de signalement événementiel de type « normal » contiendrait des anomalies ou des erreurs, l'employeur peut remettre en cause les données déjà transmises par le renvoi d'une déclaration permettant soit d'annuler la déclaration, soit d'écraser la déclaration précédente en la remplaçant par une autre.

Il est possible :

- **D'annuler un signalement événementiel** déjà émis, à l'initiative de l'employeur ; au besoin l'employeur peut alors réémettre un nouveau signalement mais dans ce cas de figure si tous les éléments sont connus au moment de l'annulation il convient de procéder par « annule et remplace ». Attention : la fonction « annule » est interdite pour une DSN mensuelle
- **D'annuler et remplacer un signalement événementiel** en un seul message et non en deux messages dissociés, l'un annulant et l'autre portant une nouvelle déclaration

Le signalement « Annule » comme le signalement « Annule et remplace » font référence à l'identifiant de la dernière déclaration validée par le point de dépôt (cf. rubrique S20.G00.05.006), relative au même fait générateur (événement pour un signalement).

Par ailleurs, le signalement d'évènement de type « annule et remplace intégral » ou « annule » doit porter sur le même salarié (NIR identique – S21.G00.30.001 si présent ou NTT identique - S21.G00.30.020 sinon) que celui figurant dans le signalement annulé.

Un message d'annulation de signalement porte les mêmes informations que le signalement à annuler, à l'exception du type de déclaration (S20.G00.05.002) qui doit alors porter la valeur « 04 - déclaration annule » et l'identifiant de la déclaration annulée ou remplacée (S20.G00.05.006) qui porte l'identifiant unique du signalement à annuler.

Ainsi, les informations relatives à l'entreprise, à l'établissement, au salarié, au contrat de travail, à l'événement signalé (arrêt de travail ou fin de contrat) et à la prévoyance, portées par le signalement à annuler doivent également figurer dans le message d'annulation.

Contrairement à la déclaration mensuelle, il n'y a pas de date limite à son envoi (envoi de la déclaration « annule et remplace » dès que nécessaire).

En revanche, comme pour la déclaration mensuelle, chaque déclaration « annule et remplace » d'un signalement doit être numérotée dans une séquence. Il ne sera pas possible d'intégrer une « annule et remplace » de rang inférieur à la dernière déclaration intégrée.

L'attention des émetteurs est attirée sur la nécessaire bonne gestion du numéro d'ordre des déclarations à leur niveau puisque ce numéro permettra de repérer les déclarations et signalements d'événements annulés.

Lorsqu'une modification est apportée entre les données portées par un signalement Fin de contrat de travail et celles déclarées dans la DSN mensuelle qui suit, alors un signalement d'événement de type « Annule et remplace » doit impérativement être émis.

#### **1.3.3.5. Fractionnement de déclarations**

Les fractions sont admises par le système DSN quand une entreprise a volontairement plusieurs systèmes de paie ou des organisations de paie distinctes pour des salariés d'un même établissement ou lorsque l'entreprise gère plusieurs catégories de populations pour lesquelles les dates d'exigibilité du recouvrement ACOSS diffèrent.

On entend donc par « fractions » de DSN les seuls cas où une entreprise ne gère pas, pour tous les établissements qu'elle déclare en une seule paie, la paie de tous ses salariés mais les gère dans plusieurs systèmes (deux en général) ou à plusieurs rythmes. La DSN étant un sous-produit du logiciel de paie, il y a dans ce cas deux ou plusieurs DSN qui sont alors des « fractions » de DSN, qui couvrent l'intégralité des salariés de l'entreprise.

Pour la DARES, la DMMO/EMMO constituée est complète et unique par établissement et transmise autour du 15 du mois.

Dans chaque fraction, il est nécessaire d'indiquer le numéro de la fraction et le nombre total de fractions. Le fractionnement n'est valable que si toutes les fractions ont été reçues. Cette valeur correspond à la rubrique Numéro de fraction.

Un salarié ne peut être déclaré que dans une seule et unique fraction au titre d'un mois principal déclaré. Par exception, un salarié peut être admis dans plusieurs fractions de DSN relatives au même mois principal déclaré lorsqu'une évolution de sa situation professionnelle survenue en cours de mois justifie la production de plusieurs paies, chacune sur des systèmes différents. Cette modalité de déclaration ne peut être reproduite, pour un salarié donné, dans plusieurs déclarations mensuelles successives d'un même établissement.

La mise en œuvre de cette disposition impose que les périodes de rémunérations présentes dans chacune des deux fractions soient consécutives et sans chevauchement.

Le dispositif de fractionnement n'est pas destiné à répartir les salariés en plusieurs envois selon leur régime de protection sociale (général ou agricole). Pour le traitement de ce cas relatif aux entreprises mixtes, seront mises en œuvre les dispositions précisées au paragraphe sur les entreprises mixtes.

Concernant les modalités déclaratives des blocs Prévoyance en cas de fractionnement, si une fraction ne comporte aucun salarié affilié à un contrat de Prévoyance alors que l'établissement global en comporte pour ce contrat, il ne faudra déclarer pour cette fraction et ce contrat ni bloc « Adhésion Prévoyance sans personnel couvert » (S21.G00.15) ni bloc « Affiliation Prévoyance » (S21.G00.70).

## 2.Principes de constitution des messages

### 2.1. Principes généraux de construction des messages

#### 2.1.1. Les données identifiantes

Parmi les données véhiculées en DSN, certaines sont qualifiées d'identifiantes et doivent impérativement être renseignées dans la DSN mensuelle et dans les signalements, cela dans la limite des usages des rubriques concernées (cf. tableau des usages). Ainsi, une donnée identifiante d'usage Interdit dans un message donné ne doit pas être renseignée dans le message considéré.

Les données « identifiantes » sont les suivantes :

- Bloc « Entreprise »
  - o SIREN
- Bloc « Etablissement »
  - o NIC
- Bloc « Individu »
  - o Numéro d'inscription au répertoire et/ou Numéro technique temporaire
  - o Nom de famille
  - o Prénoms
  - o Date de naissance
  - o Lieu de naissance
- Bloc « Contrat (contrat de travail, convention, mandat) »
  - o Date de début du contrat
  - o Numéro de contrat

La déclaration de ces données permet de rapprocher les DSN et donc de reconstituer les historiques de données nécessaires notamment à la détermination de prestations sociales à destination des salariés.

Lors de l'émission d'un signalement, il sera porté dans les rubriques identifiantes listées ci-dessus les mêmes valeurs que celles portées dans la dernière DSN mensuelle déposée en mode réel et validée par le point de dépôt (certificat de conformité reçu). La non application partielle ou totale de cette règle aura pour conséquence l'impossibilité d'exploiter les données reçues dans le signalement et la nécessité pour l'employeur de faire un signalement annule et remplace ou de s'affranchir de son obligation déclarative par les formalités hors DSN.

## 2.1.2. Déclaration de changements et corrections

### 2.1.2.1. Définitions des notions de changements et corrections en DSN

Un changement est un évènement connu avant la date de clôture de la paie. Il donne lieu à un changement dans la DSN correspondante.

Une correction est un évènement connu après la date de clôture de la paie. Il donne lieu à une correction dans la DSN suivante.

Exemple :

Un salarié passe de temps partiel à temps plein à effet du 15 janvier.

1. Si le gestionnaire RH en est informé avant la clôture de la paie de janvier, la DSN portera un changement de quotité de travail survenu au cours du mois principal déclaré.
2. Si le gestionnaire RH en est informé après la clôture de la paie de février, la DSN relative au mois de mars à déclarer en avril portera alors une correction en date du 15 janvier, corrigeant les informations relatives à janvier et février.

Ainsi, un changement est une modification qui intervient au cours du mois principal déclaré (tant que la date de clôture de la paie n'est pas dépassée) alors qu'une correction consiste à modifier a posteriori une valeur déjà transmise au système DSN. Compte tenu du dispositif d'Annule et Remplace, le mécanisme de la correction dont il est question ici ne concerne que les valeurs qui ne peuvent plus être corrigées par une DSN mensuelle Annule et remplace suite à dépassement de la date d'exigibilité.

En l'état de la norme décrite dans le présent document, les blocs « changements » doivent être utilisés pour tous les cas où ils sont appropriés : le périmètre des blocs changements se limite actuellement aux informations suivantes :

- Les informations identifiantes, pour lesquelles il est nécessaire de mettre en relation l'ancienne et la nouvelle valeur en cas de changement
- Les informations retraçant des changements dont la date de survenance porte impact sur la protection sociale

### 2.1.2.2. Valeurs portées par la DSN, hors blocs changements

La DSN mensuelle porte trois grands ensembles d'informations :

- Les données de référence
- Les mesures d'activité
- Les données financières produites par le traitement de paie

Les données de référence renseignées dans une DSN mensuelle sont valorisées à l'identique des valeurs utilisées pour réaliser le calcul de paie. En l'absence de blocs changements, les valeurs des données de référence sont réputées applicables pour toute la durée du mois principal déclaré.

Les mesures d'activité et données financières produites par le traitement de paie sont valorisées au titre de leurs périodes d'afférence respective (cf. point 2.1.3. traitant plus précisément des modalités de valorisation de ces rubriques).

### 2.1.2.3. Modalités déclaratives d'un changement

Un changement doit être déclaré :

- soit au sein d'un bloc « changements » si un tel bloc existe pour la donnée à changer
- soit au sein d'un bloc « normal » (autre que « changements ») sinon.

Bien qu'il soit préférable que les changements survenus dans la situation professionnelle d'un individu soient communiqués dans les meilleurs délais au système DSN, lorsque le changement de situation ne concerne que des données déclarables par bloc changement, une déclaration tardive peut être réalisée car les blocs changements permettent un effet rétroactif.

Déclaration d'un changement via un « bloc changements »

Trois blocs changements existent en DSN :

- Bloc « Changements individu » (S21.G00.31)
- Bloc « Changements contrat » (S21.G00.41)
- Bloc « Changements Affiliation Prévoyance » (S21.G00.72)

Les rubriques déclarées au sein de ces blocs changements doivent être renseignées avec la valeur avant changement (ex : ancien numéro d'inscription au répertoire, ancien nom de famille, ancien numéro de contrat, ancien code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire, ...)

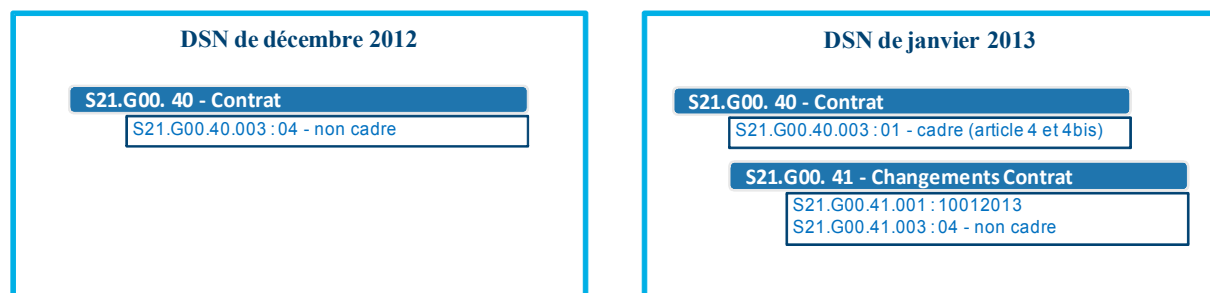
Chaque évènement déclaré au sein de ces blocs est daté via la déclaration d'une « date de modification » qui correspond à la date d'effet des nouvelles valeurs. Cette date doit systématiquement être déclarée et ce, même si la date de survenance correspond au 1<sup>er</sup> jour du mois principal déclaré. Cette règle est également applicable aux changements afférents aux informations identifiantes.

Si plusieurs caractéristiques de l'individu ou du contrat prennent effet à une même date alors, l'ensemble des modifications sera porté par une seule occurrence du bloc.

Si plusieurs modifications surviennent à des dates différentes, il sera nécessaire de les déclarer dans autant de blocs qu'il y a de dates différentes de modifications.

#### Cas général

*Exemple : Passage d'un individu du « Code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire » « non cadre » à « cadre » le 10 janvier 2013 :*



#### Cas particulier d'erreur sur une date de modification

En cas d'erreur sur une date de modification, impossible à corriger par le mécanisme de la déclaration Annule et remplace, la correction sera à porter dans la DSN selon ces modalités :

- Renseigner la dernière situation en vigueur dans les blocs normaux
- Renseigner un bloc changement portant la date de modification erronée et les valeurs en vigueur à la veille de cette date

- Renseigner un bloc changement portant la bonne date de modification et les valeurs en vigueur à la veille de cette date.

Exemple :

Considérons une DSN mensuelle dont le statut catégoriel en bloc normal est « Cadre » et l'ancien statut catégoriel en bloc changement est « Non cadre ». La date de modification du bloc changement est au 10 janvier.

Le 18 février, le gestionnaire de paie constate que le passage de non cadre à cadre a pris effet au 8 janvier et non au 10 janvier comme déclaré dans la DSN de janvier. La date d'exigibilité de la DSN de janvier est dépassée donc le mécanisme d'Annule et Remplace ne peut pas être utilisé.

Les DSN mensuelles de janvier et février doivent être déclarées de la manière suivante :

DSN de janvier	DSN de février
<p><b>S21.G00. 40 - Contrat</b></p> <p>S21.G00.40.003 :01 – cadre (article 4 et 4bis)</p>	<p><b>S21.G00. 40 - Contrat</b></p> <p>S21.G00.40.003 :01 - cadre (article 4 et 4bis)</p>
<p><b>S21.G00. 41 - Changements Contrat</b></p> <p>S21.G00.41.001 : 10012013 S21.G00.41.003 :04 - non cadre</p>	<p><b>S21.G00. 41 - Changements Contrat</b></p> <p>S21.G00.41.001 : 10012013 S21.G00.41.003 :01 - cadre (article 4 et 4bis)</p>
	<p><b>S21.G00. 41 - Changements Contrat</b></p> <p>S21.G00.41.001 :08012013 S21.G00.41.003 :04 - non cadre</p>

Cas particulier d'erreur sur une donnée identifiante

Exemple :

Un employeur déclare dans la DSN de janvier pour un de ses salariés le SIRET de l'ancien établissement d'affectation (SIRET C). Ce changement étant daté au 15/01/2014.

Dans la DSN de février, il se rend compte que le SIRET de l'ancien établissement d'affectation n'était pas « SIRET C » mais « SIRET A ». La correction de cette erreur est opérée de la manière suivante :

DSN Janvier	DSN Février
<p><b>S21.G00. 40- Contrat</b></p>	<p><b>S21.G00. 40- Contrat</b></p>
<p><b>S21.G00. 41 – Changement Contrat</b></p> <p>S21.G00.41.001 : 15012014 S21.G00.41.012 : SIRET C</p>	<p><b>S21.G00. 41 – Changement Contrat</b></p> <p>S21.G00.41.001 : 15012014 S21.G00.41.012 : SIRET A</p>

Comme il est impossible au SI DSN de déterminer quel est le bloc changement le plus récent (pour une même date de modification et une même rubrique modifiée) au sein d'une même mensuelle, il convient de ne renseigner que le dernier changement, à l'image de l'exemple ci-dessus.

Déclaration d'un changement au sein d'un bloc « normal »

Les changements des données de référence non concernées par les blocs changements sont opérés exclusivement par déclaration d'un changement dans un bloc normal.

A la différence de la déclaration d'un événement au sein d'un bloc changement, il n'est pas renseigné de date de modification, les valeurs déclarées dans ces blocs étant réputées entrer en vigueur au **1er jour du mois principal déclaré** de la DSN mensuelle qui porte l'évènement, sans rétroactivité possible.

Si plusieurs évènements surviennent dans le mois sur une même donnée, il ne sera toujours déclaré **qu'une seule occurrence du bloc concerné avec la dernière valeur connue lors du traitement de la paie.**

Une fois déclarée, la nouvelle valeur ne peut plus être modifiée sauf à émettre une DSN de type « annule et remplace » (cf. critères de production d'une DSN de type « annule et remplace »). Une fois dépassée la date d'exigibilité de la DSN mensuelle erronée, il n'est plus possible de corriger l'information erronée, de quelque manière que ce soit.

*Exemple 1 : Changement de code postal d'un individu le 12 mars et date de connaissance de l'évènement par le gestionnaire RH antérieure à la date de clôture de la paie de mars*

- Ancien Code postal : 75013
- Nouveau code postal : 75014

DSN de février	DSN de mars
<p>S21.G00.30 - Individu</p> <p>S21.G00.30.009 : 75013</p>	<p>S21.G00.30 - Individu</p> <p>S21.G00.30.009 : 75014 (par défaut au 1<sup>er</sup> mars)</p>

*Exemple 2 : Changement de code postal d'un individu le 26 mars et date de connaissance du gestionnaire RH postérieure à la date de clôture de la paie – hors DSN de type « annule et remplace ».*

- Ancien Code postal : 75013
- Nouveau code postal : 75014

DSN de février	DSN de mars	DSN d'avril
<p>S21.G00.30 - Individu</p> <p>S21.G00.30.009 : 75013</p>	<p>S21.G00.30 - Individu</p> <p>S21.G00.30.009 : 75013 (par défaut au 1<sup>er</sup> mars)</p>	<p>S21.G00.30 - Individu</p> <p>S21.G00.30.009 : 75014 (par défaut au 1<sup>er</sup> avril)</p>

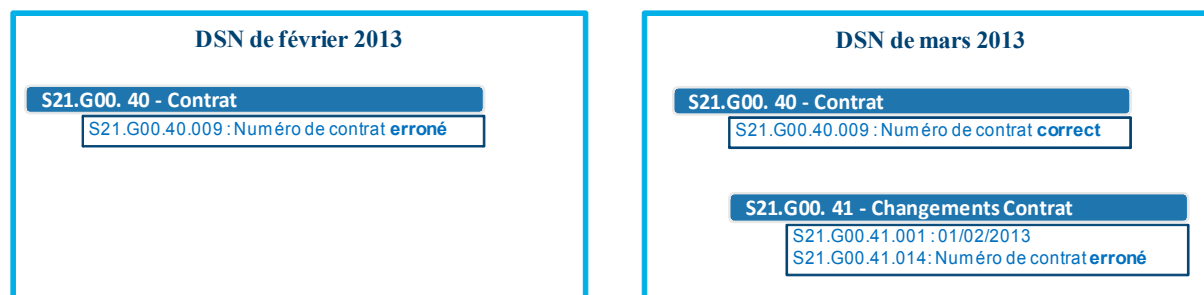
#### 2.1.2.4. Modalités déclaratives d'une correction

Une correction porte uniquement sur un mois principal déclaré antérieur à la différence d'un changement qui est relatif au mois principal déclaré courant.

Pour autant, dans la forme déclarative, déclarer un changement ou une correction est similaire.

En effet, dès lors que la correction concerne un mois principal déclaré antérieur, la modalité de déclaration est similaire à celle applicable dans le cadre d'un changement à condition que la rubrique à corriger existe au sein d'un bloc changement (changements individu, changements contrat, changements affiliation prévoyance).

*Exemple : Détection le 13 mars d'un mauvais numéro de contrat déclaré dans la DSN de février depuis le 1<sup>er</sup> février.*



## 2.1.3. Déclaration des éléments de revenus bruts et mesures d'activité

### 2.1.3.1. Périmètre

Les éléments financiers sont portés par 4 blocs :

- Les blocs « **Rémunération** » et « **Prime, gratification et indemnité** », préexistants en phase 1. Ils sont rattachés aux blocs « Contrat (contrat de travail, convention, mandat) » et « Versement individu » (anciennement bloc « Paie »).
- Le bloc « **Activité** », portant les mesures d'activité
- Le bloc « **Autre élément de revenu brut** » qui véhicule les avantages en nature, frais professionnels (y compris le montant de la Déduction Forfaitaire Spécifique si applicable), l'intéressement, la participation et les sommes versées par un tiers. En paie, ces autres éléments de revenu brut n'étant pas forcément rattachés à un contrat de travail, ils seront uniquement déclarés par date de versement de la paie à l'individu.

*Exemples:*

- *Le versement d'un commissionnement commercial au profit d'un individu en l'absence de toute relation contractuelle avec le payeur*
- *Le versement d'un intéressement à un salarié disposant de plusieurs contrats de travail au sein du même établissement. Dans ce cas de figure, le montant d'intéressement ne peut être rattaché à un contrat en particulier*

Le « type » et la « mesure de l'activité » donnant lieu à rémunération, sont déclarés au sein du bloc « Activité ». Ce dernier ne peut exister qu'en présence du bloc « Rémunération ».

La déclaration des éléments financiers repose sur des notions de périodes différentes selon le bloc.

### 2.1.3.2. Définition des notions de périodes

#### Période de paie

La réglementation prévoit que la paie doit être versée à intervalle régulier qui, sauf exception prévue par le code du travail, ne peut dépasser un mois. Selon ce principe, la période de paie est une période de durée **égale à l'intervalle entre deux versements de la paie**. Le début et la fin de période de paie peuvent toutefois ne pas correspondre aux dates de versement de la paie, en fonction des choix et contraintes de gestion de l'employeur.

*Exemple : une paie versée le 25 du mois M, pour laquelle la période de paie s'étend du 1<sup>er</sup> au 31 du mois M).*

Le montant de la paie est établi sur la base des éléments enregistrés dans le système de

paie au cours de la période de paie : la mesure de l'activité du salarié, les évolutions du statut du salarié, les altérations de la situation professionnelle du salarié (absences, etc.), les décisions de versement de primes exceptionnelles.

### **Période élémentaire de paie**

La période élémentaire de paie constitue une sous-partie de la période de paie. Le découpage de la période de paie en périodes élémentaires de paie découle de modalités différentes de calcul de la paie en cas d'évolution des paramètres de calcul de la paie et notamment du statut du salarié (par exemple, passage de non cadre à cadre en cours de période de paie).

La période élémentaire est bornée par défaut par les dates de début et de fin de période de paie.

La période à déclarer dans le bloc Rémunération est cette période élémentaire de paie, lorsque le logiciel de paie produit effectivement un découpage selon ces périodes élémentaires. A minima, les rémunérations doivent être déclarées période de paie par période de paie.

### **Période de rattachement des éléments exceptionnels de revenu brut**

Un élément exceptionnel de revenu brut peut être versé à une fréquence différente de la paie. Certains éléments de revenu sont par exemple attribués au titre d'une période de présence du salarié dans l'entreprise ou l'établissement : le 13<sup>ème</sup> mois peut être versé au titre d'un exercice, un commissionnement commercial peut être versé au titre d'un trimestre.

La notion de période de rattachement permet également de prendre en compte les cas où le versement de l'élément exceptionnel de revenu brut est conditionné à la présence du salarié sur une période donnée. La période de rattachement de la prime en question sera alors renseignée en fonction de la présence de l'individu dans l'entreprise.

### **Le mois principal déclaré**

Chaque paie est associée à une période de paie. Par suite, la DSN est produite suite à l'établissement d'une ou plusieurs paies. Si la DSN fait état d'une seule paie, le mois principal déclaré est le mois civil au cours duquel finit la période de paie. Si la DSN fait état de plusieurs paies, le même raisonnement est appliqué en se basant sur la paie la plus récente non encore déclarée.

En cas de paies infra mensuelles (exemple : les paies hebdomadaires), le mois principal déclaré sera associé à plusieurs périodes de paies, elles-mêmes éventuellement découpées en périodes élémentaires si cela fait sens.

*Exemple : une entreprise pratique la paie hebdomadaire. Les périodes de paie hebdomadaires s'étendent du 31 du mois M-1 au 27 du mois M. Le mois principal déclaré de ces périodes est le mois M.*

### **Période de rattachement des cotisations**

La période de rattachement des cotisations en phase 2 est le mois civil au cours duquel survient le ou les versements à l'individu du salaire net obtenu par déduction de ces mêmes cotisations.

**2.1.3.3. Modalités déclaratives des éléments financiers présents au sein du bloc « Rémunération »**

Les éléments financiers présents au sein du bloc « Rémunération » sont déclarés par :

- Période élémentaire de paie
- Et date de versement de la paie.

Avec l'introduction du typage des rémunérations déclarées, il n'est plus précisé au niveau du tableau des usages le caractère obligatoire ou conditionnel de chaque type de rémunération. Le tableau ci-dessous précise ces informations. Le respect de ces consignes de déclaration est nécessaire à la reconstitution des déclarations substituées.

Type	Usage		
	DSN Mensuelle	Signalement Fin de contrat	Reprise d'historique
01 - Rémunération brute non plafonnée	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire
02 - Salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire
03 - Salaire rétabli – reconstitué	Obligatoire	Interdit	Obligatoire
10 - Salaire de base	Conditionnel	Interdit	Conditionnel
11 - Heures supplémentaires ou complémentaires	Conditionnel	Interdit	Conditionnel
12 - Heures d'équivalence	Conditionnel	Interdit	Conditionnel
13 - Heures d'habillage, déshabillage, pause	Conditionnel	Interdit	Conditionnel

**2.1.3.4. Modalités déclaratives des éléments financiers présents au sein des blocs « Prime, gratification et indemnité » et « Autre élément de revenu brut »**

Les éléments financiers déclarés au sein des blocs « Prime, gratification et indemnité » et « Autre élément de revenu brut » sont déclarés par :

- Période de rattachement, si cela fait sens
- Et date de versement de la prime, gratification ou indemnité ou de l'autre élément de revenu brut

### **2.1.3.5. Modalités de déclaration des mesures d'activité**

Les mesures d'activité sont toujours valorisées au titre d'une période élémentaire de paie.

Lorsque l'unité de mesure du travail portée par le contrat n'est pas appropriée (par exemple mesure d'une absence en heures pour un individu dont le contrat est fixé en forfait jours), l'unité utilisée doit être précisée dans le bloc Activité. C'est cette information qui est retenue par les traitements des données. Le bloc Activité est à rattacher obligatoirement au bloc Rémunération de type Salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage.

Lorsqu'il ne peut être défini d'unité de mesure au niveau du contrat, parce que la forme de contrat ou l'activité définie par le contrat ne le permet pas, toute mesure d'activité doit être accompagnée de l'unité dans laquelle elle a été établie.

### **2.1.3.6. Modalités déclaratives d'un rappel de paie**

Un rappel de paie concrétise la correction d'une paie antérieure au titre des Rémunérations ou au titre des Primes, Indemnités et Gratifications.

Les rappels sont à déclarer en approche différentielle. Cependant, l'approche par annulation et remplacement d'une écriture est tout à fait possible. Ainsi, un montant de 1000€ déclaré en lieu et place d'un montant de 1200€ donnera lieu idéalement à la déclaration d'un rappel de 200€ et, s'il n'est pas possible d'opérer dans cette approche différentielle, un premier rappel de -1000€ et un second rappel de 1200€.

Il sera porté une attention particulière au fait que le cumul des rappels sur toute période ne mène pas à constater des valeurs négatives pour tous les types d'éléments de revenu brut comme pour les types d'activité.

Par ailleurs, les principes de rappels définis ci-dessous sont également applicables aux rappels survenant après la rupture du contrat.

#### **2.1.3.6.1. Rappel de Rémunération et d'Activité.**

Le rappel de rémunération ne concerne pas les éléments de revenu brut constituant créance subordonnée à une condition ou un terme, en l'occurrence dans la classification DSN, les primes indemnités et gratifications ainsi que les autres éléments de revenu brut.

Les rappels de Rémunération et d'Activité sont toujours valorisés :

- A la date de versement du rappel à l'individu
- Pour une période élémentaire de paie, en fonction de l'élément de revenu brut concerné

Les rappels de salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage doivent être rattachés à la période élémentaire de paie d'origine et non la période de paie correspondant au versement du rappel à l'individu. Le rappel de mesures d'activité sera toujours associé au rappel de salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage et sera ainsi rattaché à la période d'origine.

Ils devront impérativement concerner une période incluse dans le contrat de travail.

Les rappels relatifs aux éléments de revenu brut, hors salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage, sont rattachés à la période de paie correspondant au versement du rappel au salarié.

Exemple : Le 18 mai, le gestionnaire RH prend connaissance de la réalisation de 10 heures supplémentaires au cours de la période de paie 15 mars-20 mars non payées à ce jour au salarié. Un rappel de paie d'un montant de 100 € nets (soit 125 € bruts) est ainsi versé au salarié le 25 mai afin de régulariser cette situation. Par ailleurs, sa rémunération brute non plafonnée s'établit mensuellement à 1500 €

DSN Mars	DSN Avril	DSN Mai
<b>S21.G00. 50 - Versement individu</b>	<b>S21.G00. 50 - Versement individu</b>	<b>S21.G00. 50 - Versement individu</b>
S21.G00.50.001:25032013 S21.G00.50.002:1350 S21.G00.50.004:1200	S21.G00.50.001:25042013 S21.G00.50.002:1350 S21.G00.50.004:1200	S21.G00.50.001:25052013 S21.G00.50.002:1425 S21.G00.50.004:1300
<b>S21.G00. 51 - Rémunération</b>	<b>S21.G00. 51 - Rémunération</b>	<b>S21.G00. 51 - Rémunération</b>
S21.G00.51.001:01032013 S21.G00.51.002:31032013 S21.G00.51.009:01012009 S21.G00.51.010:00000 S21.G00.51.011:Rémunération brute non plafonnée S21.G00.51.013:1500	S21.G00.51.001:01042013 S21.G00.51.002:30042013 S21.G00.51.009:01012009 S21.G00.51.010:00000 S21.G00.51.011:Rémunération brute non plafonnée S21.G00.51.013:1500	S21.G00.51.001:01052013 S21.G00.51.002:31052013 S21.G00.51.009:01012009 S21.G00.51.010:00000 S21.G00.51.011:Rémunération brute non plafonnée S21.G00.51.013:1625
<b>S21.G00. 51 - Rémunération</b>	<b>S21.G00. 51 - Rémunération</b>	<b>S21.G00. 51 - Rémunération</b>
S21.G00.51.001:01032013 S21.G00.51.002:31032013 S21.G00.51.009:01012009 S21.G00.51.010:00000 S21.G00.51.011: Salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage S21.G00.51.013:1500	S21.G00.51.001:01042013 S21.G00.51.002:30042013 S21.G00.51.009:01012009 S21.G00.51.010:00000 S21.G00.51.011: Salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage S21.G00.51.013:1500	S21.G00.51.001:01052013 S21.G00.51.002:31052013 S21.G00.51.009:01012009 S21.G00.51.010:00000 S21.G00.51.011: Heures supplémentaires ou complémentaires S21.G00.51.012:10 S21.G00.51.013:125
<b>S21.G00. 53 - Activité</b>	<b>S21.G00. 53 - Activité</b>	<b>S21.G00. 51 - Rémunération</b>
S21.G00.53.001: Travail rémunéré S21.G00.53.002:151.66	S21.G00.53.001: Travail rémunéré S21.G00.53.002:151.66	S21.G00.51.001:01052013 S21.G00.51.002:31052013 S21.G00.51.009:01012009 S21.G00.51.010:00000 S21.G00.51.011: Salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage S21.G00.51.013:1500
		<b>S21.G00. 53 - Activité</b>
		S21.G00.53.001:01 S21.G00.53.002:151.66
		<b>S21.G00. 51 - Rémunération</b>
		S21.G00.51.001:15032013 S21.G00.51.002:20032013 S21.G00.51.009:01012009 S21.G00.51.010:00000 S21.G00.51.011: Salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage S21.G00.51.012:10 S21.G00.51.013:125
		<b>S21.G00. 53 - Activité</b>
		S21.G00.53.001: Travail rémunéré S21.G00.53.002:10

#### 2.1.3.6.2 Rappels d'autres éléments de revenu brut

Hors rémunération, les autres éléments de revenu brut, y compris les primes, indemnités et gratifications sont identifiés par :

- Un type
- Une date de versement
- Une période de rattachement si cela fait sens

Les modalités de déclaration d'un rappel varient selon les informations concernées, compte tenu qu'il n'est pas possible de modifier la date de versement initiale et que tout rappel devra

faire référence à cette date de versement initial en plus d'être rattaché à la date de versement du rappel à l'individu. Ainsi, le rappel peut être rendu nécessaire pour correction du montant, du type ou de la période de rattachement.

Une correction de type et/ou de période de rattachement entraîne l'obligation de déclarer une annulation de la déclaration initiale accompagnée si opportun d'une déclaration corrective correcte en remplacement.

Une correction de montant, sans modification de type et/ou de période de rattachement peut être réalisée en approche cumulative en déclarant le montant de la correction qualifié par le type et – si cela fait sens – la période de rattachement initialement déclarés.

Exemple :

Un déclarant renseigne par erreur dans la DSN de janvier 100 € d'avantage en nature : repas, alors qu'il s'agissait d'un avantage en nature : véhicule. Dans la DSN de février, il doit donc annuler l'avantage en nature : repas, puis déclarer l'avantage en nature : véhicule.

DSN de janvier 2013	DSN de février 2013
<p><b>S21.G00.54 – Autre élément de revenu brut</b></p> <p>S21.G00.54.001 : 02 - Avantage en nature : repas S21.G00.54.002 : 100</p>	<p><b>S21.G00.54 – Autre élément de revenu brut</b></p> <p>S21.G00.54.001 : 02 - Avantage en nature : repas S21.G00.54.002 :- 100</p> <p><b>S21.G00.54 – Autre élément de revenu brut</b></p> <p>S21.G00.54.001 : 04 - Avantage en nature : véhicule S21.G00.54.002 : 100</p>

Les modalités de déclaration de la date initiale de paiement de l'élément de revenu à corriger sont en cours d'étude et seront précisées à brève échéance.

## 2.2. Déclaration et paiement de cotisations sociales URSSAF

La DSN en phase 2 intègre la déclaration – et le paiement par téléversement – des cotisations sociales recouvrées par les URSSAF.<sup>1</sup>

Les autres procédures de recouvrement ne seront prises en compte dans la DSN qu'en phase de généralisation.

### 2.2.1. Déclaration des cotisations agrégées

La déclaration des cotisations pour l'URSSAF est opérée sous forme agrégée par Code Type de Personnel, à l'image des pratiques actuelles (DUCS, BRC, TR, etc...). La table des Codes Type de Personnel à utiliser en DSN est la même que celle en vigueur pour les autres modalités de déclaration aux URSSAF. En outre, une table de concordance entre les natures de cotisations, autres critères influents et CTP révisés, sera transmise pour faciliter l'implémentation.

Les cotisations agrégées sont regroupées par bordereau de cotisation. Un bordereau de cotisation ne peut porter que les cotisations et réductions d'un mois civil (déclarations courantes) ou d'un exercice civil (déclaration de régularisation annuelle). Ainsi, en cas de régularisation ou de correction de cotisations agrégées, hors régularisation annuelle, il devra

<sup>1</sup> Les modalités de paiement par virement pour les entreprises concernées restent inchangées.

être renseigné autant de bordereaux mensuels que nécessaire.

A titre d'exemple, un établissement qui doit opérer une régularisation annuelle de cotisation relative à l'exercice 2013 devra déclarer dans sa DSN exigible en janvier ou février 2014 :

- Un bordereau de cotisation due (S21.G00.22) établi pour l'exercice civil 2013 et portant le montant de la régularisation annuelle
- Un bordereau de cotisation due (S21.G00.22) daté du mois de la DSN portant les cotisations du mois courant exigibles en janvier ou février 2014

Les principales simplifications apportées aux déclarations de cotisations URSSAF :

- La levée de l'obligation de déclarer les montants de cotisation par Code Type de Personnel (hors DUCS EDI) et seul le total par mois civil reste obligatoire
- La suppression de la plupart des effectifs qui était demandée : seuls persistent l'effectif moyen de l'entreprise au 31 décembre, à déclarer une fois par an, et l'effectif de fin de période de l'établissement à déclarer tous les mois, soit deux notions en lieu et place des six précédentes

Les rubriques des blocs « Cotisation agrégée » et « Cotisation individuelle » portent volontairement des intitulés génériques (cotisation) mais ils comportent des réalités multiples (cotisation, exonération, réduction).

Concernant le bloc « Cotisation agrégée », en Phase 2 il n'y a pas de déclaration de montant d'exonération pour le recouvrement de cotisations sociales URSSAF. Les cotisations et les réductions ont des modalités déclaratives différentes en termes d'alimentation de rubriques. Ces spécificités sont précisées dans la définition de chacune des rubriques du bloc et sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Rubriques	Rubriques à renseigner en Phase 2 dans le cadre des cotisations sociales recouvrées par les URSSAF	
	Cotisation <sup>2</sup>	Réduction
<b>Code de cotisation</b> S21.G00.23.001	X	X
<b>Qualifiant d'assiette</b> S21.G00.23.002	X	X
<b>Taux de cotisation</b> S21.G00.23.003	X Si Accident du travail ou Versement Transport	
<b>Montant d'assiette</b> S21.G00.23.004	X	
<b>Montant de cotisation</b> S21.G00.23.005		X
<b>Code INSEE commune</b> S21.G00.23.006	X Si taux Versement Transport	

<sup>2</sup> La modalité déclarative présentée ci-dessus ne concerne que l'ACOSS, et pourrait être complété en Phase 3 afin de satisfaire les besoins d'autres organismes opérant du recouvrement de cotisations sociales.

### 2.2.2. Déclaration de données nominatives

Au titre du recouvrement des cotisations URSSAF, la DSN prévoit que soient déclarées certaines informations au niveau nominatif.

Ainsi, il doit être déclaré pour chaque versement :

- Certains éléments de revenu brut (remboursement de frais professionnels, valorisation des avantages en nature, ...etc.)
- Les bases assujetties (somme des montants assujettis de manière homogène à une ou plusieurs cotisations)
- Les composants de base assujettie constituant des parties de bases assujetties autres que des éléments de revenu brut (par exemple, le montant du SMIC retenu pour le calcul de la réduction Fillon)
- Les montants d'assiettes exonérées ou éligibles à réduction (cf. liste des exonérations et réductions concernées par la rubrique S21.G00.81.001 – Code de cotisation)

Concernant le bloc « Cotisation individuelle », en Phase 2 il n'y a pas de cotisation pour le recouvrement de cotisations sociales URSSAF (la déclaration de cotisations sera à opérer en Phase 3 pour d'autres organismes opérant du recouvrement de cotisations sociales). Les exonérations et les réductions ont des modalités déclaratives différentes en termes d'alimentation de rubriques. Ces spécificités sont précisées dans la définition de chacune des rubriques du bloc et sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Rubriques	Rubriques à renseigner en Phase 2 dans le cadre des cotisations sociales recouvrées par les URSSAF		
	Cotisation <sup>3</sup>	Exonération	Réduction
<b>Code de cotisation</b> S21.G00.81.001		X	X
<b>Identifiant Organisme de Protection Sociale</b> S21.G00.81.002		X	X
<b>Montant d'assiette</b> S21.G00.81.003		X	X
<b>Montant de cotisation</b> S21.G00.81.004			X

Nota : il est possible de déclarer un montant d'assiette négatif à maille individuelle afin de permettre la déclaration d'un trop payé en période courante à l'organisme de recouvrement (gestion des IJSS notamment) ; dans le cas où la consolidation des assiettes individuelles constituerait un montant négatif à maille agrégée, le déclarant prendra contact avec son URSSAF de rattachement pour une gestion de la situation en bilatéral.

<sup>3</sup> La modalité déclarative présentée ci-dessus ne concerne que l'ACOSS, et pourrait être complétée en Phase 3 afin de satisfaire les besoins d'autres organismes opérant du recouvrement de cotisations sociales.

### 2.2.3. Paiement des cotisations aux URSSAF

Les moyens de paiement des cotisations sociales aux URSSAF sont limités, pour les entreprises pratiquant la DSN, au virement et au téléversement, à l'exclusion notoire du chèque. Les modalités de paiement par virement restent inchangées.

Le paiement par téléversement est opéré en renseignant le bloc Versement organisme de protection sociale. Pour les entreprises soumises à échéance mensuelle sur la DUCS, il devra être produit un ordre de téléversement par mois civil. Les modalités de transmission des ordres mensuels de téléversements des entreprises soumises au régime du paiement trimestriel comprennent deux options de paiement trimestriel possibles :

- Un acte de télé-versement dans chaque DSN mensuelle avec une exécution unique du paiement à la date limite de paiement.
- Trois actes de télé-versement à la date limite de paiement, rattachés à leurs périodes respectives.

Et dans tous les cas les ordres de téléversement seront exécutés à la date d'exigibilité.

### 2.2.4. Partitionnement : Etablissements disposant de plusieurs comptes cotisants

Certains secteurs d'activité (travail temporaire, agences de mannequins, etc...) doivent produire des déclarations et paiements différenciés de cotisations sociales aux URSSAF, selon les catégories de personnel concernées.

La différenciation des déclarations et paiements est actuellement opérée par l'utilisation de pseudo-SIRET. Cette disposition est portée en DSN de la manière suivante :

- L'établissement d'affectation, en l'espèce l'employeur, reste toujours identifié par son vrai SIRET (concaténation du SIREN du bloc entreprise S21.G00.06 et du NIC du bloc Etablissement S21.G00.11)
- Les Bordereaux de cotisation due et Versements Organisme de Protection Sociale dont l'« Entité d'affectation des opérations » n'est pas renseignée concernent le compte cotisant du SIRET de l'établissement d'affectation
- Les Bordereaux de cotisation due et Versements Organisme de Protection Sociale relatifs à des catégories particulières de personnel doivent porter le pseudo-SIRET approprié
- Les Bordereaux de cotisation (S21.G00.22) et Versements Organisme de Protection Sociale (S21.G00.20) relatifs à ces catégories de personnel doivent porter le pseudo-SIRET approprié dans la rubrique « Entité d'affectation des opérations ».

En cas d'absence de personnel permanent pour l'établissement, ce dernier doit quand même fournir une "DSN Néant" pour permettre d'assoir la déclaration du personnel intérimaire.

### 2.2.5. Les corrections de déclarations de cotisations

Une déclaration erronée doit donner lieu à correction de la part de l'employeur, accompagnée si opportun du paiement afférent. Les corrections à déclarer via DSN font suite à un constat d'erreur ou d'omission par le déclarant. Tant que la date d'exigibilité d'une DSN n'est pas dépassée, il reste possible d'opérer une correction de déclaration de cotisations grâce au mécanisme d'Annule et remplace. Une fois passée la date d'exigibilité, les corrections doivent être portées par une DSN mensuelle ultérieure, émise à l'occasion

d'une paie ultérieure.

Les corrections seront valorisées mois civil par mois civil. Si le télèglement est retenu pour le paiement de ces corrections, la DSN mensuelle contiendra autant d'ordres de paiement que de bordereaux et donc que de mois civils.

Les montants des corrections sont établis en approche différentielle.

Pour les entreprises qui ne pratiqueraient pas la régularisation progressive, l'éventuel écart de cotisations sera intégré dans la 12<sup>ème</sup> DSN, dont l'échéance est au 5 ou 15 janvier N+1, voire exceptionnellement au 5 ou au 15 février N+1.

Compte tenu de la synchronisation portée par la DSN entre la correction d'erreurs ou d'omissions et le cadencement de la paie, il sera précisé avant l'entrée en vigueur du dispositif les éventuelles évolutions des barèmes de pénalité et de majoration afférents à ces situations.

En cas d'erreur de calcul de cotisations Accident du Travail ou Versement Transport, le déclarant prendra contact avec son URSSAF de rattachement pour une gestion directe de la situation.

### **2.3.Déclaration de type Néant**

La DSN est mensuelle et produite par établissement employeur. Par principe, elle est générée par l'acte de paie et liée à la présence de salariés, même pour les ETT pour leur personnel permanent (cf. partie 2.2.4). A défaut, une DSN Néant devra être produite. Cependant, il est possible que des entreprises n'aient pas de salariés pendant certains mois de l'année.

Par exemple :

- Une entreprise peut avoir des établissements ayant une activité fortement liée à la saisonnalité et n'avoir que des CDD durant certains mois dans l'année
- Une entreprise peut avoir des établissements qui n'ont plus de salarié suite à la cessation de contrats de travail par exemple dans le cas de la mise en sommeil de l'activité de l'établissement

Pour ces différents cas (exemples non exhaustifs), il faut pouvoir émettre une déclaration sans salarié. Si cette déclaration sans salarié est la première émise au titre d'un mois principal déclaré, le type de la déclaration sera défini à "02 - Normale Néant" dans la rubrique S20.G00.05.002 Type de la déclaration. Si la déclaration sans salarié vient annuler et remplacer une déclaration, le type de la déclaration sera alors défini à "05 - Annule et remplace Néant" dans la rubrique S20.G00.05.002 Type de la déclaration.

Une déclaration normale Néant ou Annule et remplace Néant contient seulement les sous-groupes des structures S10, S20 et S90 ainsi que les sous groupes S21.G00.06, S21.G00.11, S21.G00.22 et éventuellement le sous-groupe S21.G00.15. Le montant porté en rubrique S21.G00.22.005 est alors égal à 0.

Attention : dès lors qu'un salarié est en suspension temporaire de son contrat de travail (par exemple en congé sabbatique) et dans la mesure où une paie est générée pour ce salarié, ce dernier doit être mentionné dans la DSN « normale » avec ses données de rémunération (même nulles) et éventuellement ses contrats complémentaires ou supplémentaires. Ce type de cas ne justifie donc pas une déclaration « néant ».

#### **Envoi néant**

Dans le cas où l'envoi serait composé uniquement de déclarations de nature mensuelle et de type "néant" ou "annule et remplace néant", il convient de renseigner la rubrique S10.G00.00.008 avec la valeur '02' : type néant. Dans les autres cas, il convient de renseigner la rubrique à '01'.

## 2.4. Les signalements

Outre le message mensuel, la norme NEODeS définit 3 messages de signalement d'évènement. Ces 3 messages ont pour finalité de permettre le respect des droits des assurés au titre du délai d'indemnisation. Les évènements signalés sont :

- Le congé donnant lieu à indemnisation par l'Assurance maladie, y compris pour cause de maladie professionnelle ou accident du travail
- La reprise suite à congé donnant lieu à indemnisation par l'Assurance maladie
- La fin de contrat de travail, pouvant donner lieu à indemnisation par l'Assurance chômage

Ces trois formes de messages portent les informations strictement nécessaires à l'éventuel versement d'une prestation, en complément des informations portées par les DSN mensuelles précédentes.

Certaines informations portées dans les signalements d'évènements doivent être reportées dans la DSN mensuelle suivante, même si les impacts de l'absence sont portés dans une paie ultérieure. Ainsi, un arrêt de travail connu du gestionnaire de paie avant la clôture de la paie de M devra être reporté dans la DSN mensuelle relative à la paie de M. En revanche, l'impact en paie pour ce même arrêt peut tout à fait être porté dans la paie de M+1 et être mentionné dans la DSN relative à la paie de M+1. Ainsi, l'arrêt sera signalé en M, reporté dans la DSN mensuelle relative à la paie de M et l'impact en paie sera porté par la DSN relative à la paie de M+1.

### 2.4.1. Données identifiantes dans les signalements

Tout signalement donne lieu à l'exploitation des DSN mensuelles précédentes. Le bon aboutissement du signalement d'évènement impose donc que les données identifiantes (cf. liste complète au point 2.1.1.) renseignées dans le signalement correspondent exactement aux données identifiantes portées par la dernière DSN mensuelle déposée et validée par le point de dépôt (certificat de conformité reçu). A défaut, l'exploitation du signalement sera impossible et il sera alors nécessaire d'émettre un signalement annule et remplace ou d'utiliser les anciennes formalités, hors DSN.

### 2.4.2. Articulation entre les signalements d'évènements et la DSN mensuelle

Certaines informations portées par le signalement d'évènement doivent être reportées dans la DSN mensuelle. Ceci résulte de la différence de finalités de ces deux messages :

- Le signalement d'évènement vise à permettre l'indemnisation au plus rapide de l'individu
- La DSN mensuelle vise, entre autres, à constituer l'historique de vie professionnelle de chaque individu en vue de permettre par exemple l'exploitation des signalements d'évènements (reconstitution des attestations actuellement produites par les employeurs).

Ainsi, il est nécessaire de reporter les informations d'un signalement dans la DSN mensuelle consécutive à l'émission du signalement afin que l'évènement signalé soit pris en compte dans le traitement d'un évènement futur.

Les informations à reporter sont précisées dans le tableau des usages, en fin de cahier

technique. Il s'agit des informations des blocs 60 – Arrêt de travail et 62 – Fin de contrat de travail dont l'usage est obligatoire ou conditionnel en DSN mensuelle.

Outre les informations spécifiques au signalement, le message de signalement d'une fin de contrat porte usuellement les éléments de la paie de solde de tous comptes. Ces informations de paie doivent être reportées à l'identique dans la DSN mensuelle consécutive à l'émission du signalement de fin de contrat.

Dans le cas de contrats courts, l'employeur devra donc déclarer plusieurs périodes mensuelles afférentes à chaque contrat pour un même salarié, chacune d'elle correspondant à un contrat de travail.

## 3. Structuration de la DSN

### 3.1. Envoi et déclarations

#### Envoi

C'est le fichier produit par l'entreprise ou le tiers déclarant. Il débute par une structure de description de l'envoi (S10) : on y caractérise notamment l'envoi, l'émetteur, le contact chez l'émetteur, et le destinataire du compte-rendu d'exploitation. Il contient ensuite une ou plusieurs déclarations, chacune d'entre elles pouvant être d'une nature différente. Il s'achève par une structure de comptage (S90).

A noter que dans le cas du Machine to Machine, un envoi (S10) ne pourra contenir qu'une et une seule déclaration (S20).

#### Modèle de déclaration

C'est la référence à suivre pour la composition d'une déclaration.

Code nature	Périodicité	Modèles de déclarations	Partenaires	Point de dépôt
01	Mensuelle	DSN Mensuelle	URSSAF, CNAM, MSA, CNAV, AGIRC-ARRCO, DARES, Institutions de prévoyance, Mutuelles, Sociétés d'assurance, Pôle Emploi	Point de dépôt régime général ou régime agricole
02	Evènementielle	Signalement Fin du contrat de travail	Pôle Emploi, MSA, Institutions de prévoyance, Mutuelles, Sociétés d'assurance et délégataires de gestion	Point de dépôt régime général ou régime agricole
04	Evènementielle	Signalement Arrêt de travail	CNAM ou MSA	Point de dépôt régime général ou régime agricole
05	Evènementielle	Signalement Reprise suite à arrêt de travail	CNAM ou MSA	Point de dépôt régime général ou régime agricole
06	Unique	DSN reprise d'historique	Pôle Emploi, CNAM ou MSA	Point de dépôt régime général ou régime agricole

Un modèle de déclaration est une arborescence de blocs d'informations, les blocs, pour laquelle on décrit les cardinalités attendues. Tous les modèles de déclarations dont les signalements sont définis à partir d'une arborescence hiérarchique unique dénommée message DSN : ce sont donc des sous-arborescences d'une arborescence « maître ».

Les rubriques qui identifient un modèle de déclaration sociale nominative ou signalement entre S10 et S90 sont les suivantes :

- Nature de la déclaration S20.G00.05.001
- Type de la déclaration S20.G00.05.002

### Déclaration

Une déclaration est l'instanciation d'un modèle de déclaration, donc d'un des modèles listés ci-dessus. Ceci s'applique donc aussi pour les signalements événementiels.

## 3.2. Structuration en sous-groupes et rubriques

Le cahier technique décrit l'ensemble des informations qui peuvent figurer dans une déclaration, appelées **rubriques**.

Les rubriques sont réparties en blocs (équivalent à la notion de "sous-groupes" en N4DS). Chaque rubrique appartient à un bloc et un seul. Un bloc contient au moins une rubrique ; il peut arriver qu'il n'en contienne qu'une seule.

Le principe est que chaque bloc possède une certaine homogénéité sur le plan du sens. Le nom du bloc a donc une importance, et il correspond la plupart du temps à un « objet métier » (entreprise, individu, contrat, versement individu ...), les rubriques étant des « attributs » de cet objet.

Chaque bloc est caractérisé par un identifiant (par exemple, S21.G00.30), un nom (dans cet exemple, individu), une description éventuelle, et la liste des rubriques qu'il contient. L'ordre des rubriques est également une caractéristique du bloc fournie au début de chaque bloc.

### Règles de nommage

Pour donner un identifiant aux sous-groupes et aux rubriques, le principe adopté est de rester en cohérence avec le nommage qui prévaut dans la N4DS, et ce tant que la N4DS existe : le nommage des données reprend donc la logique de hiérarchisation en structure, groupe, sous-groupe, rubrique.

Par exemple :

Structure	(exemple : S21)
--Groupe	(exemple : S21.G00)
----Bloc	(exemple : S21.G00.11)
-----Rubrique	(exemple : S21.G00.11.001)

Ainsi, pendant toute la durée du projet DSN, la règle de nommage des données en sortie de logiciel de paie correspond à l'expression concaténée. Pour reprendre l'exemple précédent :

**S21.G00.11.001** comme identifiant de rubrique, ou **S21.G00.11** comme identifiant de bloc.

Dans le futur, les niveaux « structure » (ex : S21) et « groupe » (ex : S21.G00) disparaîtront : on éliminera donc les 8 premiers caractères des identifiants (ici, S21.G00.). Comme il y a plusieurs structures (S10, S20, S21, S90), on a veillé à ce que les deux caractères descriptifs de chaque bloc n'apparaissent qu'une fois.

A terme, les identifiants de bloc correspondront donc aux deux derniers caractères de l'identifiant actuel : dans l'exemple précédent, ce sera 11. De la même façon, dans l'exemple ci-dessus, le futur identifiant de rubrique sera 11.001.

Pour faciliter la lecture, le présent cahier technique met en évidence l'identifiant officiel de chaque rubrique (en vert), l'identifiant futur (en gras), et à gauche, l'identifiant sémantique (sous forme objet. attribut) :

Identifiant Sémantique	Identifiant Officiel	Futur Identifiant
<b>Déclaration</b>		
		<b>S21.G00.05</b>
Nature de la déclaration		S20.G00.05.001
Type de la déclaration		S20.G00.05.002
Numéro de fraction de déclaration		S20.G00.05.003
Numéro d'ordre de la déclaration		S20.G00.05.004
Date du mois principal déclaré		S20.G00.05.005
Identifiant de la déclaration initiale annulée ou remplacée		S20.G00.05.006
Date de constitution du fichier		S20.G00.05.007
<b>Nature de la déclaration</b>		<b>S20.G00.05.001</b>
Declaration.Nature		

L'identifiant sémantique et l'identifiant futur sont donnés ici pour information uniquement. Seul l'identifiant « officiel » compte.

### Ordonnement des blocs et rubriques dans le message

Lors du lancement de la DSN, deux engagements ont été pris au titre de l'identification des blocs et rubriques définis par la norme :

- L'identifiant d'un bloc ou d'une rubrique n'est jamais modifié, une fois que cet identifiant a fait l'objet d'une communication aux éditeurs et déclarants
- L'identifiant d'un bloc ou d'une rubrique disparu à l'occasion d'une nouvelle version de la norme ne peut pas être réutilisé pour identifier un nouveau bloc ou une nouvelle rubrique

Ces deux engagements ont pour conséquence directe que l'ordre des blocs et rubriques dans un message ne peut plus être assis sur l'ordre croissant des identifiants de blocs et de rubriques.

En effet, considérons le cas de deux blocs numérotés S21.G00.68 et S21.G00.69 dans une version de la norme. Pour la version suivante, il est estimé nécessaire d'ajouter un bloc enfant du bloc 68. Pour mémoire un bloc enfant unique est positionné dans le message à la

suite immédiate de son parent. Le respect de l'ordre des identifiants dans la constitution du message amènerait à identifier ce nouveau bloc par le code S21.G00.69. Cet identifiant étant déjà affecté, le respect de l'ordre des identifiants dans la constitution des messages amènerait à transgresser l'ensemble des engagements susmentionnés, en remodifiant dans un premier temps le bloc initialement identifié par S21.G00.69 puis, en réutilisant ensuite le code S21.G00.69 ainsi libéré pour identifier le nouveau bloc.

Considérons ensuite le cas d'un bloc constitué de trois rubriques. Pour la version suivante il est nécessaire d'insérer une rubrique supplémentaire entre des rubriques numérotées consécutivement. Ainsi on veut insérer une rubrique « Domaine de compétence » à la suite de « Nom et prénom du contact ». Or nous avons la séquence :

- Nom et prénom du contact S20.G00.07.001
- Adresse téléphonique S20.G00.07.002
- Adresse mél du contact S20.G00.07.003

L'insertion de la nouvelle rubrique Domaine de compétence S20.G00.07.004 fera alors naître la séquence suivante :

- Nom et prénom du contact S20.G00.07.001
- Domaine de compétence S20.G00.07.004
- Adresse téléphonique S20.G00.07.002
- Adresse mél du contact S20.G00.07.003

Ainsi, le respect des engagements sur l'identification des blocs et rubriques nous mène à abandonner l'ordre lexicographique dans les messages.

L'ordonnancement des blocs dans un message ne doit donc plus répondre :

- Pour les blocs, qu'aux contraintes fixées par les arborescences de messages définies au point 5.5 du présent document.
- Pour les rubriques, à leur séquence dans le bloc telle que déclarée en liste détaillée des rubriques.

Précisions : toutes les rubriques d'un même bloc doivent être déclarées consécutivement. On ne peut donc trouver dans le message un enchaînement mêlant des rubriques issues de blocs différents comme celui-ci :

- S21.G00.60.001,'01'
- S21.G00.65.001,'01012013'
- S21.G00.60.002,'15102013'

Par ailleurs, un bloc enfant se rapporte toujours au bloc parent qui le précède, directement ou indirectement dans le message.

Ainsi, considérons l'extrait de message suivant (ici seuls les blocs sont représentés alors que dans un message réel, on trouverait les rubriques de ces blocs).

- S21.G00.30 (Individu1)

- S21.G00.40 (Contrat1)
- S21.G00.40 (Contrat 2)
- S21.G00.30 (Individu2)
- S21.G00.40 (Contrat 3)

Les contrats 1 et 2 concernent l'individu 1 car dans l'arborescence de message (cf point 5.5), le bloc individu est parent du bloc contrat et que le dernier individu trouvé dans le message lu de bas en haut avant les contrats 1 et 2 est l'individu 1. Le contrat 3 concerne l'individu 2 par application du même raisonnement.

### **3.3.Attributs des rubriques**

Chaque rubrique, on l'a vu, est dotée d'un identifiant qui lui est propre. L'identifiant d'une rubrique supprimée n'est jamais réutilisé.

Outre son identifiant, chaque rubrique possède un nom (par exemple, « identifiant du lieu de travail»), une éventuelle définition (commentaire qui figure au début de la rubrique), un ensemble de caractéristiques (usage, nature, longueur minimum, longueur maximum), une liste de valeurs (uniquement s'il s'agit d'une énumération), et des contrôles qui lui sont appliqués (0, 1 ou plusieurs).

#### **Nature**

- X : alpha-numérique
- N : numérique
- D : Date (JJMMAAAA).
- Enumération
- Référentiel externe

#### **Longueur**

- Longueur minimum
- Longueur maximum

#### **Usage**

Les règles d'usage précises, par rubrique et par modèle de déclaration, sont fournies dans un tableau à la fin du cahier technique, en cohérence avec les usages décrits pour chaque rubrique. Cf. les explications au début de ce tableau.

Dans la définition des usages des rubriques, on veille aux points suivants :

- Une rubrique Conditionnelle ne peut jamais être à zéro ou à blanc, sauf spécification contraire
- La première rubrique de chaque sous-groupe doit être une rubrique obligatoire

### 3.4. Schéma physique du fichier

Un fichier DSN est du type "séquentiel en ligne" (*Ligne Sequential File en Cobol*) connu aussi sous le nom de "fichier texte délimité".

Il est constitué d'enregistrements de longueur variable avec un maximum de 256 caractères ASCII. Chaque enregistrement se termine par un retour chariot et un saut de ligne (CR-LF : *Carriage Return et Line Feed*), ou un saut de ligne (LF) seul. Le format de la ligne avant le retour chariot est [Sxx.Gyy.zz.aaa(.bbb) ?, 'value']

Ce ou ces octets "0A" ou "0D0A" (zéroDzéroA en hexadécimal) sont utilisés comme délimiteur d'enregistrement.

La virgule ("2C" en hexadécimal) est utilisée comme séparateur de champ.

La valeur de la rubrique est incluse entre deux apostrophes ou deux quotes ' ("27" en hexadécimal).

Exemple : S21.G00.06.001,'332975200'

Le numéro SIREN de l'entreprise dans le sous-groupe Entreprise (S21.G00.06) est 332975200

La table de caractères utilisable pour l'encodage du fichier est la suivante :

'iso/iec 8859-1 (E) alphabet 'Latin1'

### 3.5. Tables des caractères autorisés

La table des caractères autorisés pour la valorisation des rubriques est un sous-ensemble de la table référencée ISO/IEC 8859-1. Les caractères interdits apparaissent sur fond grisé.

ISO/CEI 8859-1																
	x0	x1	x2	x3	x4	x5	x6	x7	x8	x9	xA	xB	xC	xD	xE	xF
0x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
1x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
2x		!	"	#	\$	%	&	'	(	)	*	+	,	-	.	/
3x	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	:	;	<	=	>	?
4x	@	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O
5x	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z	[	\	]	^	_
6x	`	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o
7x	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	{		}	~	
8x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
9x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
Ax		ı	ç	£	¤	¥	¦	§	¨	©	ª	«	¬		®	¯
Bx	°	±	²	³	´	µ	¶	·	,	¹	º	»	¼	½	¾	¿
Cx	À	Á	Â	Ã	Ä	Å	Æ	Ç	È	É	Ê	Ë	Ì	Í	Î	Ï
Dx	Ð	Ñ	Ò	Ó	Ô	Õ	Ö	×	Ø	Ù	Ú	Û	Ü	Ý	Þ	ß
Ex	à	á	â	ã	ä	å	æ	ç	è	é	ê	ë	ì	í	î	ï
Fx	ð	ñ	ò	ó	ô	õ	ö	÷	ø	ù	ú	û	ü	ý	þ	ÿ

La présence des seuls caractères cités ci-après (cellules en blanc du tableau) dans une même rubrique provoque le rejet de l'ensemble de la déclaration :

ISO/CEI 8859-1																
	x0	x1	x2	x3	x4	x5	x6	x7	x8	x9	xA	xB	xC	xD	xE	xF
0x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
1x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
2x	!	"	#	\$	%	&	'	(	)	*	+	,	-	.	/	
3x	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	:	;	<	=	>	?
4x	@	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O
5x	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z	[	\	]	^	_
6x	`	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o
7x	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	{		}	~	
8x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
9x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
Ax		ı	ç	£	¤	¥	¦	§	¨	©	ª	«	¬		®	¯
Bx	°	±	²	³	´	µ	¶	·	¸	¹	º	»	¼	½	¾	¿
Cx	À	Á	Â	Ã	Ä	Å	Æ	Ç	È	É	Ê	Ë	Ì	Í	Î	Ï
Dx	Ð	Ñ	Ò	Ó	Ô	Õ	Ö	×	Ø	Ù	Ú	Û	Ü	Ý	Þ	ß
Ex	à	á	â	ã	ä	å	æ	ç	è	é	ê	ë	ì	í	î	ï
Fx	ð	ñ	ò	ó	ô	õ	ö	÷	ø	ù	ú	û	ü	ý	þ	ÿ

### 3.6. Restrictions pour les identités

En règle particulière, TOUTES les rubriques relatives à l'identification des personnes physiques ne peuvent contenir que les caractères figurant dans la liste indiquée ci-après.

Cette restriction concerne les rubriques :

S10.G00.02.002 : Nom et prénom de la personne à contacter

S21.G00.30.002 : Nom de famille

S21.G00.30.003 : Nom d'usage

S21.G00.30.004 : Prénoms

S21.G00.31.009 : Ancien nom de famille

S21.G00.31.010 : Anciens prénoms

S20.G00.07.001 : Nom et prénom du contact

ISO/CEI 8859-1																
	x0	x1	x2	x3	x4	x5	x6	x7	x8	x9	xA	xB	xC	xD	xE	xF
0x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
1x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
2x	!	"	#	\$	%	&	'	(	)	*	+	,	-	.	/	
3x	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	:	;	<	=	>	?
4x	@	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O
5x	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z	[	\	]	^	_
6x	`	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o
7x	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	{		}	~	
8x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
9x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
Ax	ı	ç	£	¤	¥	¦	§	¨	©	ª	«	¬		®	¯	
Bx	°	±	²	³	´	µ	¶	·	¸	¹	º	»	¼	½	¾	¿
Cx	À	Á	Â	Ã	Ä	Å	Æ	Ç	È	É	Ê	Ë	Ì	Í	Î	Ï
Dx	Ð	Ñ	Ò	Ó	Ô	Õ	Ö	×	Ø	Ù	Ú	Û	Ü	Ý	Þ	ß
Ex	à	á	â	ã	ä	å	æ	ç	è	é	ê	ë	ì	í	î	ï
Fx	ð	ñ	ò	ó	ô	õ	ö	÷	ø	ù	ú	û	ü	ý	þ	ÿ

### 3.7. Restriction pour toutes les adresses

TOUTES les rubriques relatives aux adresses ne peuvent contenir que les caractères figurant dans la liste ci-dessous.

ISO/CEI 8859-1																
	x0	x1	x2	x3	x4	x5	x6	x7	x8	X9	xA	xB	xC	xD	xE	xF
0x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
1x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
2x		!	"	#	\$	%	&	'	(	)	*	+	,	-	.	/
3x	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	:	;	<	=	>	?
4x	@	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O
5x	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z	[	\	]	^	_
6x	`	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o
7x	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	{		}	~	
8x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
9x	caractères de contrôle et divers non imprimables															
Ax		ı	ç	£	¤	¥	¦	§	¨	©	ª	«	¬	®	¯	
Bx	°	±	²	³	´	µ	¶	·	,	¹	º	»	¼	½	¾	¿
Cx	À	Á	Â	Ã	Ä	Å	Æ	Ç	È	É	Ê	Ë	Ì	Í	Î	Ï
Dx	Ð	Ñ	Ò	Ó	Ô	Õ	Ö	×	Ø	Ù	Ú	Û	Ü	Ý	Þ	ß
Ex	à	á	â	ã	ä	å	æ	ç	è	é	ê	ë	ì	í	î	ï
Fx	ð	ñ	ò	ó	ô	õ	ö	÷	ø	ù	ú	û	ü	ý	þ	ÿ

### 3.8. Expressions régulières

La majorité des expressions régulières présentées ici ont été progressivement introduites dans les cahiers techniques depuis plusieurs années. L'emploi d'expressions régulières répond aux objectifs suivants :

- Lever toute ambiguïté sur un contrôle
- Permettre la mise à jour automatique des programmes de contrôle des émetteurs et des récepteurs

Les expressions sont implantées selon la syntaxe XMLSchema (XML Schema DataTypes - annex F regular expressions accessible sous <http://www.w3.org/TR/2004/REC-xmlschema-2-20041028/> )

Expression	Signification
[0-9]	Le caractère est numérique
[A-Z]	Le caractère est alphabétique majuscule, non accentué
[a-z]	Le caractère est alphabétique minuscule, non accentué
+	Le caractère '+' est un qualifiant qui précise que ce qui précède est applicable de 1 à N fois
*	Le caractère '*' est un qualifiant qui précise que ce qui précède est applicable de 0 à N fois
?	Le caractère '?' est un qualifiant qui précise que ce qui précède est applicable de 0 à 1 fois
	Cette barre verticale indique une alternative
\	Ce caractère ne sert que pour précéder les caractères particuliers, (comme par exemple ? * . + [ ] ), si l'on veut que la chaîne de caractères contienne précisément ce caractère-là. En pratique, dans le cahier technique, il est utilisé pour précéder le point.
\\s	Cette combinaison permet d'indiquer un caractère espace, une tabulation, un retour à la ligne.
[0-9][A-Z]*	Le premier caractère de la chaîne est numérique, les caractères suivants, s'ils sont présents, sont alphabétiques majuscules
[A-Z][0-9]{6}	Le premier caractère de la chaîne est une majuscule non

Expression	Signification
	accentuée, suivi obligatoirement de six caractères numériques
[01 12 37]+	Cette chaîne de caractères ne peut contenir que les valeurs 01, 12 ou 37
A?[0-9]+	Cette chaîne de caractères est constituée soit d'un A majuscule suivi de caractères numériques, soit de caractères numériques uniquement
[0]+	Cette chaîne de caractères ne peut contenir que des zéros
[^0]+	Cette chaîne de caractères ne peut contenir aucun zéro
&#x27;	Désigne le caractère apostrophe
\p{IsBasicLatin}	Désigne tout caractère se situant entre le code hexa #x0000 et #x007F
\p{IsLatin-1Supplement}	Désigne tout caractère se situant entre le code hexa #x0080 et #x00FF
^	Métacaractère traduisant l'exclusion
[1-9][0-9]*\.[0-9]{2}	Le nombre (montant, quantité ou taux) ne contient que des chiffres, le séparateur décimal '.' et deux décimales.  A gauche du séparateur décimal, le premier chiffre est différent de 0.
-?[1-9][0-9]*\.[0-9]{2}	Le nombre (montant, quantité ou taux) ne contient que des chiffres, le séparateur décimal '.' et deux décimales.  Il contient éventuellement le caractère '-' si le nombre peut être négatif  A gauche du séparateur décimal, le premier chiffre est différent de 0.
(0 [1-9][0-9]*)\.[0-9]{2}	Le nombre (montant, quantité ou taux) ne contient que des chiffres, le séparateur décimal '.' et deux décimales.  Il peut être à zéro sous la forme 0.00  Les zéros non significatifs devant ce nombre ne sont pas admis.
-?(0 [1-9][0-9]*)\.[0-9]{2}	Le nombre (montant, quantité ou taux) ne contient que des chiffres, le séparateur décimal '.' et deux décimales.  Il contient éventuellement le caractère '-' si le montant / quantité / taux peut être négatif

Expression	Signification
	Il peut être à zéro sous la forme 0.00  Les zéros non significatifs devant ce nombre ne sont pas admis.
$[0]^*([1-9][0-9]^*)\.[0-9]{2}$	Le nombre (montant, quantité ou taux) ne contient que des chiffres, le séparateur décimal '.' et deux décimales.  Les zéros non significatifs devant ce nombre sont admis.
$-?[0]^*([1-9][0-9]^*)\.[0-9]{2}$	Le nombre (montant, quantité ou taux) ne contient que des chiffres, le séparateur décimal '.' et deux décimales.  Il contient éventuellement le caractère '-' si ce nombre peut être négatif  Les zéros non significatifs devant ce nombre sont admis.
$[0]^*(0 [1-9][0-9]^*)\.[0-9]{2}$	Le nombre (montant, quantité ou taux) ne contient que des chiffres, le séparateur décimal '.' et deux décimales.  Il peut être à zéro sous la forme 0.00  Les zéros non significatifs devant ce nombre sont admis.
$-?[0]^*(0 [1-9][0-9]^*)\.[0-9]{2}$	Le nombre (montant, quantité ou taux) ne contient que des chiffres, le séparateur décimal '.' et deux décimales.  Il contient éventuellement le caractère '-' si ce nombre peut être négatif  Il peut être à zéro sous la forme 0.00  Les zéros non significatifs devant ce nombre sont admis.
[(table des caractères acceptés)]	Cette chaîne de caractères ne peut contenir que les caractères autorisés pour la norme
$[1-9][0-9]^*\.[0-9]{2}$	Montant / quantité / taux avec deux décimales
$[1-9][0-9]^*\.[0-9]{4}$	Montant / quantité / taux avec quatre décimales
$[1-9][0-9]^*$	Nombre entier non nul
$[1-9][0-9]^* 0$	Nombre entier, éventuellement à zéro

## 4. Contrôles

### 4.1. Typologie des contrôles

Précisons d'abord que tous les contrôles ne figurent pas dans le cahier technique :

- Il existe ainsi des pré-contrôles qui permettent de vérifier que le fichier transmis est exploitable. Ils sont à réaliser par la plate-forme de dépôt du régime général ou du régime agricole et à ce titre ne figurent pas dans le cahier technique et feront l'objet de précisions associées à l'émission du cahier technique. Tout rejet du message déclaratif est immédiat en cas d'échec à cette étape. Ce type de contrôle, s'il est levé, est bloquant et entraîne le rejet de l'ensemble du fichier.
- Les éventuels contrôles de cohérence de données d'un mois sur l'autre ne sont pas décrits ici.
- Il n'y a pas non plus de contrôles de cohérence entre déclaration mensuelle et déclaration événementielle

Les contrôles à effectuer, tels que décrits dans le cahier technique, sont des contrôles intrinsèques à la déclaration, plus des contrôles liés à la gestion des envois de déclarations (annule et remplace, notamment).

Les contrôles sont de plusieurs types :

- Les **contrôles de structure** permettent de vérifier que l'enchaînement des rubriques et la structure du message sont conformes à l'enchaînement défini dans le cahier technique de la norme, pour une version de la norme et un message donnés. En décrivant les modèles de déclaration (cf. partie 5), le cahier technique décrit les contrôles à effectuer : ils ne sont donc pas nommés en tant que tels. Dès lors qu'un contrôle de ce type n'est pas conforme, il est bloquant pour l'ensemble du fichier (i.e. de la déclaration) et entraîne le rejet complet de ce fichier.
- Les **contrôles de syntaxe** liés à la rubrique sont appelés « CSL ». Ce sont des contrôles unitaires : ils s'appliquent isolément à chaque rubrique indépendamment du contenu des rubriques précédentes ou suivantes. Ils peuvent ainsi être appliqués à la saisie de la donnée. Ils éviteront des rejets dus à des erreurs dans la nature des données saisies. Dès lors qu'un contrôle de ce type n'est pas conforme, il est bloquant pour l'ensemble du fichier (i.e. de la déclaration) et entraîne le rejet complet de ce fichier.
- Les **contrôles de cohérence** sont appelés « CCH ». Ils permettent de vérifier la cohérence de la présence et/ou du contenu de certaines rubriques et/ou de certains sous-groupes. Ils peuvent ainsi mettre en jeu plusieurs rubriques. Dès lors qu'un contrôle de ce type n'est pas conforme, il est bloquant pour l'ensemble du fichier (i.e. de la déclaration) et entraîne le rejet complet de ce fichier.
- Les **contrôles sur des référentiels externes** au cahier technique de la norme sont appelés « CRE ». Ils sont mis en œuvre en allant consulter des référentiels publics. Ils consistent à vérifier que la valeur prise appartient bien à la liste fournie par le référentiel. Dès lors qu'un contrôle de ce type n'est pas conforme, il est bloquant pour l'ensemble du fichier (i.e. de la déclaration) et entraîne le rejet complet de ce fichier.

- Les **contrôles d'existence d'un SIREN ou SIRET** dans le répertoire SIRENE sont notés « CME ». Dès lors qu'un contrôle de ce type n'est pas conforme, il est bloquant pour l'ensemble du fichier (i.e. de la déclaration) et entraîne le rejet complet de ce fichier.

Pour faciliter la compréhension du lecteur, les contrôles sont décrits en clair à l'exception des contrôles CSL, décrits sous forme d'expressions régulières.

Les contrôles spécifiques applicables à telle ou telle rubrique sont décrits en liste détaillée des rubriques. Les contrôles génériques sont décrits dans l'introduction.

Pour une rubrique, les traitements tiennent d'abord compte des contrôles génériques puis des contrôles spécifiques.

## **4.2. Application des règles de contrôle**

La production d'une déclaration impose à son émetteur le strict respect de la forme, c'est-à-dire la conformité du message aux règles de présentation fixées et le respect de la cohérence de certaines rubriques entre elles.

Il n'est pas accepté d'anomalie de forme dans la structure en-tête de l'envoi S10 et dans la structure 90. Dans ce cas c'est la totalité de l'**envoi**, et de toutes les déclarations qu'il contient, qui est rejetée.

Les anomalies détectées sur les autres structures entraînent le rejet de la **déclaration** concernée.

C'est seulement après avoir satisfait à l'ensemble des contrôles (contrôles SIRET, données bancaires, cinématique), qu'une déclaration sera acceptée.

A l'issue des contrôles, en cas d'absence d'anomalie, le système DSN adresse un certificat libératoire de la formalité.

## **4.3. Logique d'ensemble des contrôles**

Le cahier technique décrit les contrôles à effectuer. Dans ces contrôles, certains sont parfaitement génériques et ne sont donc pas explicitement nommés : c'est le cas de tous les contrôles de structure, de la plupart des contrôles de syntaxe liée à la rubrique, et de la plupart des contrôles sur référentiels externes.

Les autres sont identifiés (typés, numérotés) en tant que tels avec leur type dans le cahier technique : CSL, CCH, CRE, CME.

Les contrôles à effectuer sont donc d'une part des contrôles génériques, d'autre part des contrôles explicitement identifiés, associés à une rubrique.

Un tableau des usages de contrôles liste au regard de chaque règle de contrôle les modèles de déclaration pour lesquels il est appliqué.

L'applicabilité de la règle de contrôle a été vérifiée au regard de l'usage des rubriques invoquées pour son exécution.

Ce tableau se trouve en fin de cahier technique.

## 4.4. Les contrôles de structure

Tous les messages font l'objet des contrôles de structure suivants :

- Contrôle de la présence et de l'ordre des sous-groupes attendus dans le modèle de déclaration
- Respect de la cardinalité des sous-groupes,
- Respect de la présence des rubriques obligatoires,
- Respect de l'ordre des rubriques indiqué au début de chaque sous-groupe,
- Les rubriques vides ou à blanc ne sont pas autorisées (ex: S10.G00.00.001," ).
- Un déclasserement des structures composant un message peut entraîner l'abandon du contrôle de la déclaration et provoquer son rejet pour ce seul fait.
- La cardinalité indique si un sous-groupe est obligatoire ou facultatif :
- La règle de cardinalité ne s'applique que si le sous-groupe parent est présent.
- Un sous-groupe est toujours interdit si son parent est absent.
- Les cardinalités possibles sont les suivantes :
  - o {1,\*} : Structure Obligatoire au moins 1 fois et au plus N fois
  - o {0,1} : Structure Conditionnelle non répétable
  - o {0,\*} : Structure Conditionnelle répétable N fois
  - o {1,1} : Structure Obligatoire non répétable
- Une rubrique d'usage Obligatoire doit être présente si le groupe ou le sous-groupe auquel elle appartient est présent.
- Une rubrique d'usage Conditionnel doit être présente si la condition associée à sa présence est remplie, sinon elle doit être absente.

Afin d'éviter de multiplier les contrôles de présence (obligation, interdiction) d'une rubrique en fonction du message, qui alourdissent le cahier technique, le principe adopté a été de spécifier ces caractéristiques pour chaque rubrique en fonction de chaque message, au sein d'un tableau. Ce tableau figure en fin de cahier technique, et décrit donc explicitement des contrôles à effectuer.

Ce tableau impose des règles supplémentaires :

- Pour un modèle de déclaration donné, une rubrique notée en Obligatoire dans ce modèle selon le tableau doit être présente si le groupe ou le sous-groupe auquel elle appartient est présent.
- Pour un modèle de déclaration donné, une rubrique notée en Conditionnel dans ce modèle selon le tableau doit être présente si la condition associée à sa présence est remplie, sinon elle doit être absente.
- Pour un modèle de déclaration donné, une rubrique notée en Interdit dans ce modèle selon le tableau doit être absente.

#### 4.4.1. Les contrôles de syntaxe liés à la rubrique (CSL)

Ce sont des contrôles relatifs au format de la rubrique elle-même.

Une rubrique déclarée doit respecter sa définition :

- respect de sa longueur (minimum et maximum)
- respect de sa nature (X, N, D)

Une rubrique de nature alphanumérique (X) ne peut contenir que les caractères autorisés (cf. table 3.5) sauf restrictions indiquées aux paragraphes identités, adresses et adresses e-mail.

Une rubrique de nature date (D) respecte le format JJMMAAAA, et les contraintes calendaires qui en découlent.

Une rubrique assortie d'une liste de valeurs ne peut contenir qu'une des valeurs indiquées dans cette liste. Cette liste est donnée dans le présent cahier technique.

Les caractères 'blanc' ne peuvent précéder ou suivre dans une même rubrique la chaîne de caractères alphabétiques.

Tous les contrôles évoqués ci-dessus sont génériques, et n'ont donc pas à être décrits pour chaque rubrique.

Il existe cependant quelques contrôles CSL explicites. Parmi eux, les CSL numérotés « CSL 00 », qui décrivent l' « expression régulière » que la rubrique doit respecter. Dans un souci de lisibilité, par exemple lorsque ces expressions régulières sont complexes, on écrit un CSL en clair, qui exprime exactement la même chose.

Cf. la partie 3.8 pour une explication des expressions régulières.

#### 4.4.2. Les contrôles de cohérence (CCH)

Les contrôles de cohérence vérifient la cohérence de la présence et/ou du contenu de certaines rubriques et / ou de certains sous-groupes.

Ces contrôles inter-rubriques sont le plus souvent documentés sur la dernière rubrique concernée.

#### 4.4.3. Les contrôles sur des référentiels externes (CRE)

Ces contrôles vérifient que les valeurs utilisées appartiennent bien aux nomenclatures utilisées par le cahier technique, lorsqu'il s'agit de nomenclatures externes (i.e. qui existent indépendamment du cahier technique). Ils sont génériques.

Lorsqu'une rubrique se réfère à une nomenclature externe, ceci est précisé un icône décrit en 5.

Dans ce cas de figure, la liste des valeurs qui la constitue n'est pas présentée dans le cahier technique. Il est alors demandé aux émetteurs de se référer au site [net.entreprises.fr](http://net.entreprises.fr) qui portera les nomenclatures nécessaires à la constitution de la DSN.

Le seul cas où l'on écrit explicitement un CRE dans la rubrique associée est celui où l'on a une extension de la nomenclature externe, par exemple en ajoutant une valeur d'échappement, ou une autre valeur (exemple : code caisse professionnelle de congés payés S21.G00.40.022).

Il arrive également que l'on introduise un filtre d'interdiction de certaines valeurs : c'est le cas pour le Code Pays, mais dans cette situation il s'agit d'un CSL classique, puisqu'on n'a

pas à se référer à la table externe pour l'appliquer.

Les nomenclatures de la DSN peuvent différer des nomenclatures de la DADS U notamment au titre des versions de mise à jour. Les déclarants sont donc invités à produire leurs déclarations sur la base des nomenclatures spécifiques à la DSN, disponibles sur le site net entreprises : <http://www.net-entreprises.fr/html/nomenclatures-dsn-p2v1.htm> (page en cours de construction)

#### **4.4.4. Les contrôles métier (CME)**

Les contrôles métier sont les contrôles que chaque organisme récepteur va pratiquer sur les éléments déclaratifs dont il a besoin pour assurer sa mission.

Les signalements nécessitant des corrections sont à traiter en relation bilatérale entre les organismes de protection sociale et services de l'Etat et le déclarant ou idéalement par rappels dans une déclaration mensuelle ultérieure en faisant référence à la période nécessitant une correction..

Les contrôles métier seront précisés dans un guide utilisateur et donnent lieu à affichage dans le bilan d'ensemble de suivi de la déclaration proposé par le système DSN.

#### **4.4.5. Les contrôles de format : précisions**

Ces contrôles ont été présentés en 4.4.1 de façon générale. Dans ce qui suit, on explique la logique des contrôles sur les rubriques numériques (4.4.6), puis on décrit les contrôles qui s'imposent sur les identités (4.4.7), les adresses (4.4.8), les adresses mél (4.4.9).

#### **4.4.6. Les contrôles appliqués aux rubriques numériques (nature N)**

Cette partie décrit des principes de contrôle sur les rubriques numériques, pour en faire comprendre la logique. Mais il faut souligner que pour chaque rubrique, l'expression régulière associée permet de décrire sans ambiguïté le contrôle à effectuer.

Se référer à la partie sur les expressions régulières en 3.8.

##### **4.4.6.1. Les contrôles appliqués aux nombres exprimant des montants**

Tous les montants doivent être signés par le signe « - » s'ils sont négatifs.

Tous les montants sont exprimés avec deux décimales obligatoires et un séparateur de décimales qui est le point « . ». L'opposabilité de cette approche pour toutes les procédures fondées sur la DSN sera précisée dans les décrets à paraître.

Il n'y a pas de séparateur de milliers.

La longueur maximum de la zone montant est de 12 pour les montants individuels et de 18 pour les totaux.

Par ailleurs, différents types de montant sont autorisés :

- Montant pouvant ou non prendre la valeur zéro
- Montant signés ou non signés (ne pouvant prendre une valeur négative)

Exemples de montants ne pouvant pas prendre la valeur zéro :

Accepté	Non accepté
1.10	1,1
0.01	0.00
-1.11	1
0000.54	.54
01.11	+1.11

Exemples de montants pouvant prendre la valeur zéro :

Accepté	Non accepté
1.10	1,10
0.01	1.1
0.00	0
000.00	.00
-01.11	1

Les règles suivantes s'appliquent lors du contrôle des montants :

- Caractère espace interdit dans la rubrique (au début, au milieu ou à la fin)
- Signe positif (+) interdit.

**Expression des rubriques montant : attention**

Dans la DSN Phase 2, tous les montants doivent être exprimés en euros et en centimes d'euros.

**4.4.6.2. Les contrôles appliqués aux nombres exprimant des taux**

Tous les taux sont positifs. Les taux sont exprimés en pourcentage.

Le nombre de décimales ne peut être égal qu'à 2 ou 3. Le séparateur de décimales est le point « . ».

Exemple de taux avec deux décimales :

Accepté	Non accepté
1.10	1.1
0023.45	123456.8
0.00	0
0.54	1.114
0.99	-0.99

Exemple de taux avec trois décimales

Accepté	Non accepté
1.100	1.10
111.010	111.8976
0.001	0
000.546	.546
0.546	-0.546

**4.4.6.3. Les contrôles appliqués aux nombres exprimant des quantités**

Les quantités peuvent être signées, notamment dans le cas de données acceptant des corrections en diminution (« rappels négatifs ») de valeurs précédemment déclarées. Le cumul de la valeur initialement déclarée et des éventuels rappels ne saurait conduire à un résultat négatif qui n'aurait alors aucun sens. L'acceptation de valeurs négatives est définie par l'expression régulière des rubriques concernées.

Le nombre de décimales ne peut être égal qu'à 0 ou 2.

Il n'y a pas de séparateur de milliers.

Les types de donnée pour les quantités sont :

- Quantité en entier
- Quantité avec deux chiffres après le point

Exemple de quantités en entier

Accepté	Non accepté
123	1.1
0010	1,11
500	
-123	

Exemple de quantités avec deux décimales

Accepté	Non accepté
1.23	1.2345
0001.00	1,00
0.23	.23
1.20	1.2
111.99	
-111.99	

#### 4.4.7. Les contrôles appliqués aux identités

On entend par rubriques identité les rubriques suivantes :

S10.G00.02.002 – Nom et prénom de la personne à contacter

S20.G00.07.001 – Nom et prénom du contact

S21.G00.30.002 – Nom de famille

S21.G00.30.003 – Nom d'usage

S21.G00.30.004 – Prénoms

S21.G00.31.009 – Ancien nom de famille

S21.G00.31.010 – Anciens prénoms

### **Rappel des règles d'état-civil**

Une circulaire du premier ministre n°5575 du 21 février 2012 prohibe dans les formulaires et correspondances des administrations les termes "mademoiselle", "nom de jeune fille", "nom patronymique", "nom d'épouse" et "nom d'époux".

En effet, "mademoiselle", "nom de jeune fille" correspondent à une mention du statut matrimonial des femmes qui n'a plus lieu d'être.

La notion de nom patronymique est remplacée depuis la loi du 4 mars 2002 par celle de nom de famille, qui tient compte de la possibilité par exemple pour un homme marié de prendre le nom de son épouse comme nom d'usage.

Selon le même texte la notion de nom d'usage doit être préférée à celle de nom d'époux ou d'épouse, en raison par exemple de la possibilité pour une personne veuve ou divorcée de conserver le nom de son conjoint.

La loi du 4 Mars 2002 complétée d'un décret du 29 Octobre 2004, avait défini de nouvelles règles de composition du nom de famille pour les enfants nés à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 2005 et, sous certaines conditions, pour les enfants de moins de treize ans nés avant cette date. Cette loi permettait notamment aux parents de choisir pour leurs enfants un nom de famille correspondant aux noms du père et de la mère accolés dans l'ordre de leur choix. Ce nom de famille est dit « double nom ».

Une circulaire CIV/18/04 N°NOR : JUS CO4209555C du ministère de la Justice avait défini les modalités permettant de distinguer ces doubles noms des noms composés. Elle prévoyait l'utilisation d'un double trait d'union comme séparateur entre le nom issu de la branche paternelle et celui issu de la ligne maternelle afin de distinguer les doubles noms des noms composés dont les deux vocables sont séparés par un trait d'union simple.

Mais une circulaire du ministre de la Justice (NOR : JUSC1028448C) du 25 octobre 2011 relative à la modification des modalités d'indication des « doubles noms » issues de la loi n°2002-304 du 4 mars 2002 dans les actes de l'état civil supprime le double tiret.

Par une décision rendue le 4 décembre 2009, le Conseil d'Etat a en effet considéré qu'il ne pouvait être imposé aux parents qui ont fait le choix du double nom pour leur enfant de voir leurs noms séparés par un double tiret sur le seul fondement d'une circulaire.

Dans l'attente de la mise en place du dispositif pérenne, la dépêche du 12 janvier 2010 relative aux conséquences de la décision du 4 décembre 2009 donnait les instructions suivantes aux officiers de l'état civil :

« - dans la mesure où le Conseil d'Etat a uniquement censuré le caractère obligatoire du double tiret, les officiers de l'état civil peuvent donc continuer à proposer aux parents ce séparateur. Si les parents l'acceptent ou le sollicitent, notamment en présence d'aînés ayant déjà bénéficié de ce système, le double nom sera enregistré à l'état civil comme auparavant, avec un double tiret entre le nom de chacun des parents.

- En revanche, si les parents refusent le double tiret, l'officier de l'état civil doit en prendre acte et enregistrer la déclaration de choix de nom sans ce séparateur. Les deux vocables formant le double nom seront enregistrés sur l'acte de naissance avec un simple espace. »

La circulaire du 25 octobre 2011 remplace le mécanisme du double tiret par les préconisations qui suivent, car il est indispensable que la simple lecture des actes de l'état civil permette de différencier, en présence de noms de famille constitués de plusieurs vocables, les noms composés indivisibles, des doubles noms issus de la réforme du nom, les modalités de transmission de ces noms étant différentes.

Pour ce faire, dans les actes de l'état civil, la rubrique « nom de famille » devra être complétée, en présence d'un double nom formé de plusieurs vocables de la manière suivante, afin de faire apparaître les deux parties de ce double nom :

Nom de famille : DURAND DUPOND suivant déclaration conjointe en date du...

(1ère partie : DURAND 2nde partie : DUPOND)

La première ligne détermine le nom de famille et les deux parties qui le forment doivent être séparées par un simple espace, à la place du séparateur « -- ». La seconde n'est renseignée que pour identifier, à la lecture de l'acte, qu'il s'agit d'un double nom transmissible selon les conditions fixées par l'article 311-21 du code civil.

**Attention** : cette règle de présentation ne concerne que les actes d'état civil et non les champs d'une déclaration. Elle n'est rappelée ici que pour situer dans l'état actuel du droit l'emploi éventuel du double tiret dans un des champs identité d'une déclaration.

Le présent cahier technique applique les dispositions rappelées supra et complète comme suit les règles de contrôle appliquées aux identités.

En plus du respect des restrictions relatives à la table des caractères autorisés on contrôlera :

- que le premier caractère d'une rubrique est différent du trait d'union ou de l'espace.
- que le dernier caractère d'une rubrique est différent du trait d'union, de l'apostrophe ou de l'espace.
- que chacun des caractères blanc, trait d'union et apostrophe est toujours utilisé de manière isolée, sans être précédé ou suivi d'un autre quelconque de ces caractères (en dehors des conditions fixées ci-après relatives à l'utilisation du double trait d'union dans les noms de famille, et à l'acceptation d'une apostrophe en début de nom).
- que le code civilité (MONSIEUR espace, M espace, MADAME espace, MME espace) n'est pas présent en majuscules ou minuscules aux identités des personnes physiques (exemple : le nom de famille S21.G00.30.002,'MR MARTIN' est une anomalie car le sexe est inclus dans la rubrique réservée au nom). Cette règle ne s'applique pas à S10.G00.02.002 – Nom et prénom de la personne à contacter.

On entend par rubriques nom parmi les rubriques identité les rubriques suivantes :

- S21.G00.30.002 (Nom de famille)
- S21.G00.31.009 – Ancien nom de famille

On entend par rubriques prénom parmi les rubriques identité les rubriques suivantes :

S21.G00.30.004 (Prénoms)

S21.G00.31.010 – Anciens prénoms

La mention 'sans nom' (SN ou sn) peut figurer dans la rubrique « Nom de famille ».

La mention 'sans prénom' (SP ou sp) peut figurer dans la rubrique « Prénoms ».

La rubrique nom de famille et la rubrique prénom ne peuvent pas contenir simultanément les mentions SN (ou sn) et SP (ou sp) pour identifier une même personne physique.

La présence d'un double nom est acceptée dans toutes les rubriques nom.

Les contrôles appliqués sur les rubriques nom s'assurent :

- que la chaîne de caractères double trait d'union '--' n'est présente qu'une seule fois entre le premier et le second nom.
- que la chaîne de caractères double trait d'union '--' n'est pas précédée des caractères blanc, simple trait d'union ou apostrophe.
- que la chaîne de caractères double trait d'union '--' n'est pas suivie des caractères blanc ou simple trait d'union.

Exemples : (nom de famille)

S21.G00.30.002,'MARTIN-DUPONT'

S21.G00.30.002,'DUBOIS DE LACIME DES NOUES--BEAUREGARD DE SAINT HAON'

Le symbole apostrophe doit être accepté en premier caractère dans tous les cas sur les rubriques identité.

Rappel : les prénoms doivent être présentés dans l'ordre de l'état civil du salarié.

#### 4.4.8. Les contrôles appliqués aux adresses

La norme 'adresse' appliquée dans la DSN est un sous-ensemble de la norme AFNOR XPZ 10-011, adresse géopostale du service national de l'adresse (SNA). Elle ne prend notamment pas en compte le code Cedex et le libellé du Cedex qui ne sont pas admis dans les déclarations. Les organismes récepteurs attendent une adresse géographique.

Les caractères apostrophe, espace, trait d'union et point ne peuvent être utilisés en début ou en fin de rubrique. Ils doivent être utilisés de manière isolée, sans être précédés ou suivis d'un autre quelconque de ces caractères. Le cas particulier du caractère (point) suivi de (espace) est cependant autorisé.

Il est important que l'adresse soit :

- exhaustive (tous les éléments d'adresse doivent figurer)
- structurée (à chaque élément sa ligne d'adresse).

S10.G00.01.004	Numéro, extension, nature et libellé de la voie	O	1	50
S10.G00.01.005	Code postal	C	5	5
S10.G00.01.006	Localité	C	1	50
S10.G00.01.007	Code pays	C	2	2

S10.G00.01.008	Code de distribution à l'étranger	C	1	50
S10.G00.01.009	Complément de la localisation de la construction	C	1	50
S10.G00.01.010	Service de distribution, complément de la localisation de la voie	C	1	50
S21.G00.06.004	Numéro, extension, nature et libellé de la voie	O	1	50
S21.G00.06.005	Code postal	C	5	5
S21.G00.06.006	Localité	C	1	50
S21.G00.06.007	Complément de la localisation de la construction	C	1	50
S21.G00.06.008	Service de distribution, complément de la localisation de la voie	C	1	50
S21.G00.11.003	Numéro, extension, nature et libellé de la voie	O	1	50
S21.G00.11.004	Code postal	O	5	5
S21.G00.11.005	Localité	O	1	50
S21.G00.11.006	Complément de la localisation de la construction	C	1	50
S21.G00.11.007	Service de distribution, complément de la localisation de la voie	C	1	50
S21.G00.30.008	Numéro, extension, nature et libellé de la voie	O	1	50
S21.G00.30.009	Code postal	C	5	5
S21.G00.30.010	Localité	C	1	50
S21.G00.30.011	Code pays	C	2	2
S21.G00.30.012	Code de distribution à l'étranger	C	1	50
S21.G00.30.016	Complément de la localisation de la construction	C	1	50
S21.G00.30.017	Service de distribution, complément de la localisation de la voie	C	1	50
S21.G00.85.003	Numéro, extension, nature et libellé de la voie	O	1	50
S21.G00.85.004	Code postal	C	5	5

S21.G00.85.005	Localité	C	1	50
S21.G00.85.006	Code pays	C	2	2
S21.G00.85.007	Code de distribution à l'étranger	C	1	50
S21.G00.85.008	Complément de la localisation de la construction	C	1	50
S21.G00.85.009	Service de distribution, complément de la localisation de la voie	C	1	50

Le contrôle des codes postaux est effectué par rapport aux référentiels Hexaposte publiés au cours de l'année précédant le dépôt de la déclaration.

#### - Numéro, extension, nature et libellé de la voie

Ligne dite de distribution, elle est composée du N°, d'un espace et du libellé de la voie. Le numéro dans la voie se compose :

- soit de 5 caractères maximum (4 caractères numériques maximum plus éventuellement un caractère alphabétique) :
- soit de 0 à 4 caractères numériques
- soit de 1 à 3 caractères numériques suivis d'un espace et d'un caractère alphabétique correspondant à l'abréviation de BIS (B), TER (T), et QUATER (Q) ou à A, B, C, D... lorsque ces caractères complètent le numéro de rue.
- Dans le cas où le numéro dans la voie se compose d'une série de numéros, il est demandé de ne conserver que le premier numéro (ex : 15 pour 15/17 ou 17 pour 17 à 19).
- Le libellé de la voie compte 32 caractères maximum.

CSL 01 : [(table des caractères autorisés pour les adresses)]

#### - Code postal

Le code postal est obligatoire pour une adresse relevant du système postal français. Le code postal doit être présent dans la nomenclature HEXAPOSTE, base de référence de 'La Poste'. Le fichier HEXAPOSTE fournit le libellé standardisé de la localité.

En règle générale les codes CEDEX ne sont pas admis.

CRE 01 : [(nomenclature Hexaposte)]

CCH 01 : Les codes CEDEX sont prohibés.

#### - Localité

La localité est obligatoire pour une adresse relevant du système postal français. Le fichier HEXAPOSTE fournit le libellé standardisé de la localité. La présence de deux espaces consécutifs est interdite.

CSL 01 : [(A-Z a-z 0-9 et espace)]

#### - Code pays

Le code pays ne doit pas être renseigné pour les adresses relevant du système postal français. Il doit être renseigné pour une adresse ne relevant pas du système postal français. Le code du pays est à déterminer dans la table ISO 3166-1-A2, à l'exclusion des codes correspondants aux territoires suivants, constituant le domaine d'application du système postal français :

FR : France métropolitaine

GP : Guadeloupe

BL : Saint Barthélémy

MF : Saint Martin

MQ : Martinique

GF : Guyane Française

RE : Ile de la Réunion

PM : Saint Pierre et Miquelon

YT : Mayotte

WF : Wallis et Futuna

PF : Polynésie Française

NC : Nouvelle Calédonie

MC : Monaco

CRE 01 : [(table ISO 3166-1-A2)] à l'exclusion des valeurs [FR|GP|BL|MF|MQ|GF|RE|PM|YT|WF|PF|NC|MC]

#### - Code de distribution à l'étranger

Le code distribution à l'étranger est obligatoire pour une adresse ne relevant pas du système postal français (code pays renseigné) et interdit pour une adresse relevant du système postal français (code pays absent).

A noter que si les adresses ne sont pas à ce jour normées dans la base de données de votre logiciel de paie, vous devrez décider en lien avec votre éditeur de l'usage des lignes de la DSN à partir de votre propre structuration. Les dispositions retenues devront toutefois respecter les contraintes de la norme, notamment pour les données Code postal, Localité, Pays, Code de distribution à l'étranger.

Une adresse relevant du système postal français doit être déclarée de la manière suivante :

- n°, extension, nature et libellé de la voie (obligatoire)
- Complément de localisation de la construction dans la voie (facultatif)
- Service de distribution, complément de localisation de la voie (facultatif)
- Code Postal (obligatoire)
- Localité (obligatoire)

Les données Code Pays et Code de distribution à l'étranger sont strictement interdites pour les adresses relevant du système postal français.

Une adresse ne relevant pas du système postal français doit être déclarée de la manière suivante :

- n°, extension, nature et libellé de la voie (obligatoire)
- Complément de localisation de la construction dans la voie (facultatif)
- Service de distribution, complément de localisation de la voie (facultatif)
- Localité (facultatif)
- Code pays (obligatoire)
- Code distribution à l'étranger (obligatoire)

La donnée Code Postal est strictement interdite pour les adresses ne relevant pas du système postal français.

#### **4.4.9. Les contrôles appliqués aux adresses mél**

Les adresses mél font l'objet de contrôles de forme spécifique.

Les caractères présents doivent appartenir à la liste des caractères suivants [A-Z], [a-z], [0-9], . (point), - (trait d'union), \_ (underscore), @ (arobase)

L'adresse mél ne peut contenir un enchaînement de deux caractères (point), (trait d'union) ou (underscore) consécutifs.

L'adresse mél doit contenir un et un seul caractère @ (arobase), mais ce dernier ne peut être utilisé en première ou dernière position.

Les chaînes de caractères précédant et suivant le caractère @ (arobase) ne peuvent commencer ou se terminer par un caractère . (point), - (trait d'union), \_ (underscore).

La chaîne de caractères suivant le caractère @ (arobase) doit contenir au moins un point (.). Ce point doit être précédé d'au moins un caractère [A-Z], [a-z], [0-9], et suivi d'au moins un caractère [A-Z], [a-z], [0-9].



## 5. Les modèles de déclarations

L'arborescence des déclarations est réduite aux sous-groupes.





La liste détaillée décrit les rubriques par sous-groupe une seule fois pour tous les modèles.

### Charte graphique des arborescences et de la liste détaillée







#### Arborescences

Icône	Signification
	Message
	Sous-groupe

#### Domaines de rubriques

Icône	Signification
	Définition
	Contrôle(s)
	Caractéristiques
	Liste de valeurs

#### Sous-domaine de Caractéristiques

	Type = Alphanumérique
	Type = Numérique
	Type = Date
	Type = Enumération
	Type = Référentiel externe
	Longueur [min,max]

Les arborescences sont réduites aux sous-groupes.

On retrouve ici les notions de nature, de longueur, expliquées en 3.3, mais aussi la notion de type, qui permet d'introduire explicitement le type « énumération » (liste de valeurs) et « référentiel externe ».

On peut également distinguer liste de valeurs « interne » (valeurs fournies dans le cahier technique) et liste de valeurs « externes » (table existante sur le serveur de nomenclatures).

Les usages ne sont plus traités au niveau de chaque rubrique mais décrits en fin de cahier technique, pour chaque rubrique dans chaque forme de message (DSN mensuelle, signalements d'évènements, Reprise d'historique).

## **5.1.DSN Mensuelle**

Ce modèle correspond à la nature de déclaration '01' en S20.G00.05.001

Le message «DSN Mensuelle» est destiné aux points de stockage des organismes de protection sociale et services de l'Etat et aux institutions de prévoyance, aux mutuelles, aux sociétés d'assurances.

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie, Pôle emploi et la MSA accèdent à ces données dans le cadre de signalements d'évènements les concernant.

La DARES reçoit sur la base de ces données les éléments nécessaires à la substitution de la DMMO/EMMO.

Pôle emploi reçoit les données mensuelles filtrées pour substituer le Relevé Mensuel des Missions (gestion des intérimaires) et gérer les salariés demandeurs d'emploi.

L'ACOSS reçoit également les données mensuelles filtrées pour substituer la DUCS Urssaf, le BRC et le TR.

La Caisse nationale des allocations familiales reçoit également les données mensuelles filtrées à titre expérimental à des fins de contrôles et sans substitution de déclarations.

## **5.2.Signalement Évènementiel Fin du contrat de travail**

Ce modèle correspond à la nature de déclaration '02' en S20.G00.05.001

Il permet d'informer l'Assurance Chômage et les organismes complémentaires<sup>4</sup> de la fin d'un contrat de travail. Cette déclaration porte l'ensemble des informations relatives à la fin de contrat de travail.

Le signalement d'évènement doit être transmis dans les cinq jours ouvrés qui suivent la survenance de la fin du contrat de travail.

Si la fin de contrat de travail survient avant la transmission de la DSN mensuelle relative au mois civil précédant l'évènement, il est demandé de transmettre cette déclaration mensuelle en même temps que le signalement de fin de contrat de travail.

La date et le motif de fin de contrat doivent être reportés dans la DSN mensuelle y compris lors de l'émission d'un signalement fin de contrat de travail "annule et remplace" après l'échéance de la DSN mensuelle du mois de l'évènement (en cas de rappel par exemple).

<sup>4</sup> Les organismes complémentaires ne reçoivent que les données du signalement de fin de contrat nécessaires à la prise en compte de la radiation du salarié.

### **5.3. Signalement Événementiel Arrêt de travail**

Ce modèle correspond à la nature de déclaration '04' en S20.G00.05.001.

Il permet d'informer l'Assurance Maladie du début d'un arrêt de travail pour maladie, maternité, paternité ou accident du travail / maladie professionnelle (AT/MP).

Le signalement d'évènement doit être transmis dans les 5 jours après la prise de connaissance de l'évènement par l'employeur, sauf dans un cas de subrogation où l'émission du message peut être concomitante à l'envoi de la DSN mensuelle (deux déclarations distinctes étant cependant constituées à cette échéance, éventuellement communiquées dans un même envoi).

Dans le cas où un salarié disposerait de plusieurs contrats de travail en vigueur simultanément avec un même employeur, un signalement d'arrêt de travail doit être émis pour chacun de ses contrats. L'alimentation des données du bloc contrat dans le signalement pourra être réalisée avec les informations d'un contrat dont le choix reste à la discrétion du déclarant. Dans la DSN mensuelle suivante, le bloc Arrêt de travail devra être renseigné pour tous les contrats du salarié concerné par l'arrêt de travail, en portant la même date de dernier jour travaillé et le cas échéant, les mêmes dates de subrogations.

### **5.4. Signalement Évènementiel Reprise suite à arrêt de travail**

Ce modèle correspond à la nature de déclaration '05' en S20.G00.05.001.

Il permet d'informer l'Assurance Maladie de la reprise du travail en cours de mois.

Le signalement d'évènement doit être transmis au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent la reprise du travail.

### **5.5. DSN Reprise d'historique**

Ce modèle correspond à la nature de déclaration '06' en S20.G00.05.001.

Dans le cadre de la DSN, la substitution de la DSIJ et de l'AE ne peut se faire qu'après constitution d'un historique d'au plus à 12 mois. Le message « DSN Reprise d'historique » permet ainsi aux déclarants d'émettre des signalements d'évènements « Arrêt de travail » et « Fin de contrat de travail » dès le démarrage de l'entreprise en DSN, sans attendre que 12 DSN mensuelles aient été produites nativement par le SI de paie.

Dans le cas d'un salarié expatrié, pour lequel 15 mois d'historique sont nécessaires, il convient que 3 déclarations de nature « DSN mensuelle » aient été transmises en flux courant en complément des 12 déclarations de nature « DSN Reprise d'historique » afin de constituer un historique de 15 mois.

La « DSN Reprise d'historique » sert uniquement les besoins de constitutions d'historique correspondant au remplacement des DSIJ et des AE, des formalités relatives aux services des demandeurs d'emploi et exclue toute autre utilisation.

La production de « DSN Reprise d'historique » doit respecter les principes suivants :

- Une « DSN Reprise d'historique » ne peut être émise avant acceptation par le point de dépôt d'une 1ère DSN mensuelle.
- L'intégralité des salariés présents dans la « DSN Reprise d'historique » doit disposer d'un NIR certifié. Ainsi, une entreprise ne pourra s'engager dans la reprise d'historique que si le BIS résultant du dépôt préalable d'une DSN mensuelle ne comporte aucune anomalie d'identification.

- Les données présentes dans la « DSN Reprise d'historique » doivent porter uniquement sur une profondeur d'au plus 12 mois. Ainsi, pour les individus concernés, il conviendra de produire 12 « DSN mensuelles Reprise d'historique ».

Ces DSN mensuelles Reprise d'historique peuvent être transmises en un seul ou en plusieurs envois vers le point de dépôt.

- Il n'est pas possible d'accepter une « DSN Reprise d'historique » pour un mois principal déclaré supérieur ou égal à la date d'entrée dans le dispositif DSN, étant entendu que ces historiques doivent être cohérents avec les éventuels rappels portant sur ces mêmes périodes.
- Les déclarants qui produisent une « DSN Reprise d'historique » ne déclarent que les salariés que l'établissement d'affectation compte au moment de son entrée en DSN, et se réfèrent à l'antériorité réelle des salariés sur le SIRET actif de cet établissement d'affectation au moment de son entrée en DSN (dans une limite de 12 mois).

## 5.6.Arborescences

Dans les pages qui suivent, on présente les arborescences (sous-groupes avec cardinalités) pour les modèles de déclaration :













- DSN Mensuelle
- Signalement Évènementiel Fin du contrat de travail
- Signalement Évènementiel Arrêt de travail
- Signalement Évènementiel Reprise suite à arrêt de travail
- Reprise d'historique














 DSN












-  S10.G00.00 - Envoi (1,1)
  -  S10.G00.01 - Emetteur (1,1)
  -  S10.G00.02 - Contact Emetteur (1,\*)
  -  S10.G00.03 - Destinataire CRE (0,1)
  -  S20.G00.05 - DSN Mensuelle
  -  S20.G00.05 - DSN SIGNAL REPRISE TRAVAIL
  -  S20.G00.05 - DSN SIGNAL FIN CONTRAT
  -  S20.G00.05 - DSN SIGNAL ARRET TRAVAIL
  -  S20.G00.05 - DSN REPRISE HISTORIQUE
-  S90.G00.90 - Total de l'envoi (1,1)

 S20.G00.05 - DSN REPRISE HISTORIQUE


- ▼  S21.G00.06 - Entreprise (1,1)
  - ▼  S21.G00.11 - Etablissement (1,1)
    - ▼  S21.G00.30 - Individu (1,\*)
      - ▼  S21.G00.40 - Contrat (contrat de travail, convention, mandat) (1,\*)
        -  S21.G00.41 - Changements Contrat (0,\*)
        -  S21.G00.60 - Arrêt de travail (0,\*)
        -  S21.G00.65 - Autre suspension de l'exécution du contrat (0,\*)
      -  S21.G00.50 - Versement individu (1,\*)
        - ▼  S21.G00.51 - Rémunération (1,\*)
          -  S21.G00.53 - Activité (0,\*)
        -  S21.G00.52 - Prime, gratification et indemnité (0,\*)
    -  S21.G00.85 - Lieu de travail (0,\*)



-  S20.G00.05 - DSN SIGNAL ARRET TRAVAIL
-  S20.G00.07 - Contact chez le déclaré (1,1)
-   S21.G00.06 - Entreprise (1,1)
  -   S21.G00.11 - Etablissement (1,1)
    -   S21.G00.30 - Individu (1,1)
      -   S21.G00.40 - Contrat (contrat de travail, convention, mandat) (1,1)
        -  S21.G00.60 - Arrêt de travail (1,1)



 S20.G00.05 - DSN SIGNAL FIN CONTRAT



- ▼  S21.G00.06 - Entreprise (1,1)
  - ▼  S21.G00.11 - Etablissement (1,1)
    - ▼  S21.G00.30 - Individu (1,1)
      - ▼  S21.G00.40 - Contrat (contrat de travail, convention, mandat) (1,1)
        - ▼  S21.G00.62 - Fin du contrat (1,1)
          -  S21.G00.63 - Préavis de fin de contrat (1,\*)
          -  S21.G00.70 - Affiliation Prévoyance (0,\*)
          -  S21.G00.71 - Retraite complémentaire (1,\*)
        - ▼  S21.G00.50 - Versement individu (1,\*)
          - ▼  S21.G00.51 - Rémunération (1,\*)
            -  S21.G00.53 - Activité (0,\*)
            -  S21.G00.52 - Prime, gratification et indemnité (0,\*)
            -  S21.G00.54 - Autre élément de revenu brut (0,\*)



 S20.G00.05 - DSN SIGNAL REPRISE TRAVAIL



 S20.G00.07 - Contact chez le déclaré (1,1)

  S21.G00.06 - Entreprise (1,1)

  S21.G00.11 - Etablissement (1,1)

  S21.G00.30 - Individu (1,1)

  S21.G00.40 - Contrat (contrat de travail, convention, mandat) (1,1)

  S21.G00.60 - Arrêt de travail (1,1)

- ▼ S20.G00.05 - DSN Mensuelle
  - ▼ S21.G00.06 - Entreprise (1,1)
    - ▼ S21.G00.11 - Etablissement (1,1)
      - S21.G00.15 - Adhésion Prévoyance sans personnel couvert (0,\*)
      - S21.G00.20 - Versement organisme de protection sociale (0,\*)
      - ▼ S21.G00.22 - Bordereau de cotisation due (0,\*)
        - S21.G00.23 - Cotisation agrégée (0,\*)
      - ▼ S21.G00.30 - Individu (0,\*)
        - S21.G00.31 - Changements Individu (0,\*)
        - ▼ S21.G00.40 - Contrat (contrat de travail, convention, mandat) (1,\*)
          - S21.G00.41 - Changements Contrat (0,\*)
          - S21.G00.60 - Arrêt de travail (0,\*)
          - S21.G00.62 - Fin du contrat (0,1)
          - S21.G00.65 - Autre suspension de l'exécution du contrat (0,\*)
          - ▼ S21.G00.70 - Affiliation Prévoyance (0,\*)
            - S21.G00.72 - Changements Affiliation Prévoyance (0,\*)
            - S21.G00.71 - Retraite complémentaire (1,\*)
          - ▼ S21.G00.50 - Versement individu (1,\*)
            - ▼ S21.G00.51 - Rémunération (1,\*)
              - S21.G00.53 - Activité (0,\*)
              - S21.G00.52 - Prime, gratification et indemnité (0,\*)
              - S21.G00.54 - Autre élément de revenu brut (0,\*)
            - ▼ S21.G00.78 - Base assujettie (0,\*)
              - S21.G00.79 - Composant de base assujettie (0,\*)
              - S21.G00.81 - Cotisation individuelle (0,\*)
    - S21.G00.85 - Lieu de travail (0,\*)





## Structure

## S10

## Envoi

S10.G00.00

Nom du logiciel utilisé	S10.G00.00.001
Nom de l'éditeur	S10.G00.00.002
Numéro de version du logiciel utilisé	S10.G00.00.003
Code de conformité en pré-contrôle	S10.G00.00.004
Code envoi du fichier d'essai ou réel	S10.G00.00.005
Numéro de version de la norme utilisée	S10.G00.00.006
Point de dépôt	S10.G00.00.007
Type de l'envoi	S10.G00.00.008

## Nom du logiciel utilisé

S10.G00.00.001

## Envoi.NomLogiciel



Logiciel utilisé pour établir les déclarations.

L'alimentation systématique de cette rubrique est obligatoire pour faciliter le dialogue avec les éditeurs et les émetteurs en cas d'anomalie détectée par les récepteurs.

Mettre 'Logiciel maison' dans le cas où l'émetteur utilise un logiciel de constitution de la DSN non acheté mais développé en interne.



X  [1,20]

## Nom de l'éditeur

S10.G00.00.002

## Envoi.EditeurLogiciel



Nom de l'éditeur du logiciel de paie utilisé.

Mettre 'Logiciel maison' dans le cas où l'émetteur utilise un logiciel de constitution de la DSN non acheté mais développé en interne.



X  [1,20]

## Numéro de version du logiciel utilisé

S10.G00.00.003

## Envoi.VersionLogiciel



Numéro de la version du logiciel de paie utilisé, s'il existe.



X  [1,10]

## Code de conformité en pré-contrôle

S10.G00.00.004

## Envoi.CodeConformite



Sera précisé suite à finalisation de l'outil de validation de messages proposé aux éditeurs et déclarants.



A3I X [1,50]

**Code envoi du fichier d'essai ou réel**

S10.G00.00.005

**Envoi.EssaiReel**

Les fichiers d'essai sont recommandés lors des premiers échanges avec un des services DSN proposés.



X [2,2]



01 - envoi fichier test  
02 - envoi fichier réel

**Numéro de version de la norme utilisée**

S10.G00.00.006

**Envoi.VersionNorme**

X [6,6]



P02V01 - Phase 2 Version 1

**Point de dépôt**

S10.G00.00.007

**Envoi.Depot**

X [2,2]



01 - Net-entreprises  
02 - MSA

**Type de l'envoi**

S10.G00.00.008

**Envoi.Type**

Cette rubrique permet de définir s'il s'agit d'un envoi normal, ou d'un envoi contenant uniquement des déclarations mensuelles "néant".



CCH-11 : Cette rubrique doit être renseignée à '02' envoi néant, si et seulement si toutes les déclarations sont de nature mensuelle, et soit de type normal néant soit de type Annule et remplace néant. Ce contrôle vise à interdire cette valeur dans un signalement car cette nature de déclaration est propre à un individu. Il ne peut donc pas exister de signalement en l'absence d'individu.

CCH-12 : Un envoi de type "03 - envoi reprise d'historique" ne peut contenir que des DSN de nature reprise d'historique



X [2,2]



01 - envoi normal  
02 - envoi néant  
03 - envoi reprise d'historique

## Emetteur

S10.G00.01

Siren de l'émetteur de l'envoi	S10.G00.01.001
Nic de l'émetteur de l'envoi	S10.G00.01.002
Nom ou raison sociale de l'émetteur	S10.G00.01.003
Numéro, extension, nature et libellé de la voie	S10.G00.01.004
Code postal	S10.G00.01.005
Localité	S10.G00.01.006
Code pays	S10.G00.01.007
Code de distribution à l'étranger	S10.G00.01.008
Complément de la localisation de la construction	S10.G00.01.009
Service de distribution, complément de localisation de la voie	S10.G00.01.010

### Siren de l'émetteur de l'envoi

#### Emetteur.Siren

S10.G00.01.001



Identifiant de l'entreprise ayant élaboré le présent envoi.

Dans le cas d'un tiers déclarant ou d'un concentrateur, c'est l'identifiant SIREN de ce tiers qui doit figurer ici.

Attention : cette mention n'est pas exploitée vis-à-vis de l'autorisation de déposer une DSN ; pour ce dépôt il convient que l'acteur déposant la DSN sur le site de net entreprises (<http://www.net-entreprises.fr/>) ou de la MSA (<http://www.msa.fr>) soit inscrit comme administrateur sur le site et ait validé la charte

Pour les réceptions de DSN en machine to machine une enveloppe gérant sera à associer au message et ne figure pas à ce stade dans le cahier technique.



CSL-11 : [(vérification de la clé)]



X

[9,9]



CSL 00 : [0-9]\*[1-9][0-9]\*

### Nic de l'émetteur de l'envoi

#### Emetteur.Nic

S10.G00.01.002



Identifiant établissement (Numéro Interne de Classement).

Un identifiant à zéro n'est pas admis.



CCH-11 : [(vérification de la clé)]



X

[5,5]



CSL 00 : [0-9]\*[1-9][0-9]\*

### Nom ou raison sociale de l'émetteur

#### Emetteur.Nom

S10.G00.01.003



X

[1,60]

### Numéro, extension, nature et libellé de la voie

#### Emetteur.Voie

S10.G00.01.004



Numéro : Il précise l'adresse dans la voie. Sa valeur est différente de 0 et ne doit pas dépasser 4 chiffres.

En cas de numéro multiple, seul le premier doit être indiqué (pour exemple indiquer 4 pour 4/14)

Extension : Lettre accolée au numéro si celui-ci ne présente pas une précision suffisante (par exemple B pour BIS, T pour TER, etc...)

*Nature de la voie : information facultative décrivant la nature de la voie (rue, avenue, etc...)*  
*Libellé de la voie : Appellation officielle de la voie*



X [1,50]

### Code postal

S10.G00.01.005

#### Emetteur.CodePostal



*Donnée d'organisation de la distribution postale, à utiliser telle que définie dans le fichier Hexaposte*

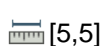


CCH-12 : Si le code postal est présent alors le code pays et le code de distribution à l'étranger sont absents et réciproquement.

CRE-11 : valeurs autorisées.



X



[5,5]

Fichier Hexaposte contenant le code postal et le code Insee des communes

### Localité

S10.G00.01.006

#### Emetteur.Localite



*La localité est un élément géographique et administratif. C'est le premier élément d'identification associé au code postal. Le libellé est la plupart du temps le nom officiel de la localité enregistrée à l'INSEE et au Journal Officiel.*



CCH-11 : La localité est obligatoire si le code postal de l'émetteur est renseigné.



X

[1,50]

CSL 00 : [A-Za-z0-9\ ]+

### Code pays

S10.G00.01.007

#### Emetteur.Pays



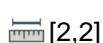
*Nom du pays (territoire d'un état) exprimé sous la forme d'un code.*



CRE-11 : valeurs autorisées à l'exception de : 'FR' , 'GP' , 'BL' , 'MF' , 'MQ' , 'GF' , 'RE' , 'PM' , 'YT' , 'WF' , 'PF' , 'NC' , 'MC'.



X



[2,2]

Table Iso 3166-1-A2.

### Code de distribution à l'étranger

S10.G00.01.008

#### Emetteur.CodeDistribution



*Mention complémentaire pour les adresses ne relevant du système postal français*



X

[1,50]

### Complément de la localisation de la construction

S10.G00.01.009

#### Emetteur.ComplementConstruction



*Les compléments d'adresse permettent d'indiquer le point de remise exact du courrier. Ils donnent des informations précises et déterminantes dans la phase finale de distribution du courrier, tel que le bâtiment, la boîte aux lettres, le numéro d'appartement.*



X

[1,50]

## Service de distribution, complément de localisation de la voie

S10.G00.01.010

## Emetteur.ComplementVoie



Il s'agit de services de distribution du courrier spécifiques proposés ou mis en place par La Poste



A3I X [1,50]

## Contact Emetteur

S10.G00.02

Code civilité	S10.G00.02.001
Nom et prénom de la personne à contacter	S10.G00.02.002
Code domaine d'intervention	S10.G00.02.003
Adresse mél du contact émetteur	S10.G00.02.004
Adresse téléphonique	S10.G00.02.005
Adresse fax	S10.G00.02.006

## Code civilité

S10.G00.02.001

## Contact.Civilite



[ ] X [2,2]



01 - monsieur  
02 - madame

## Nom et prénom de la personne à contacter

S10.G00.02.002

## Contact.Nom



Nom, prénom de l'agent de l'émetteur pouvant donner des précisions sur cet envoi et dans son domaine habituel d'intervention.



CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant des identités.



A3I X [1,80]

## Code domaine d'intervention

S10.G00.02.003

## Contact.Domaine



[ ] X [2,2]



01 - domaine administratif  
02 - domaine informatique  
03 - autre domaine

## Adresse mél du contact émetteur

S10.G00.02.004

## Contact.Mel



Cette adresse sera utilisée dans le cadre des contacts en lien avec vos déclarations actuelles et à venir.



CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant de l'adresse mél.



A3I X [6,100]

**Adresse téléphonique**

S10.G00.02.005

**Contact.Tel**

A3I X [10,20]

**Adresse fax**

S10.G00.02.006

**Contact.fax***Si souhaité par le contact.*

A3I X [10,20]

**Destinataire CRE****S10.G00.03***Le compte-rendu d'exploitation est un document émis par les centres récepteurs après exploitation complète d'un fichier accepté.*

Siren de l'entreprise destinataire du compte rendu d'exploitation S10.G00.03.001

Nic de l'établissement destinataire du Compte Rendu d'Exploitation S10.G00.03.002

Adresse mél du destinataire du Compte Rendu d'Exploitation S10.G00.03.003

**Siren de l'entreprise destinataire du compte rendu d'exploitation**

S10.G00.03.001

**CRE.SirenComptereenduEmetteurEnvoi***Un identifiant à zéro n'est pas admis.*

CSL-11 : [(vérification de la clé)]



A3I X [9,9] ✓ CSL 00 : [0-9]\*[1-9][0-9]\*

**Nic de l'établissement destinataire du Compte Rendu d'Exploitation**

S10.G00.03.002

**CRE.NicComptereenduEmetteurEnvoi***Un identifiant à zéro n'est pas admis.*

CCH-11 : [(vérification de la clé)]



A3I X [5,5] ✓ CSL 00 : [0-9]\*[1-9][0-9]\*

**Adresse mél du destinataire du Compte Rendu d'Exploitation**

S10.G00.03.003

**CRE.MailComptereenduEmetteurEnvoi**

CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant de l'adresse mél.



A3I X [6,100]

## Structure

## S20

## Déclaration

## S20.G00.05

Nature de la déclaration	S20.G00.05.001
Type de la déclaration	S20.G00.05.002
Numéro de fraction de déclaration	S20.G00.05.003
Numéro d'ordre de la déclaration	S20.G00.05.004
Date du mois principal déclaré	S20.G00.05.005
Identifiant de la déclaration annulée ou remplacée	S20.G00.05.006
Date de constitution du fichier	S20.G00.05.007
Champ de la déclaration	S20.G00.05.008
Identifiant métier	S20.G00.05.009

## Nature de la déclaration

S20.G00.05.001

## Declaration.Nature



CST-11 : Lorsque le message est transmis en machine to machine, les envois S10 contiennent une et une seule déclaration S20

CCH-11 : Une nature de déclaration reprise d'historique (S20.G00.05.001=06) ne peut être présente que dans un envoi de type reprise d'historique (S10.G00.00.008=03).



X [2,2]



- 01 - DSN Mensuelle
- 02 - Signalement Fin du contrat de travail
- 04 - Signalement Arrêt de travail
- 05 - Signalement Reprise suite à arrêt de travail
- 06 - DSN reprise d'historique

## Type de la déclaration

S20.G00.05.002

## Declaration.Type



CCH-11 : Un même envoi ne peut contenir deux déclarations dont l'une annule l'autre.

CCH-13 : Le type de déclaration "04 - déclaration annule" est autorisé pour une nature de déclaration (S20.G00.05.001) à "02 - Signalement Fin du contrat de travail".

CCH-14 : Les types de déclaration '02' et '05' ne sont autorisés que pour une nature mensuelle de déclaration.

Ce contrôle vise à établir l'interdiction de déclarer un Type de la déclaration "normal néant" ou "annule et remplace néant" pour un signalement qui est par nature propre à un individu ou pour un message de nature reprise d'historique. Un signalement néant ou une déclaration de reprise d'historique néant n'aurait pas de sens.

CCH-15 : Le type de déclaration « 02 - déclaration normale néant », « 03 - déclaration annule et remplace intégral », « 04 - déclaration annule » et « 05 - annule et remplace néant » sont interdits pour la nature de déclaration (S20.G00.05.001) « 06 - DSN reprise d'historique ».



X [2,2]



01 - déclaration normale  
02 - déclaration normale néant  
03 - déclaration annule et remplace intégral  
04 - déclaration annule  
05 - annule et remplace néant

## Numéro de fraction de déclaration

S20.G00.05.003

### Declaration.Fraction



Le numéro de fraction de la déclaration est exprimé par 'nd' avec :  
n = numéro de la fraction  
d = nombre total de fractions  
n doit être inférieur ou égal à d  
Pour un même établissement le nombre d (nombre total de fractions) doit rester constant.  
L'établissement s'engage à produire ou à faire produire l'ensemble des fractions annoncées.  
Exemples:  
12 : fraction 1/2 dirigeants,  
22 : fraction 2/2 cadres et salariés.  
Pour une entreprise non fractionnée mettre 11.



CCH-11 : Si la déclaration est de nature événementielle, le numéro de fraction doit être égal à '11' (fraction interdite).  
Ce contrôle vise à conserver le caractère obligatoire de la rubrique quelle que soit la nature de la déclaration. Bien que le numéro de fraction soit interdit pour un signalement, il est une composante de l'Identifiant d'une déclaration.

CSL-11 : [(n<=d)]



123 N [2,2] CSL 00 : [1-9]{2}

## Numéro d'ordre de la déclaration

S20.G00.05.004

### Declaration.Ordre



Le numéro d'ordre de la déclaration (attribué par le déclarant) est une référence qui permet d'identifier le rang de constitution d'une déclaration au cours du mois courant.  
Pour une Mensuelle, ce numéro est remis à zéro à chaque premier jour de mois civil. Pour un signalement, ce numéro ne doit pas être remis à zéro afin qu'il soit unique quel que soit le mois d'émission.



123 N [1,15] CSL 00 : 0|[1-9][0-9]\*

## Date du mois principal déclaré

S20.G00.05.005

### Declaration.Mois



Il s'agit du premier jour du mois civil au titre duquel est établie la paie, hors éventuels rappels.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9]|[1-2][0-9]|3[0-1])(0[1-9]|1[0-2])(20)[0-9]{2}

## Identifiant de la déclaration annulée ou remplacée

S20.G00.05.006

### Declaration.IndentifiantAnnulation



L'identifiant de la déclaration annulée ou remplacée est celui de la dernière déclaration, relative au même évènement validée par le point de dépôt.

Cette rubrique est une concaténation de la date de constitution du fichier (S20.G00.05.007) et du numéro d'ordre de la déclaration (S20.G00.05.004) de la déclaration annulée.



CID-11 : Une déclaration de type '03', '04' ou '05' devra annuler une déclaration précédemment reçue. L'identifiant indiqué ici doit être connu de la plate-forme réceptrice.

CCH-11 : Cette rubrique est obligatoire si et seulement si le type de la déclaration (S20.G00.05.002) est '03' (annule et remplace intégral) ou '04' (annule)



X [9,23]



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(19|20)[0-9]{2}(0[1-9][0-9]\*)

### Date de constitution du fichier

S20.G00.05.007

#### Declaration.DateFichier



D [8,8]



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(20)[0-9]{2}

### Champ de la déclaration

S20.G00.05.008

#### Declaration.Champ



Pour les entreprises mixtes, cette rubrique doit être renseignée de la valeur 02 ou de la valeur 03 en concordance avec le régime de protection sociale des salariés déclarés. Toutes les autres entreprises non mixtes doivent renseigner cette rubrique avec la valeur 01.



CCH-11 : La valeur "02 - Déclaration partielle régime agricole" est interdite si le point de dépôt (S10.G00.00.007) est 01 - Net-entreprises.

CCH-12 : La valeur "03 - Déclaration partielle régime général" est interdite si le point de dépôt (S10.G00.00.007) est 02 - MSA.



X [2,2]



01 - déclaration totale  
02 - déclaration partielle régime agricole  
03 - déclaration partielle régime général

### Identifiant métier

S20.G00.05.009

#### Declaration.IdentifiantMetier



Cette rubrique vous permet de renseigner un identifiant métier de déclaration qui pourra être utilisé en cas de contact direct avec un OPS.



CCH-11 : Cette rubrique doit être différente du NIR de l'individu, si celui-ci est renseigné.



X [1,15]

## Contact chez le déclaré

S20.G00.07



Contact destinataire des comptes-rendus métiers des Déclarations de Salaires pour le versement des Indemnités Journalières.

Nom et prénom du contact	S20.G00.07.001
Adresse téléphonique	S20.G00.07.002
Adresse mél du contact	S20.G00.07.003

**Nom et prénom du contact**

S20.G00.07.001

**ContactDeclare.Nom**

---



CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant des identités.



A3I X [1,80]

**Adresse téléphonique**

S20.G00.07.002

**ContactDeclare.Tel**

---



A3I X [10,20]

**Adresse mél du contact**

S20.G00.07.003

**ContactDeclare.mel**

---

*Cette adresse mél est utilisée pour adresser le compte-rendu métier DSIJ.*

CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant de l'adresse mél.



A3I X [6,100]

## Structure

## S21

## Entreprise

S21.G00.06



L'entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Elle est composée d'un ou plusieurs établissements

SIREN	S21.G00.06.001
NIC du siège	S21.G00.06.002
Code APEN	S21.G00.06.003
Numéro, extension, nature et libellé de la voie	S21.G00.06.004
Code postal	S21.G00.06.005
Localité	S21.G00.06.006
Complément de la localisation de la construction	S21.G00.06.007
Service de distribution, complément de localisation de la voie	S21.G00.06.008
Effectif moyen de l'entreprise au 31 décembre	S21.G00.06.009
Code pays	S21.G00.06.010
Code de distribution à l'étranger	S21.G00.06.011

## SIREN

S21.G00.06.001

## Entreprise.Siren



Le numéro SIREN est un identifiant de neuf chiffres attribué à chaque unité légale. Les huit premiers chiffres n'ont aucune signification, excepté pour les organismes publics dont le numéro SIREN commence obligatoirement par 1 ou 2. Le neuvième chiffre est un chiffre de contrôle de validité du numéro.



CSL-11 : [(vérification de la clé)]

CME-11 : Le SIREN renseigné doit être à l'état actif au répertoire SIRENE de l'INSEE.



A31 X

[9,9]



CSL 00 : [0-9]\*[1-9][0-9]\*

## NIC du siège

S21.G00.06.002

## Entreprise.Nic



Il s'agit du NIC de l'établissement siège de l'entreprise, ou, pour les entreprises étrangères, du NIC du premier établissement implanté en France.

Si le siège est SIRETisé, l'entreprise dispose donc d'un NIC, et alors le NIC doit être renseigné.



CCH-11 : [(vérification de la clé)]



A31 X

[5,5]



CSL 00 : [0-9]\*[1-9][0-9]\*

## Code APEN

S21.G00.06.003

## Entreprise.Apen



Le code APE est attribué par l'INSEE à toute entreprise et chacun de ses établissements lors de son inscription au répertoire SIRENE. Ce code caractérise son activité principale par référence à la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2).  
Il est nommé APEN dans le cas d'une entreprise, et APET pour un établissement.



CRE-11 : valeurs autorisées



X



[5,5]

INSEE /NAF révision 2

## Numéro, extension, nature et libellé de la voie

S21.G00.06.004

## Entreprise.Voie



Numéro : Il précise l'adresse dans la voie. Sa valeur est différente de 0 et ne doit pas dépasser 4 chiffres. En cas de numéro multiple, seul le premier doit être indiqué (pour exemple indiquer 4 pour 4/14)  
Extension : Lettre accolée au numéro si celui-ci ne présente pas une précision suffisante (par exemple B pour BIS, T pour TER, etc...)  
Nature de la voie : information facultative décrivant la nature de la voie (rue, avenue, etc...)  
Libellé de la voie : Appellation officielle de la voie



X



[1,50]

## Code postal

S21.G00.06.005

## Entreprise.CodePostal



Il s'agit de données d'organisation postale qui doivent être utilisées en l'état. Le code postal est composé de 5 chiffres. Les codes CEDEX ne sont pas admis.



CRE-11 : valeurs autorisées

CCH-11 : Dans une déclaration mensuelle, si le code postal est présent alors le code pays et le code de distribution à l'étranger sont absents et réciproquement.



X



[5,5]

Fichier Hexaposte contenant le code postal et le code Insee des communes

## Localité

S21.G00.06.006

## Entreprise.Localite



La localité est un élément géographique et administratif. C'est le premier élément d'identification associé au code postal. Le libellé est la plupart du temps le nom officiel de la localité enregistrée à l'INSEE et au Journal Officiel.



CCH-11 : Dans une déclaration mensuelle, la localité est obligatoire si le code postal de l'entreprise est renseigné.



X



[1,50]

CSL 00 : [A-Za-z0-9\]+

## Complément de la localisation de la construction

S21.G00.06.007

## Entreprise.ComplementConstruction



Les compléments d'adresse permettent d'indiquer le point de remise exact du courrier. Ils donnent des informations précises et déterminantes dans la phase finale de distribution du courrier, tel que le bâtiment, la boîte aux lettres, le numéro d'appartement.



X



[1,50]

## Service de distribution, complément de localisation de la voie

S21.G00.06.008

## Entreprise.ComplementVoie



Il s'agit de services de distribution du courrier spécifiques proposés ou mis en place par La Poste.



X [1,50]

## Effectif moyen de l'entreprise au 31 décembre

S21.G00.06.009

## Entreprise.Effectif3112



L'effectif, calculé au 31 décembre, est égal à la moyenne des effectifs mensuels.



CCH-11 : Cette rubrique est obligatoire si la Date du mois principal déclaré (S20.G00.05.005) est égale à décembre.



N [1,7] CSL 00 : [0]\*[1-9][0-9]\*

## Code pays

S21.G00.06.010

## Entreprise.CodePays



Nom du pays (territoire d'un état) où est localisée l'entreprise, exprimé sous la forme d'un code. Le code pays ne doit pas être renseigné pour les adresses relevant du système postal français. Le domaine d'application du système postal français est constitué des territoires suivants :

FR : France métropolitaine

GP : Guadeloupe

BL : Saint Barthélemy

MF : Saint Martin

MQ : Martinique

GF : Guyane Française

RE : Ile de la Réunion

PM : Saint Pierre et Miquelon

YT : Mayotte

WF : Wallis et Futuna

PF : Polynésie Française

NC : Nouvelle Calédonie

MC : Monaco



CRE-11 : valeurs autorisées à l'exception de : 'FR' , 'GP', 'BL', 'MF', 'MQ', 'GF', 'RE', 'PM', 'YT', 'WF', 'PF', 'NC', 'MC'.



X [2,2] Table Iso 3166-1-A2.

## Code de distribution à l'étranger

S21.G00.06.011

## Entreprise.CodeDistribution



Le code de distribution à l'étranger est obligatoire pour une adresse ne relevant pas du système postal français.



X [1,50]

## Etablissement

S21.G00.11




Unité de production localisée géographiquement, individualisée mais dépendant juridiquement d'une entreprise


NIC	S21.G00.11.001
Code APET	S21.G00.11.002
Numéro, extension, nature et libellé de la voie	S21.G00.11.003
Code postal	S21.G00.11.004
Localité	S21.G00.11.005
Complément de la localisation de la construction	S21.G00.11.006
Service de distribution, complément de localisation de la voie	S21.G00.11.007
Effectif de fin de période déclarée de l'établissement	S21.G00.11.008
Type de rémunération soumise à contributions d'Assurance chômage pour expatriés	S21.G00.11.009
Code catégorie juridique	S21.G00.11.012
Code pays	S21.G00.11.015
Code de distribution à l'étranger	S21.G00.11.016
Nature juridique de l'employeur	S21.G00.11.017

**NIC**





S21.G00.11.001

**Etablissement.Nic**

 *L'établissement est une unité de production localisée géographiquement, individualisée mais dépendant juridiquement d'une entreprise. Le Numéro interne de classement (NIC) est composé de 5 chiffres ajoutés au SIREN de l'entreprise pour identifier un établissement.*

 CCH-12 : [(vérification de la clé)]


CME-11 : Etablissement à l'état actif ou radié au répertoire SIRENE de l'INSEE au cours du mois principal déclaré de la déclaration.


  X  [5,5]  CSL 00 : [0-9]\*[1-9][0-9]\*




**Code APET**

S21.G00.11.002

**Etablissement.Apet**

 *Le code APE est attribué par l'INSEE à toute entreprise et chacun de ses établissements lors de son inscription au répertoire SIRENE. Ce code caractérise son activité principale par référence à la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2). Il est nommé APEN dans le cas d'une entreprise, et APET pour un établissement.*


 CRE-11 : valeurs autorisées




  X  [5,5] INSEE /NAF révision 2

**Numéro, extension, nature et libellé de la voie**

S21.G00.11.003

**Etablissement.Voie**

 *Numéro : Il précise l'adresse dans la voie. Sa valeur est différente de 0 et ne doit pas dépasser 4 chiffres. En cas de numéro multiple, seul le premier doit être indiqué (pour exemple indiquer 4 pour 4/14)  
Extension : Lettre accolée au numéro si celui-ci ne présente pas une précision suffisante (par exemple B pour BIS, T pour TER, etc...)  
Nature de la voie : information facultative décrivant la nature de la voie (rue, avenue, etc...)  
Libellé de la voie : Appellation officielle de la voie*

  X  [1,50]

**Code postal**

S21.G00.11.004

**Etablissement.CodePostal**

 *Il s'agit de données d'organisation postale qui doivent être utilisées en l'état. Le code postal est composé*



de 5 chiffres. Les codes CEDEX ne sont pas admis.



CRE-11 : valeurs autorisées

CCH-11 : Si le code postal est présent alors le code pays et le code de distribution à l'étranger sont absents et réciproquement.



X



[5,5]

Fichier Hexaposte contenant le code postal et le code Insee des communes

## Localité

S21.G00.11.005

### Etablissement.Localite



La localité est un élément géographique et administratif. C'est le premier élément d'identification associé au code postal. Le libellé est la plupart du temps le nom officiel de la localité enregistrée à l'INSEE et au Journal Officiel.



CCH-11 : La localité est obligatoire si le code postal de l'établissement est renseigné.



X



[1,50]



CSL 00 : [A-Za-z0-9\ ]+

## Complément de la localisation de la construction

S21.G00.11.006

### Etablissement.ComplémentConstruction



Les compléments d'adresse permettent d'indiquer le point de remise exact du courrier. Ils donnent des informations précises et déterminantes dans la phase finale de distribution du courrier, tel que le bâtiment, la boîte aux lettres, le numéro d'appartement.



X



[1,50]

## Service de distribution, complément de localisation de la voie

S21.G00.11.007

### Etablissement.ComplémentVoie



Il s'agit de services de distribution du courrier spécifiques proposés ou mis en place par La Poste



X



[1,50]

## Effectif de fin de période déclarée de l'établissement

S21.G00.11.008

### Etablissement.EffectifFinPeriode



Nombre de salariés de l'établissement d'affectation en fin de période déclarée



N



[1,6]



CSL 00 : [0]\*(0|[1-9][0-9]\*)

## Type de rémunération soumise à contributions d'Assurance chômage pour expatriés

S21.G00.11.009

### Etablissement.RemunerationExpatries



Porte le choix de l'établissement (salaire réel ou salaire de comparaison) sur le montant déclaré. Celui-ci peut correspondre à la rémunération réellement versée ou à une équivalence déterminée par l'employeur en vue d'ajuster les cotisations et indemnités Assurance chômage au salaire que l'intéressé aurait perçue s'il avait travaillé en France.



X



[2,2]



01 - Salaire réel

02 - Salaire de comparaison

## Code catégorie juridique

S21.G00.11.012

## Etablissement.CategorieJuridique



Code catégorie juridique de l'établissement (nomenclature SIRENE de niveau III). Cette nomenclature des catégories juridiques retenue dans le répertoire SIRENE a une vocation inter administrative. Elle sert, notamment, de référence aux Centres de Formalités des Entreprises (CFE) pour recueillir les déclarations des entreprises.



CCH-11 : Cette rubrique est obligatoire si et seulement si le Type de gestion de l'Assurance chômage (S21.G00.40.029) d'au moins un contrat de travail est renseigné de la valeur "03 - Adhésion de l'employeur au régime d'Assurance chômage".

CRE-11 : valeurs autorisées (Nomenclature SIRENE de niveau III)



X



[4,4]

Nomenclature SIRENE de niveau III

## Code pays

S21.G00.11.015

## Etablissement.CodePays



Nom du pays (territoire d'un état) où est localisé l'établissement, exprimé sous la forme d'un code. Le code pays ne doit pas être renseigné pour les adresses relevant du système postal français.

Le domaine d'application du système postal français est constitué des territoires suivants :

FR : France métropolitaine

GP : Guadeloupe

BL : Saint Barthélemy

MF : Saint Martin

MQ : Martinique

GF : Guyane Française

RE : Ile de la Réunion

PM : Saint Pierre et Miquelon

YT : Mayotte

WF : Wallis et Futuna

PF : Polynésie Française

NC : Nouvelle Calédonie

MC : Monaco



CRE-11 : valeurs autorisées à l'exception de : 'FR' , 'GP' , 'BL' , 'MF' , 'MQ' , 'GF' , 'RE' , 'PM' , 'YT' , 'WF' , 'PF' , 'NC' , 'MC'.



X



[2,2]

Table Iso 3166-1-A2.

## Code de distribution à l'étranger

S21.G00.11.016

## Etablissement.CodeDistribution



Le code de distribution à l'étranger est obligatoire pour une adresse ne relevant pas du système postal français.



X



[1,50]

## Nature juridique de l'employeur

S21.G00.11.017

## Etablissement.NatureJuridique



La nature juridique de l'employeur constitue ce qui définit en droit un employeur. Elle précise s'il est de nature privée ou publique. L'employeur est une personne physique ou morale partie à un contrat de travail conclu avec un salarié. Il exerce des pouvoirs de direction, de contrôle et de sanction. Il assume envers le salarié et à l'égard des administrations fiscale et sociale les obligations liées au contrat de travail.



CCH-11 : Cette rubrique est obligatoire si et seulement si le Type de gestion de l'Assurance chômage (S21.G00.40.029) d'au moins un contrat de travail est renseigné de la valeur "03 - Adhésion de l'employeur au régime d'Assurance chômage".



X



[2,2]



01 - Privée  
02 - Publique

## Adhésion Prévoyance sans personnel couvert S21.G00.15



Données permettant au déclarant d'informer l'organisme assureur qu'il n'existe pas ou plus, dans l'établissement, de salarié affilié au contrat collectif de prévoyance, complémentaire santé ou retraite supplémentaire concerné.

Référence du contrat de Prévoyance	S21.G00.15.001
Code organisme de Prévoyance	S21.G00.15.002
Code délégataire de gestion	S21.G00.15.003

### Référence du contrat de Prévoyance PrevoyanceAdhesion.Reference

S21.G00.15.001



Référence permettant d'identifier le contrat souscrit par l'entreprise auprès d'un organisme assureur.



CCH-11 : Plusieurs sous-groupes "Adhésion Prévoyance sans personnel couvert" S21.G00.15 peuvent être présents dans une déclaration, mais ils ne peuvent être renseignés avec les mêmes valeurs en S21.G00.15.001 et S21.G00.15.002 (Référence du contrat de Prévoyance et Code organisme de Prévoyance)

CCH-12 : Une Adhésion Prévoyance sans personnel couvert ne peut faire l'objet d'aucune Affiliation Prévoyance dans la déclaration : les valeurs de la "Référence du contrat de Prévoyance" S21.G00.15.001 et du "Code organisme de Prévoyance" S21.G00.15.002 renseignées dans ce sous-groupe ne peuvent être renseignées à l'identique dans les rubriques "Référence du contrat de Prévoyance" S21.G00.70.001 et "Code organisme de Prévoyance" S21.G00.70.002 d'un sous-groupe "Affiliation Prévoyance" S21.G00.70 de la déclaration.



X [1,30]

### Code organisme de Prévoyance PrevoyanceAdhesion.Organisme

S21.G00.15.002



Code de l'institution de prévoyance (sur 5 caractères sous la forme Pnnnn), de la mutuelle (sur 9 caractères numériques) ou de la société d'assurances (sur 6 caractères sous la forme Axxxxx) concernée par le contrat référencé.



X [5,9]

Table proposée sur le site <http://www.net-entreprises.fr>

### Code délégataire de gestion PrevoyanceAdhesion.Delegataire

S21.G00.15.003



Organisme tiers à qui l'organisme de Prévoyance a délégué tout ou partie de la gestion du contrat. Cette rubrique peut être alimentée, en complément du code organisme, uniquement sur instruction spécifique de l'institution de prévoyance ou de la mutuelle ou de la société d'assurances qui fournira les valeurs à utiliser.



CCH-11 : Contrôle sur valeurs autorisées si la rubrique est présente et si le code organisme de Prévoyance (S21.G00.15.002) est présent dans le référentiel externe des codes des sociétés d'assurance.

CCH-12 : Contrôle sur valeurs autorisées si la rubrique est présente et si le code organisme de Prévoyance (S21.G00.15.002) est présent dans le référentiel externe des codes des institutions de

prévoyance.

CCH-13 : Contrôle sur valeurs autorisées si la rubrique est présente et si le code organisme de Prévoyance (S21.G00.15.002) est présent dans le référentiel externe des codes des mutuelles.



X



[6,6]

Table proposée sur le site <http://www.net-entreprises.fr>

## Versement organisme de protection sociale

## S21.G00.20



*Un établissement d'affectation peut réaliser des versements aux organismes de protection sociale. Si les versements sont pris en charge par un autre établissement de l'entreprise, l'établissement peut ne réaliser aucun versement aux organismes de protection sociale.*

*Un versement est toujours réalisé par un et un seul établissement d'affectation, ce principe ne s'appliquant qu'aux versements destinés aux URSSAF pour le paiement des cotisations sociales recouvrées par ces organismes.*

Identifiant Organisme de Protection Sociale	S21.G00.20.001
Entité d'affectation des opérations	S21.G00.20.002
BIC	S21.G00.20.003
IBAN	S21.G00.20.004
Montant du versement	S21.G00.20.005
Date de début de période de rattachement	S21.G00.20.006
Date de fin de période de rattachement	S21.G00.20.007

### Identifiant Organisme de Protection Sociale

S21.G00.20.001

#### VersementOPS.IdentifiantOPS



*Code identifiant de l'organisme de protection sociale destinataire du versement de cotisations sociales émis par l'établissement payeur.*

*L'organisme de protection sociale est identifié par un matricule, un SIRET (pour les Urssaf, par exemple) ou un SIREN.*



CRE-11 : valeurs autorisées.



X



[9,14]

Table proposée sur le site <http://www.net-entreprises.fr>

### Entité d'affectation des opérations

S21.G00.20.002

#### VersementOPS.EntiteAffectation



*Identifiant de l'établissement ou de la population de salariés pour lequel est réalisé le paiement de cotisations sociales.*

*Il se présente sous la forme d'un SIRET (dans le cas d'un établissement) ou d'un PSEUDO-SIRET (dans le cas d'une population de salariés).*



X



[14,14]

### BIC

S21.G00.20.003

#### VersementOPS.BIC



*Il s'agit des coordonnées bancaires au format BIC du compte sur lequel doit être prélevé le montant de l'ordre de règlement. Cette rubrique s'appuie sur la norme ISO 9362.*



X




[8,11]

## IBAN

S21.G00.20.004





## VersementOPS.IBAN

 Il s'agit des coordonnées bancaires au format IBAN du compte sur lequel doit être prélevé le montant de l'ordre de règlement. Cette rubrique s'appuie sur la norme ISO 13616:2007.

 CSL-11 : [(vérification de la clé IBAN)]

CSL-12 : [(vérification du code pays)]  
Ce contrôle vise à vérifier que le compte est bien domicilié en France (FR).

CSL-13 : [(vérification de la clé BBAN)]





  X  [15,34]  CSL 00 : [A-Za-z0-9\st+]

## Montant du versement

S21.G00.20.005

## VersementOPS.Montant


 Montant du règlement


  N  [4,18]  CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.(0[1-9]|[1-9][0-9])





## Date de début de période de rattachement

S21.G00.20.006

## VersementOPS.RattachementDateDebut

 Début de la période au titre de laquelle ont été établies les cotisations dont l'établissement s'acquitte. Cette période peut être définie selon les règles applicables aux différents dispositifs de cotisation. Ce peut être par mois civil (par exemple, Sécurité sociale), par trimestre, par année (par exemple, contribution à un organisme professionnel), par période discrétionnaire, selon ce qui fait sens.  
Concernant le paiement des cotisations recouvrées par les URSSAF, la période de rattachement est usuellement le mois.


 CCH-11 : Si la Date du mois principal déclaré (S20.G00.05.005) est différente de décembre ou de janvier, la Date de début de période de rattachement doit être incluse dans le même mois civil que la Date de fin de période de rattachement (S21.G00.20.007).


  D  [8,8]  CSL 00 : (0[1-9]|[1-2][0-9]|3[0-1])(0[1-9]|1[0-2])(20)[0-9]{2}





## Date de fin de période de rattachement

S21.G00.20.007

## VersementOPS.RattachementDateFin

 Fin de la période au titre de laquelle ont été établies les cotisations dont l'établissement s'acquitte. Cette période peut être définie selon les règles applicables aux différents dispositifs de cotisation. Ce peut être par mois civil (par exemple, Sécurité sociale), par trimestre, par année (par exemple, contribution à un organisme professionnel), par période discrétionnaire, selon ce qui fait sens.

 CCH-11 : La date de fin de période de rattachement doit être supérieure ou égale à la date de début de période de rattachement.

  D  [8,8]  CSL 00 : (0[1-9]|[1-2][0-9]|3[0-1])(0[1-9]|1[0-2])(20)[0-9]{2}

## Bordereau de cotisation due

S21.G00.22

 Il établit la dette de cotisation sociale de l'établissement employeur, pour ses propres salariés ou pour son propre compte, vis-à-vis d'un organisme de protection sociale.

Le bordereau définit ainsi :

- auprès de quel organisme l'établissement est redevable de cotisations
- la période de rattachement des cotisations déclarées

Identifiant Organisme de Protection Sociale	S21.G00.22.001
Entité d'affectation des opérations	S21.G00.22.002
Date de début de période de rattachement	S21.G00.22.003
Date de fin de période de rattachement	S21.G00.22.004
Montant total de cotisations	S21.G00.22.005

## Identifiant Organisme de Protection Sociale CotisationBordereau.IdentifiantOPS

S21.G00.22.001



Code identifiant de l'organisme de protection sociale auprès duquel l'établissement est redevable de cotisations sociales associées au bordereau.

L'organisme de protection sociale est identifié par un matricule, un SIRET (pour les Urssaf, par exemple) ou un SIREN.



CRE-11 : valeurs autorisées.



X



[9,14]

Table proposée sur le site <http://www.net-entreprises.fr>

## Entité d'affectation des opérations

S21.G00.22.002

### CotisationBordereau.EntiteAffectation



Identifiant de l'établissement ou de la population de salariés redevable de cotisations sociales. Il se présente sous la forme d'un SIRET (dans le cas d'un établissement) ou d'un PSEUDO-SIRET (dans le cas d'une population de salariés).



X



[14,14]

## Date de début de période de rattachement

S21.G00.22.003

### CotisationBordereau.RattachementDateDebut



Début de la période au titre de laquelle ont été établies les cotisations dont l'établissement est redevable. Cette période peut être définie selon les règles applicables aux différents dispositifs de cotisation. Ce peut être par mois civil (par exemple sécurité sociale), par trimestre, par année (par exemple contribution à un organisme professionnel), par période discrétionnaire, selon ce qui fait sens. Concernant les cotisations recouvrées par les URSSAF, la période de rattachement est usuellement le mois.



CCH-11 : Si la Date du mois principal déclaré (S20.G00.05.005) est différente de décembre ou de janvier, la Date de début de période de rattachement doit être incluse dans le même mois civil que la Date de fin de période de rattachement (S21.G00.22.004).



D



[8,8]



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1])(0[1-9][1[0-2])(20)[0-9]{2}

## Date de fin de période de rattachement

S21.G00.22.004

### CotisationBordereau.RattachementDateFin



Fin de la période au titre de laquelle ont été établies les cotisations dont l'établissement est redevable. Cette période peut être définie selon les règles applicables aux différents dispositifs de cotisation. Ce peut être par mois civil (exemple : Sécurité Sociale), par trimestre, par année (exemple : contribution à un organisme professionnel), par période discrétionnaire selon ce qui fait sens.



CCH-11 : La date de fin de période de rattachement doit être supérieure ou égale à la date de début de période de rattachement.



D



[8,8]





CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1])(0[1-9][1[0-2])(20)[0-9]{2}

## Montant total de cotisations

S21.G00.22.005

## CotisationBordereau.Montant


 Montant total de toutes les cotisations dues à l'Urssaf

 CCH-11 : La déclaration d'un montant négatif est interdite si la date de fin de période de rattachement du bordereau (S21.G00.22.003) est supérieure ou égale à la date du mois principal déclaré (S20.G00.05.005).

  N  [4,18]  CSL 00 : -?[0]\*(0[[1-9]][0-9]\*).\.[0-9]{2}

## Cotisation agrégée

S21.G00.23

 La cotisation agrégée est une cotisation ou un total de cotisations dont l'établissement est redevable pour ses propres salariés (somme de cotisations individuelles) ou pour son propre compte (cotisations de strate établissement).


Une cotisation agrégée est toujours associée à un bordereau

Code de cotisation	S21.G00.23.001
Qualifiant d'assiette	S21.G00.23.002
Taux de cotisation	S21.G00.23.003
Montant d'assiette	S21.G00.23.004
Montant de cotisation	S21.G00.23.005
Code INSEE commune	S21.G00.23.006

## Code de cotisation

S21.G00.23.001

## CotisationAgregee.Identifiant


 Code identifiant de la cotisation ou de la réduction, le cas de "l'exonération" n'étant pas géré pour le recouvrement Urssaf.

  X  [3,3] Table des Codes Type de Personnel


## Qualifiant d'assiette

S21.G00.23.002

## CotisationAgregee.QualifiantAssiette

 Valeur permettant de qualifier l'assiette, associée obligatoirement au code de cotisation, et distinguant les assiettes plafonnées des autres assiettes.


  X  [3,3]





 920 - Autre assiette  
921 - Assiette plafonnée

## Taux de cotisation

S21.G00.23.003

## CotisationAgregee.Taux

 Valeur du taux de cotisation applicable à l'agrégat, si la valeur de ce taux ne peut être déduite d'un référentiel sur la base de l'identifiant de la cotisation et de la période de rattachement.  
Les taux de cotisation Accident du travail et Versement transport doivent toujours être déclarés. Pour les autres codes types, la déclaration du taux n'est pas nécessaire

  N  [4,6]  CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*.\.[0-9]{2})|0\.(0[1-9][1-9][0-9])

## Montant d'assiette

S21.G00.23.004

## CotisationAgregee.MontantAssiette



Montant total des sommes assujetties à la cotisation. Le montant de l'assiette doit être déclaré pour les cotisations. Il n'est pas déclaré pour les réductions.  
Si le montant de cette assiette ressort négatif pour la période courante, en contradiction avec le CCH-11, cette rubrique doit être renseignée de la valeur 0. Vous devez dans ce cas de figure prendre contact avec votre URSSAF.



CCH-11 : La déclaration d'un montant négatif est interdite si l'une au moins des dates de versement (S21.G00.50.001) de la déclaration est supérieure à la date de début de période de rattachement du bordereau (S21.G00.22.003).



N [4,18] CSL 00 : -?[0]\*(0[[1-9][0-9]\*]).[0-9]{2}

## Montant de cotisation

S21.G00.23.005

## CotisationAgregee.MontantCotisation



Montant total de la réduction.  
Si le montant de cette réduction ressort négatif pour la période courante, en contradiction avec le CCH-11, cette rubrique doit être renseigné de la valeur 0. Vous devez dans ce cas de figure prendre contact avec votre URSSAF.



CCH-11 : La déclaration d'un montant négatif est interdite si la date de fin de période de rattachement du bordereau (S21.G00.22.003) est supérieure ou égale à la date du mois principal déclaré (S20.G00.05.005).



N [4,18] CSL 00 : -?[0]\*(0[[1-9][0-9]\*]).[0-9]{2}

## Code INSEE commune

S21.G00.23.006

## CotisationAgregee.CodeINSEEcommune



Nomenclature INSEE des communes de France telle qu'elle figure dans le fichier Hexaposte. Cet identifiant permet de valoriser l'assujettissement au Versement transport.



CRE-11 : valeurs autorisées



X [5,5] Code officiel géographique INSEE

## Individu

S21.G00.30



Personne physique (salarié, stagiaire sous convention, mandataire social)

Numéro d'inscription au répertoire	S21.G00.30.001
Nom de famille	S21.G00.30.002
Nom d'usage	S21.G00.30.003
Prénoms	S21.G00.30.004
Sexe	S21.G00.30.005
Date de naissance	S21.G00.30.006
Lieu de naissance	S21.G00.30.007
Numéro, extension, nature et libellé de la voie	S21.G00.30.008
Code postal	S21.G00.30.009
Localité	S21.G00.30.010
Code pays	S21.G00.30.011
Code de distribution à l'étranger	S21.G00.30.012
Codification UE	S21.G00.30.013
Code département de naissance	S21.G00.30.014
Code pays de naissance	S21.G00.30.015
Complément de la localisation de la construction	S21.G00.30.016
Service de distribution, complément de localisation de la voie	S21.G00.30.017
Adresse mél	S21.G00.30.018
Matricule de l'individu dans l'entreprise	S21.G00.30.019
Numéro technique temporaire	S21.G00.30.020

## Numéro d'inscription au répertoire Individu.Indentifiant

S21.G00.30.001



Le numéro d'inscription au répertoire (NIR) est l'identifiant unique et invariable des individus inscrits au répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP). Ce numéro correspond au numéro de sécurité sociale.

Ce numéro est composé de 13 chiffres et d'une clé de 2 chiffres. Le Nir doit avoir la forme SAAMMDDCCCNNN avec

S = sexe de la personne physique  
doit être égal à 1 ou 2

AA = année de naissance de la personne physique  
doit être comprise entre 00 et 99

MM = mois de naissance de la personne physique  
doit être compris entre 01 et 12 ou entre 30 et 42 ou entre 50 et 99  
ou égal à 20

DD = département de naissance de la personne physique  
doit être compris entre 01 et 99 ou être égal à 2A ou 2B

CCC = commune de naissance de la personne physique  
doit être comprise entre 001 et 999

NNN = numéro d'inscription la personne physique au registre d'état civil  
doit être compris entre 001 et 999

Si l'immatriculation est provisoire, ne pas utiliser les numéros provisoires reconnaissables par leur premier caractère égal à 7 ou 8, mais utiliser le NIA qui a été notifié.

En l'absence de NIR ou de NIA, il est obligatoire de remplir la rubrique Numéro technique temporaire (S21.G00.30.020).



CCH-11 : Pour un NIR sur 13 caractères, DD = département de naissance de la personne physique  
- ne peut être égal à 2A ou 2B si année de naissance inférieure à 1976  
- ne peut être égal à 20 si année de naissance supérieure ou égale à 1976  
- ne peut être égal à 96 si année de naissance supérieure ou égale à 1968  
L'année utilisée doit être extraite de la rubrique date de naissance.

CCH-13 : Il n'est pas admis qu'un NIR soit valorisé à '199999999999' ou '299999999999'.



A31 X

[13,13]




CSL 00 : [1-2][0-9]{2}(0[1-9]|1[0-2]|20|3[0-9]|4[0-2]|[5-9][0-9])(0[1-9]|[1-9][0-9]|2A|2B)([0]{2}|1-9|0[1-9]|0-9|[1-9][0-9]{2})([0]{2}|1-9|0[1-9]|0-9|[1-9][0-9]{2})|([1-2][9]{12})




## Nom de famille

S21.G00.30.002

## Individu.NomFamille

 Le nom de famille est le nom défini pour chaque individu dans les jours qui suivent sa naissance. Il est usuellement défini sur la base de la filiation avec l'un ou l'autre parent, voire les deux. Il peut être défini par disposition administrative ou judiciaire.


 CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant des identités.

  X  [1,80]




## Nom d'usage

S21.G00.30.003

## Individu.NomUsage

 Il s'agit de la possibilité pour une personne de porter un nom qu'elle n'a pas acquis selon les règles d'acquisition du nom de famille.


 CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant des identités.

  X  [1,80]




## Prénoms

S21.G00.30.004

## Individu.Prenoms

 Élément d'identification joint au nom de famille qui permet de distinguer les personnes d'une même famille.


 CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant des identités.

  X  [1,80]


## Sexe

S21.G00.30.005

## Individu.Sexe

 Le sexe décrit la qualité d'homme ou la qualité de femme.  
Il est à renseigner si différent du sexe porté par le NIR ou si le NIR est absent en cas d'identification par un NTT


  X  [2,2]

 01 - masculin  
02 - féminin

## Date de naissance

S21.G00.30.006

## Individu.DateNaissance

 Instant où une personne naît, tel qu'enregistré à l'état civil.  
Renseigner la date de naissance du salarié sous la forme JJMMAAAA.  
- L'année de naissance est obligatoire :  
- Jour de naissance inconnu : 99MMAAAA,  
- Mois de naissance Inconnu : JJ99AAAA,  
- Si jour et mois inconnus : 9999AAAA.

 CCH-11 : L'année du NIR doit être égale à l'année de naissance.

CCH-12 : L'année de naissance doit être inférieure ou égale à l'année en cours et supérieure à l'année en cours moins 120.

CSL-11 : [(respect des contraintes calendaires)] aux exceptions près acceptées sur le mois ou le jour à 99



A3I X

[8,8]



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]]99)(0[1-9]1[0-2]]99)(18|19|20)[0-9]{2}

**Lieu de naissance**

S21.G00.30.007

**Individu.LieuNaissance**

Il s'agit du nom de la localité de naissance, tel qu'enregistré à l'état civil.

Libellé en toutes lettres. Obligatoire pour les salariés nés en France métropolitaine, dans les DOM et dans les TOM. Il peut éventuellement s'agir d'un pays.



A3I X

[1,30]

**Numéro, extension, nature et libellé de la voie**

S21.G00.30.008

**Individu.Voie**

Numéro : Il précise l'adresse dans la voie. Sa valeur est différente de 0 et ne doit pas dépasser 4 chiffres.

En cas de numéro multiple, seul le premier doit être indiqué (pour exemple indiquer 4 pour 4/14)

Extension : Lettre accolée au numéro si celui-ci ne présente pas une précision suffisante (par exemple B pour BIS, T pour TER, etc...)

Nature de la voie : information facultative décrivant la nature de la voie (rue, avenue, etc...)

Libellé de la voie : Appellation officielle de la voie



A3I X

[1,50]

**Code postal**

S21.G00.30.009

**Individu.CodePostal**

Il s'agit de données d'organisation postale qui doivent être utilisées en l'état. Le code postal est composé de 5 chiffres. Les codes CEDEX ne sont pas admis.



CCH-12 : Si le code postal est présent alors le code pays et le code de distribution à l'étranger sont absents et réciproquement.

CRE-11 : valeurs autorisées



X

[5,5]

Fichier Hexaposte contenant le code postal et le code Insee des communes

**Localité**

S21.G00.30.010

**Individu.Localite**

La localité est un élément géographique et administratif. C'est le premier élément d'identification associé au code postal. Le libellé est la plupart du temps le nom officiel de la localité enregistrée à l'INSEE et au Journal Officiel.



CCH-11 : La localité est obligatoire si le code postal est renseigné.



A3I X

[1,50]



CSL 00 : [A-Za-z0-9\ ]+

**Code pays**

S21.G00.30.011

**Individu.CodePays**

Nom du pays (territoire d'un état) de résidence du salarié exprimé sous la forme d'un code.

Le code pays ne doit pas être renseigné pour les adresses relevant du système postal français.

Le domaine d'application du système postal français est constitué des territoires suivants :

FR : France métropolitaine

GP : Guadeloupe

BL : Saint Barthélemy

MF : Saint Martin

MQ : Martinique

GF : Guyane Française

RE : Ile de la Réunion

PM : Saint Pierre et Miquelon

YT : Mayotte  
 WF : Wallis et Futuna  
 PF : Polynésie Française  
 NC : Nouvelle Calédonie  
 MC : Monaco



CRE-11 : valeurs autorisées à l'exception de : 'FR' , 'GP' , 'BL' , 'MF' , 'MQ' , 'GF' , 'RE' , 'PM' , 'YT' , 'WF' , 'PF' , 'NC' , 'MC'.



X



[2,2]

Table Iso 3166-1-A2.

### Code de distribution à l'étranger Individu.CodeDistribution

S21.G00.30.012



Le code de distribution à l'étranger est obligatoire pour une adresse ne relevant pas du système postal français.



X



[1,50]

### Codification UE

S21.G00.30.013

#### Individu.CodificationUE



Classification de l'origine du salarié au vu des frontières françaises et des limites de l'Union Européenne. Il faut renseigner dans cette rubrique le code le plus précis applicable à l'individu. Ainsi un pour un ressortissant français, qui est également ressortissant de l'UE, il faut renseigner la valeur 01 - français.



X



[2,2]



01 - français  
 02 - ressortissant de l'UE  
 03 - Ressortissant de l'EEE  
 99 - Ressortissants hors EEE

### Code département de naissance Individu.DepartementNaissance

S21.G00.30.014



Pour les salariés nés en France : code 01 à 97 ou 2A ou 2B  
 Pour les salariés nés dans les TOM : code 98  
 Pour les personnes nées à l'étranger, renseigner 99



CCH-11 : - Les valeurs 2A et 2B ne sont acceptées que pour les personnes nées à partir de 1976.  
 - La valeur 20 n'est acceptée que pour les personnes nées avant 1976  
 - La valeur 96 n'est acceptée que pour les personnes nées avant 1968  
 L'année utilisée doit être extraite de la rubrique date de naissance.



X



[2,2]



CSL 00 : (0[1-9][1-9][0-9])|2A|2B

### Code pays de naissance Individu.PaysNaissance

S21.G00.30.015



Le Code pays de naissance est à déterminer dans la table "Codes Pays" ISO 3166-1-A2.



CRE-11 : valeurs autorisées



X



[2,2]

Table Iso 3166-1-A2.

## Complément de la localisation de la construction

S21.G00.30.016

### Individu.ComplémentConstruction



Les compléments d'adresse permettent d'indiquer le point de remise exact du courrier. Ils donnent des informations précises et déterminantes dans la phase finale de distribution du courrier, tel que le bâtiment, la boîte aux lettres, le numéro d'appartement.



X [1,50]

## Service de distribution, complément de localisation de la voie

S21.G00.30.017

### Individu.ComplémentVoie



Il s'agit de services de distribution du courrier spécifiques proposés ou mis en place par La Poste.



X [1,50]

## Adresse mél

S21.G00.30.018

### Individu.Mel



Adresse mél de l'individu.



CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant de l'adresse mél.



X [6,100]

## Matricule de l'individu dans l'entreprise

S21.G00.30.019

### Individu.Matricule



Le choix de la valeur que prend le matricule revient à l'employeur.



X [1,30]

## Numéro technique temporaire

S21.G00.30.020

### Individu.NTT



Le NTT est un identifiant technique unique et pérenne permettant à l'employeur de déclarer, dans un temps limité, un individu pour lequel il n'aurait pas connaissance du Numéro d'Inscription au Répertoire ou du Numéro d'Identification d'Attente au moment de l'émission d'une DSN.

Il est composé du code sexe de la personne physique qui doit être égal à 1 ou 2, suivi du SIREN de l'entreprise et d'un identifiant unique et pérenne de l'individu dans l'entreprise, comme le Matricule du salarié dans l'entreprise par exemple.

Il s'agit d'une donnée technique destinée au système d'information DSN uniquement. Le NTT n'est pas une donnée de gestion et ne permet pas l'ouverture des droits de l'individu auprès des organismes de protection sociale.

Le NTT doit désigner un individu et un seul pour l'ensemble de ses contrats dans l'entreprise. En cas d'obtention de plusieurs NTT, l'employeur doit utiliser pour ses déclarations le NTT le plus ancien en cours de validité.

En l'absence de NIR ou de NIA, il est obligatoire de remplir la rubrique Numéro technique temporaire (S21.G00.30.020).

Le NTT doit être renseigné sur la première DSN où le NIR est attribué. Ceci permettra de faire le lien entre les deux identités déclarées par l'employeur.



CCH-11 : Le NTT doit obligatoirement commencer par 1 ou 2.

CCH-12 : Si le NIR est absent, le NTT doit obligatoirement être renseigné.

CCH-13 : Le NTT est composé du SIREN déclaré en S21.G00.06.001 de la 2ème à la 10ème position



X [11,40]

## Changements Individu

## S21.G00.31



Les rubriques de ce bloc sont à renseigner en cas de modification d'une des caractéristiques suivantes d'un individu (par exemple, changement état civil).

Plusieurs caractéristiques d'un individu peuvent être modifiées à la même date.

Dans ce cas, l'ensemble de ces modifications sera porté par une seule occurrence du bloc.

Si plusieurs modifications surviennent pendant le mois à des dates différentes, il sera nécessaire de les déclarer dans autant de blocs qu'il y a de dates différentes de modifications.

Les rubriques doivent être renseignées avec la valeur avant changement.

Date de la modification	S21.G00.31.001
Ancien NIR	S21.G00.31.008
Ancien Nom de famille	S21.G00.31.009
Anciens Prénoms	S21.G00.31.010
Ancienne Date de naissance	S21.G00.31.011

### Date de la modification

S21.G00.31.001

### ChangementsIndividu.DateModification



La date de modification correspond à la date de survenance du changement de caractéristique du salarié.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9]][[1-2][0-9]][3[0-1]](0[1-9]][1[0-2]](19|20)[0-9]{2}

### Ancien NIR

S21.G00.31.008

### ChangementsIndividu.Identifiant



Le numéro d'inscription au répertoire (NIR) est l'identifiant unique et invariable des individus inscrits au répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP). Ce numéro correspond au numéro de sécurité sociale.

Ce numéro est composé de 13 chiffres et d'une clé de 2 chiffres. Le Nir doit avoir la forme SAAMMDDCCCNNN avec

S = sexe de la personne physique  
doit être égal à 1 ou 2

AA = année de naissance de la personne physique  
doit être comprise entre 00 et 99

MM = mois de naissance de la personne physique  
doit être compris entre 01 et 12 ou entre 30 et 42 ou entre 50 et 99  
ou égal à 20

DD = département de naissance de la personne physique  
doit être compris entre 01 et 99 ou être égal à 2A ou 2B

CCC = commune de naissance de la personne physique  
doit être comprise entre 001 et 999

NNN = numéro d'inscription la personne physique au registre d'état civil  
doit être compris entre 001 et 999

Si l'immatriculation est provisoire, ne pas utiliser les numéros provisoires reconnaissables par leur premier caractère égal à 7 ou 8, mais utiliser le NIA qui a été notifié.



X [13,13] CSL 00 : [1-2][0-9]{2}(0[1-9]][1[0-2]]20|3[0-9]|4[0-2]][5-9][0-9])(0[1-9]][1-9][0-9]|2A|2B)(([0]{2}|1-9)|0[1-9][0-9]][1-9][0-9]{2})((0){2}|1-9)|0[1-9][0-9]][1-9][0-9]{2})|([1-2][9]{12})

## Ancien Nom de famille

S21.G00.31.009

## ChangementsIndividu.NomFamille



Le nom de famille est le nom défini pour chaque individu dans les jours qui suivent sa naissance. Il est usuellement défini sur la base de la filiation avec l'un ou l'autre parent, voire les deux. Il peut être défini par disposition administrative ou judiciaire.



CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant des identités.



X [1,80]

## Anciens Prénoms

S21.G00.31.010

## ChangementsIndividu.Prenoms



Élément d'identification joint au nom de famille qui permet de distinguer les personnes d'une même famille.



CSL-11 : Se reporter au paragraphe de l'éditorial traitant des identités.



X [1,80]

## Ancienne Date de naissance

S21.G00.31.011

## ChangementsIndividu.DateNaissance



Instant où une personne naît, tel qu'enregistré à l'état civil.  
Renseigner la date de naissance du salarié sous la forme JJMMAAAA.  
- L'année de naissance est obligatoire :  
- Jour de naissance inconnu : 99MMAAAA,  
- Mois de naissance Inconnu : JJ99AAAA,  
- Si jour et mois inconnus : 9999AAAA.



CCH-12 : L'année de naissance doit être inférieure ou égale à l'année en cours et supérieure à l'année en cours moins 120.

CSL-11 : [(respect des contraintes calendaires)] aux exceptions près acceptées sur le mois ou le jour à 99



X [8,8] CSL 00 : (0[1-9]][[1-2][0-9]][3[0-1]]99)(0[1-9]|1[0-2]]99)(18|19|20)[0-9]{2}

## Contrat (contrat de travail, convention, mandat) S21.G00.40



Accord conclu entre une entreprise et un individu par lequel sont fixés les termes des obligations réciproques en termes d'activités ou de fonctions et en termes de rétributions. Le lien de subordination n'existe que dans la notion de contrat de travail. Trois types de contrats ont été à ce jour identifiés : le contrat de travail, la convention de stage, le mandat social


Date de début du contrat	S21.G00.40.001
Statut du salarié (conventionnel)	S21.G00.40.002
Code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire	S21.G00.40.003
Code profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS-ESE)	S21.G00.40.004
Code complément PCS-ESE	S21.G00.40.005
Libellé de l'emploi	S21.G00.40.006
Nature du contrat	S21.G00.40.007
Dispositif de politique publique	S21.G00.40.008
Numéro du contrat	S21.G00.40.009
Date de fin prévisionnelle du contrat	S21.G00.40.010
Unité de mesure de la quotité de travail	S21.G00.40.011
Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié	S21.G00.40.012
Quotité de travail du contrat	S21.G00.40.013
Modalité d'exercice du temps de travail	S21.G00.40.014
Salaire de référence porté par le contrat	S21.G00.40.015
Régime local Alsace Moselle	S21.G00.40.016
Code convention collective applicable	S21.G00.40.017
Code régime de base risque maladie	S21.G00.40.018
Identifiant du lieu de travail	S21.G00.40.019
Code régime de base risque vieillesse	S21.G00.40.020
Motif de recours	S21.G00.40.021
Code caisse professionnelle de congés payés	S21.G00.40.022
Taux de déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels	S21.G00.40.023
Détaché / Expatrié	S21.G00.40.024
Motif d'exclusion DSN	S21.G00.40.025
Statut d'emploi du salarié	S21.G00.40.026
Code affectation Assurance chômage	S21.G00.40.027
Numéro interne employeur public	S21.G00.40.028
Type de gestion de l'Assurance chômage	S21.G00.40.029
Date d'adhésion	S21.G00.40.030
Date de dénonciation	S21.G00.40.031
Date d'effet de la convention de gestion	S21.G00.40.032
Numéro de convention de gestion	S21.G00.40.033

## Date de début du contrat





S21.G00.40.001

### Contrat.DateDebut

 Représente la date du premier jour d'applicabilité du contrat.

 CCH-11 : La date de début de contrat ne peut pas être supérieure au dernier jour du Mois principal déclaré.


CCH-13 : La date de début de contrat de travail doit être inférieure ou égale à la date de fin du contrat.

  D  [8,8]  CSL 00 : (0[1-9]][[1-2][0-9]]3[0-1])(0[1-9]]1[0-2])(19|20)[0-9]{2}

## Statut du salarié (conventionnel)

S21.G00.40.002

### Contrat.StatutConventionnel

 Le statut détermine les conditions d'emploi et de travail d'un ou plusieurs salariés d'une entreprise. Le classement s'entend au sens de la convention collective applicable dans l'entreprise. Il correspond aux grandes catégories socio-professionnelles auxquelles chaque salarié appartient.

  X  [2,2]

01 - agriculteur salarié de son exploitation



- 02 - artisan ou commerçant salarié de son entreprise
- 03 - cadre dirigeant (votant au collège employeur des élections prud'hommales)
- 04 - autres cadres au sens de la convention collective (ou du statut pour les régimes spéciaux)
- 05 - profession intermédiaire (technicien, contremaître, agent de maîtrise, clergé)
- 06 - employé administratif d'entreprise, de commerce, agent de service
- 07 - ouvriers qualifiés et non qualifiés y compris ouvriers agricoles
- 08 - agent de la fonction publique d'Etat
- 09 - agent de la fonction publique hospitalière
- 10 - agent de la fonction publique territoriale

## Code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire Contrat.StatutRC

S21.G00.40.003



Le statut catégoriel Retraite complémentaire définit le positionnement du salarié au vu des réglementations des régimes de retraite complémentaires des salariés et des ingénieurs et cadres.



CCH-11 : Si le Statut du salarié (conventionnel) [S21.G00.40.002] est valorisé à "03 - cadre dirigeant (votant au collège employeur des élections prud'hommales)", alors la rubrique doit être valorisée à 01 - cadre (article 4 et 4bis)

CCH-12 : Si la rubrique est valorisée à "01 - cadre (article 4 et 4bis)" ou "02 - extension cadre pour retraite complémentaire" alors il doit exister un sous-groupe Retraite complémentaire avec la rubrique Code régime Retraite complémentaire S21.G00.71.002 valorisé à "RETC ou "CNBF".



X [2,2]



- 01 - cadre (article 4 et 4bis)
- 02 - extension cadre pour retraite complémentaire
- 04 - non cadre
- 99 - pas de retraite complémentaire

## Code profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS-ESE) Contrat.PcsEse

S21.G00.40.004



La PCS-ESE définit la liste des postes (intitulés et professions concernées).

Le code est composé de 3 chiffres :

- les groupes socioprofessionnels
- les catégories socioprofessionnelles
- les professions

Les codes emploi de la nomenclature PCS-ESE peuvent être obtenus sur le serveur de nomenclatures (cf titre de l'introduction de ce cahier technique relatif aux tables externes de référence).

Attention : pour certaines catégories professionnelles (aviation civile, journalistes et autres), il est nécessaire d'apporter une précision sur la profession du salarié en utilisant les codes complémentaires indiqués dans la rubrique complément PCS-ESE ci-après.



CRE-11 : [(valeurs autorisées)] | [9999]  
Le codage en majuscule du dernier caractère du code PCS-ESE est toléré.



X [4,4] Insee

## Code complément PCS-ESE Contrat.ComplementPcsEse

S21.G00.40.005



Ce code permet d'apporter une précision nécessaire sur la profession de salariés de certaines catégories professionnelles (aviation civile, journalistes...).

Attributs métier complémentaires non détaillés dans la PCS-ESE.

Pour le salarié relevant de la Caisse de Retraite du Personnel Navigant de l'Aviation Civile il est nécessaire

de préciser pour la catégorie des officiers et cadres navigants techniques et commerciaux de l'aviation civile (Code PCS-ESE = 389b) si celui-ci est un cadre navigant technique (Code complément PCS-ESE = T389) ou un cadre navigant commercial (Code complément PCS-ESE = C389). Ceci ne concerne pas les hôtesses et les stewards (Code PCS-ESE = 546d).

Pour les journalistes (Code PCS-ESE = 352a) il est nécessaire de distinguer avec un code complément PCS-ESE les journalistes professionnels (avec carte de presse) code complément PCS-ESE = P352, des journalistes non professionnels (sans carte de presse) avec un code complément PCS-ESE = NP352.

Les représentants exclusifs ou multicartes, cadets de golf doivent être signalés dans cette rubrique.

Pour les chauffeurs livreurs, coursiers il est nécessaire de préciser le code PCS-ESE par C643 pour les coursiers ou L643 pour les chauffeurs livreurs.



CCH-11 : Si et seulement si le Code PCS-ESE est égal à 389b alors le Code complément PCS-ESE doit être égal à T389 ou C389.

Ce contrôle vise à établir les compatibilités entre codes PCS-ESE et compléments de code PCS-ESE.

CCH-12 : Si et seulement si le Code PCS-ESE est égal à 352a alors le Code complément PCS-ESE doit être égal à P352 ou NP352.

Ce contrôle vise à établir les compatibilités entre codes PCS-ESE et compléments de code PCS-ESE.

CCH-13 : Si et seulement si le Code PCS-ESE est égal à 463a, 463b, 463c, 463d ou 463e alors le Code complément PCS-ESE doit être égal à 06, 07 ou 08.

Ce contrôle vise à établir les compatibilités entre codes PCS-ESE et compléments de code PCS-ESE.

CCH-14 : Si et seulement si le Code PCS-ESE est égal à 643a alors le Code complément PCS-ESE doit être égal à C643 ou L643.

Ce contrôle vise à établir les compatibilités entre codes PCS-ESE et compléments de code PCS-ESE.



X [2,6]



06 - représentant exclusif

07 - représentant multicarte

08 - autre représentant

37 - cadet de golf

38 - agent immobilier rémunéré à la commission

39 - maîtres et documentalistes de l'enseignement privé

40 - colporteurs de presse

C389 - cadres navigants commerciaux

C643 - coursier

L643 - chauffeurs livreurs

NP352 - journaliste non professionnel (sans carte de presse)

P352 - journaliste professionnel (avec carte de presse)

T389 - cadres navigants techniques

## Libellé de l'emploi

S21.G00.40.006

### Contrat.LibelleEmploi



Termes précisant la fonction du salarié au sein de l'entreprise.



CSL-11 : Le même caractère ne peut être répété plus de deux fois consécutives, à l'exception des caractères numériques et du caractère 'i' qui peut être présent trois fois en minuscule ou majuscule. Les caractères spéciaux autres qu'alphabétiques et numériques ne peuvent être utilisés en début de rubrique.



X [1,120]

## Nature du contrat

S21.G00.40.007

### Contrat.Nature



Nature du lien entre l'employeur et l'individu.

Le terme « contrat » est à comprendre de manière large car il recouvre des concepts plus étendus que le

seul contrat de travail (conventions, mandat...).

Pour les intérimaires en contrat d'apprentissage, la nature de contrat (S21.G00.40.007) doit être déclarée à « 04 - Contrat d'apprentissage », le code APET (S21.G00.11.002) correspondant à une entreprise de travail temporaire (78.10Z ou 78.20Z) et la partie SIREN de l'identifiant du lieu de travail (S21.G00.40.019) différent du SIREN de l'employeur (S21.G00.06.001) ».



☰ X [2,2]



- 01 - Contrat de travail à durée indéterminée
- 02 - Contrat de travail à durée déterminée
- 03 - Contrat de mission (contrat de travail temporaire)
- 04 - Contrat d'apprentissage
- 29 - Convention de stage
- 32 - Contrat d'appui au projet d'entreprise
- 70 - Contrat de soutien et d'aide par le travail
- 80 - Mandat social
- 89 - Volontariat de service civique
- 90 - Autre nature de contrat, convention, mandat
- 99 - Sans contrat de travail ou convention ou mandat

## Dispositif de politique publique

S21.G00.40.008

### Contrat.DispositifPolitique



Dispositif d'aide, d'incitation ou de politique publique d'emploi ou de formation professionnelle visant à instaurer des formes particulières de contrat. Ces dispositifs se rapportent obligatoirement à une nature de contrat.

*NB : pour les contrats « Emploi d'avenir secteur non marchand » et « Emploi d'avenir secteur marchand », les valeurs « CUI-CAE » ou « CUI-CIE » ne sont pas appropriées. Même si les contrats « Emploi d'avenir » sont conclus dans le cadre d'un CUI-CIE ou d'un CUI-CAE, c'est bien la valeur « Emploi d'avenir » qui doit être renseignée.*



CCH-11 : Les types de dispositif de politique publique 80 et 82 ne sont autorisés que pour une nature de contrat (S21.G00.40.007) 01 - Contrat de travail à durée indéterminée.

CCH-12 : Les types de dispositif de politique publique 70 et 71 ne sont autorisés que pour une nature de contrat (S21.G00.40.007) 02 - Contrat de travail à durée déterminée.

CCH-13 : Les types de dispositif de politique publique 64 et 65 ne sont autorisés que pour la nature de contrat (S21.G00.40.007) à "01- contrat de travail a duré indéterminée", "04 - Contrat d'apprentissage" et "03 - Contrat de mission (contrat de travail temporaire)".

CCH-14 : Les types de dispositif de politique publique 21, 41, 42, 50, 51 et 61 ne sont autorisés que pour une nature de contrat (S21.G00.40.007) 01 - Contrat de travail à durée indéterminée ou 02 - Contrat de travail à durée déterminée.



☰ X [2,2]



- 21 - CUI - Contrat Initiative Emploi
- 41 - CUI - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi
- 42 - CUI - Contrat d'accès à l'emploi - DOM
- 50 - Emploi d'avenir secteur marchand
- 51 - Emploi d'avenir secteur non marchand
- 61 - Contrat de Professionnalisation
- 64 - Contrat d'apprentissage entreprises artisanales ou de moins de 11 salariés (loi du 3 janvier 1979)
- 65 - Contrat d'apprentissage entreprises non inscrites au répertoire des métiers d'au moins 11 salariés (loi de 1987)
- 70 - Contrat à durée déterminée pour les séniors

- 71 - Contrat à durée déterminée d'insertion
- 80 - Contrat de génération
- 81 - Contrat d'apprentissage secteur public (Loi de 1992)
- 82 - Contrat à durée indéterminée intérimaire
- 99 - Non concerné

## Numéro du contrat

S21.G00.40.009

### Contrat.Numero



Le numéro de contrat est un composant de l'identifiant unique du contrat, notamment en cas de contrats multiples simultanés entre un salarié et son employeur.

Le contrat doit être numéroté.

S'il n'existe pas simultanément plusieurs contrats entre un salarié et son employeur, un contrat peut être numéroté à '00000'. Deux contrats ne sont pas simultanés s'ils n'ont aucune date commune sur la période qu'ils couvrent respectivement.

Dans le cas d'un contrat de mission, ce numéro doit perdurer pendant toute la durée du contrat.



CCH-12 : Le numéro de contrat doit être unique pour un établissement et un individu. Ce contrôle vise à permettre la traçabilité et l'identification du contrat.

CCH-13 : Il doit exister au moins une rubrique 51.010 (Numéro du contrat) dans les blocs Rémunération relatifs au salarié concerné par le présent contrat, égale à la valeur de la présente rubrique. Ce contrôle vise à ce qu'il soit déclaré au moins un bloc Rémunération pour chaque contrat.

CCH-14 : Si au moins deux contrats 'simultanés' existent pour un même individu et pour un même établissement dans une déclaration donnée, il ne peut pas être renseigné avec la valeur d'échappement '00000'.

Deux contrats sont simultanés s'il existe au moins une journée en commun entre leurs périodes d'applicabilité définies par les dates de début de contrat et, soit les dates de fin réelle de contrat (si elles existent) ou, soit par défaut les dates du dernier jour du mois principal déclaré.

Ce contrôle vise à permettre la traçabilité et l'identification du contrat lorsqu'il en existe plusieurs simultanés entre un employeur et un individu.

CCH-15 : Si la Nature du contrat est renseignée à "03 - Contrat de mission (contrat de travail temporaire)", le numéro du contrat ne peut prendre la valeur "00000".



X [5,20]

## Date de fin prévisionnelle du contrat

S21.G00.40.010

### Contrat.DateFinPrevisionnelle



Dernier jour d'applicabilité prévisionnelle de fin du contrat (généralement indiquée sur le contrat). Cette rubrique doit être renseignée de la date réelle de fin de contrat dans toute DSN mensuelle postérieure à la date de fin de contrat (S21.G00.62.001).



CCH-11 : La date de fin prévisionnelle de contrat doit être supérieure ou égale à la date de début du contrat.

CCH-12 : La rubrique est obligatoire si la nature du contrat (S21.G00.40.007) est 02, 04, 29, 70, 89. Certains contrats doivent, par contrainte légale et/ou réglementaire, porter une date de fin prévisionnelle.

CCH-13 : Cette date doit être égale à la date réelle de fin de contrat dans toute DSN mensuelle postérieure à la date de fin de contrat.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9]][1-2][0-9][3[0-1])(0[1-9][1[0-2]](20)[0-9]{2}

## Unité de mesure de la quotité de travail

S21.G00.40.011


### Contrat.UniteMesure



Unité d'expression du volume de l'activité ou de l'inactivité dans le contrat.


 CCH-11 : Le code "31 - à la pige" n'est admis que pour le code PCS-ESE 352a (journalistes).


  X  [2,2]

 10 - heure  
12 - journée  
20 - forfait jour  
21 - forfait heure  
31 - à la pige  
32 - à la vacation  
99 - salarié non concerné

### Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié Contrat.QuotiteCategorie

S21.G00.40.012

 Valeur exprimant la durée de travail applicable pour la catégorie de salariés dans l'entreprise. Cette valeur doit être définie selon les règles applicables à la catégorie de salarié.

 CCH-11 : La valeur zéro est interdite si l'unité de mesure de la quotité de travail est inférieure ou égale à 21. Ce contrôle vise à établir une valeur d'échappement pour ces unités de mesure.

  123 N  [4,7]  CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.[0-9]{2})

### Quotité de travail du contrat Contrat.Quotite

S21.G00.40.013


 Valeur exprimant la durée contractuelle de travail applicable au salarié.

  123 N  [4,7]  CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.[0-9]{2})


### Modalité d'exercice du temps de travail Contrat.ModaliteTemps

S21.G00.40.014

 Valeur exprimant le fait que le salarié travaille à temps plein ou partiel.


 CCH-11 : Pour un même employeur et un même salarié, ne peuvent être transmis plusieurs contrats de nature (S21.G00.40.007) différente de "03 - Contrat de mission (contrat de travail temporaire)" dont les périodes d'applicabilité se chevauchent et dont la modalité d'exercice du temps de travail d'au moins un de ces contrats est '10 - temps plein'.

  X  [2,2]

 10 - temps plein  
20 - temps partiel  
21 - temps partiel thérapeutique  
99 - salarié non concerné

### Salaires de référence porté par le contrat Contrat.SalaireReference

S21.G00.40.015


 Contrepartie financière au travail accompli, tel que précisé dans le contrat. Il correspond au salaire qui sert de référence au calcul des primes et majorations diverses. Pour les apprentis, il correspond au salaire forfaitaire fonction de l'âge et de l'année d'étude.

  123 N  [4,12]  CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.[0-9]{2})


## Régime local Alsace Moselle

S21.G00.40.016

## Contrat.RegimeLocal

 Code indiquant si le contrat est concerné par l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui structurent et organisent le système de sécurité sociale en Alsace Moselle.


  X  [2,2]

 01 - régime local Alsace Moselle  
99 - non applicable




## Code convention collective applicable

S21.G00.40.017

## Contrat.Ccn

 Convention conclue entre un employeur ou un groupement d'employeurs et un ou plusieurs syndicats représentatifs de salariés en vue de déterminer les conditions de travail et de rémunération qui s'imposeront aux employeurs adhérant au groupement, envers le personnel.  
Toutes les entreprises sont désormais tenues d'utiliser ce nouvel Identifiant Des Conventions Collectives (IDCC) pour tous les types de DSN admis.  
Ce code, géré par le Ministère chargé du travail, peut être obtenu sur son site. Si un salarié n'est couvert par aucune convention ou statut, il convient de l'indiquer par le code 9999 'sans convention collective'.


 CRE-11 : [(valeurs autorisées)] | [9999]


  X  [4,4] DGT Nomenclature IDCC des Conventions collectives nationales

## Code régime de base risque maladie

S21.G00.40.018


## Contrat.RegimeMaladie

 La protection sociale en France est organisée par régime.  
Ces derniers correspondent aux règles de droits auxquelles sont soumises les salariés.  
Ce code permet d'identifier l'affiliation à un régime.

 CCH-11 : Le Régime agricole CCMSA est interdit si le point de dépôt est 'Net-Entreprises' .  
Ce contrôle vise à établir que les déclarations émises pour le régime général doivent être déposées sur net entreprise et celles du régime agricole sur MSA.

CCH-12 : Le Régime général CNAM est interdit si le point de dépôt est 'MSA' .  
Ce contrôle vise à établir que les déclarations émises pour le régime général doivent être déposées sur net entreprise et celles du régime agricole sur MSA.

  X  [3,3]

 134 - régime spécial de la SNCF  
135 - régime spécial de la RATP  
136 - établissement des invalides de la marine (ENIM)  
137 - mineurs ou assimilés (CANMSS)  
138 - militaires de carrière (CNMSS)  
140 - clercs et employés de notaires (CRPCEN)  
141 - chambre de commerce et d'industrie de Paris  
144 - Assemblée Nationale  
145 - Sénat  
146 - port autonome de Bordeaux  
147 - industries électriques et gazières (CAMIEG)  
149 - régimes des cultes (CAVIMAC)  
200 - régime général (CNAM)  
300 - régime agricole (MSA)

- 400 - régime spécial Banque de France
- 900 - autre régime (réservé Polynésie Française, Nouvelle Calédonie)
- 999 - autre

## Identifiant du lieu de travail

S21.G00.40.019

### Contrat.Lieutravail



*Code renseignant le lieu de travail effectif de l'individu.  
Renseigné par SIRET si le lieu de travail est un établissement immatriculé par un SIRET ou renseigné par une codification libre si le lieu de travail n'est pas un établissement SIRETisé.  
Cet identifiant (SIRET ou codification libre) doit être reportée dans la rubrique 85.001 portant l'adresse du lieu de travail.*



CCH-11 : Un sous-groupe S21.G00.85 (lieu de travail) doit être présent pour chaque identifiant du lieu de travail référencé ici et différent de l'établissement.

CCH-12 : Si la rubrique Nature du contrat (S21.G00.40.007) est un Contrat de mission, alors cette rubrique (S21.G00.40.019) doit être présente et renseignée d'une valeur différente du SIRET de l'établissement d'affectation (celui-ci étant égal à la concaténation du SIREN (S21.G00.06.001) + du NIC (S21.G00.11.001)).

CCH-13 : Si la rubrique est présente, elle doit être renseignée par un SIRET soit si la nature du contrat (S21.G00.40.007) est différente de « 03 - Contrat de mission (contrat de travail temporaire) » ou soit si la nature du contrat (S21.G00.40.007) est différente de « 04 - Contrat d'apprentissage » et le code APET (S21.G00.11.002) est différent d'une entreprise de travail temporaire (78.10Z ou 78.20Z).



**A3I** X [2,14]

## Code régime de base risque vieillesse

S21.G00.40.020

### Contrat.RegimeVieillesse



*Identifiant du régime de base d'assurance vieillesse auquel est affilié le salarié*



X [3,3]



- 120 - retraite des agents des collectivités locales (CNRACL)
- 121 - pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (FSPOEIE)
- 122 - pensions civiles et militaires de retraite de l'Etat (SRE)
- 134 - régime spécial de la SNCF
- 135 - régime spécial de la RATP
- 136 - établissement des invalides de la marine (ENIM)
- 137 - mineurs ou assimilés (fonds Caisse des Dépôts)
- 139 - Banque de France
- 140 - clercs et employés de notaires (CRPCEN)
- 141 - chambre de commerce et d'industrie de Paris
- 144 - Assemblée Nationale
- 145 - Sénat
- 147 - industries électriques et gazières (CNIEG)
- 149 - régime des cultes (CAVIMAC)
- 157 - régime de retraite des avocats (CNBF)
- 158 - SEITA
- 159 - Comédie Française
- 160 - Opéra de Paris
- 200 - régime général (CNAV)
- 300 - régime agricole (MSA)
- 900 - autre régime (réservé Polynésie Française, Nouvelle Calédonie, Principauté de Monaco)

903 - salariés étrangers exemptés d'affiliation pour le risque vieillesse  
999 - cas particuliers d'affiliation

## Motif de recours

S21.G00.40.021

### Contrat.MotifRecours



*Motif pour lequel a été conclu le Contrat à durée déterminée ou Contrat de mission. Comme stipulé par l'article L1221-2 du Code du travail, « le contrat de travail à durée indéterminée est la forme normale et générale de la relation de travail ». Dès lors, le recours au CDD ou au Contrat de mission est encadré par une liste de cas limitativement énumérés définis à l'article L1242-2 (pour les CDD) et à l'article L1251-6 (pour les Contrats de mission) du Code du travail*



CCH-11 : Si la nature du contrat est « contrat à durée déterminée » ou « contrat de mission », et que la rubrique S21.G00.40.008 est renseignée à 99 (absence de dispositif de politique publique), alors le motif de recours doit être renseigné.

CCH-12 : Les motifs de recours '09' et '10' ne sont autorisés que si la Nature du contrat (S21.G00.40.007) est renseignée à "02 - Contrat de travail à durée déterminée" ou "03 - Contrat de mission (contrat de travail temporaire)".

CCH-13 : Le motif de recours '11' n'est autorisé que si la Nature du contrat (S21.G00.40.007) est renseignée à "03 - Contrat de mission (contrat de travail temporaire)".



X [2,2]



- 01 - Remplacement d'un salarié
- 02 - Accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise
- 03 - Emplois à caractère saisonnier
- 04 - Contrat vendanges
- 05 - Contrat à durée déterminée d'usage
- 06 - Contrat à durée déterminée à objet défini
- 07 - Remplacement d'un chef d'entreprise (« artisanale, industrielle ou commerciale, d'une personne exerçant une profession libérale, de son conjoint participant effectivement à l'activité de l'entreprise à titre professionnel et habituel ou d'un associé non salarié d'une société civile professionnelle, d'une société civile de moyens ou d'une société d'exercice libéral »)
- 08 - Remplacement du chef d'une exploitation agricole (« ou d'une entreprise mentionnée aux 1° à 4° de l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime, d'un aide familial, d'un associé d'exploitation, ou de leur conjoint mentionné à l'article L. 722-10 du même code dès lors qu'il participe effectivement à l'activité de l'exploitation agricole ou de l'entreprise »)
- 09 - Recrutement de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières
- 10 - Complément de formation professionnelle au salarié
- 11 - Formation professionnelle au salarié par la voie de l'apprentissage, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles
- 12 - Remplacement d'un salarié passé provisoirement à temps partiel
- 13 - Attente de la suppression définitive du poste du salarié ayant quitté définitivement l'entreprise

## Code caisse professionnelle de congés payés

S21.G00.40.022

### Contrat.CodeCaisseCongesPayes



*Numéro de la caisse de congés payés dans le cas où les indemnités ne sont pas versées par l'employeur. Indiquer 98 dans le cas d'une caisse de congés payés du transport.*



CRE-11 : [(valeurs autorisées)] | [98]



X [2,2] Table disponible sur <http://www.cibtp.fr>

## Taux de déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels

S21.G00.40.023

## Contrat.TauxFraisProfessionnels



Abattement pour frais professionnels appliqué à la part de rémunération afférente à l'activité ouvrant droit à la déduction.

Le Code Général des Impôts (CGI) (article 5 de l'annexe IV) détermine une liste de professions pouvant profiter du régime de l'abattement sur le salaire brut.



123 N

[4,6]



CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2}|0\.(0[1-9]|[1-9][0-9]))

### Détaché / Expatrié

S21.G00.40.024

## Contrat.DetacheExpatrie



Identifiant des salariés détachés, expatriés et frontaliers.



X

[2,2]



01 - Détaché

02 - Expatrié

03 - Frontalier

99 - Salarié non concerné

### Motif d'exclusion DSN

S21.G00.40.025

## Contrat.MotifExclusionDSN



Cette rubrique vise à identifier les salariés susceptibles de faire l'objet de particularités de protection sociale par conséquence de leurs conditions d'emploi (statut, activité, métier exercé, modalité d'exercice de certains métiers). Cette identification est opérée au niveau du contrat car les éventuelles spécificités de protection sociale sont appréciées au titre des caractéristiques du contrat.

Les salariés concernés doivent être portés en DSN et si l'URSSAF recouvre des cotisations relatives à ces salariés, les éléments de rémunération et de cotisation doivent être portés en DSN et pris en compte dans les agrégats de cotisation déclarés aux URSSAF. Il ne sera en effet pas possible de déclarer des agrégats de cotisation URSSAF via DSN pour certains salariés d'une part et via DUCS pour les autres salariés d'un même établissement.

Pour les salariés ainsi identifiés en DSN, les formalités sociales remplacées par la DSN sont la DUCS, le BRC et le TR destinés à l'ACOSS ainsi que la DMMO. En revanche, les autres formalités relatives à ces salariés ne sont pas remplacées en phase 2 et l'employeur conserve donc l'obligation de les opérer selon les modalités en vigueur hors DSN.

Nota : les libellés d'énumération sont reformulés sans que les codes ne soient modifiés ni que les populations visées par les codes soient modifiés.



X

[2,2]



01 - Agents titulaires de l'une des trois fonctions publiques (Etat, Territoriale, Hospitalière) sauf admission spécifique

02 - Personnels navigants de la marine marchande

03 - Marins-pêcheurs

04 - Ouvriers dockers

05 - Ouvriers et techniciens de l'édition d'enregistrement sonore, de la production cinématographique et audiovisuelle, de la radio, de la diffusion et du spectacle

06 - Artistes du spectacle

07 - Contrat conclu avec une entreprise ne comportant pas d'établissement en France

08 - Contrat conclu avec un organisme international, une ambassade ou un consulat

### Statut d'emploi du salarié

S21.G00.40.026

## Contrat.StatusEmploi



X

[2,2]



- 01 - Titulaire de la Fonction publique
- 02 - Non titulaire de la Fonction publique
- 03 - Statutaire
- 04 - Non statutaire
- 05 - Non concerné

### Code affectation Assurance chômage

S21.G00.40.027

#### Contrat.CodeAffectationAC



*Service comptable de l'employeur auquel la facturation doit être adressée, dans le cadre d'une convention de gestion avec Pôle emploi.*



CCH-11 : Cette rubrique est interdite si le Type de gestion de l'Assurance chômage (S21.G00.40.029) est "01 - employeur en auto-assurance" ou "03 - employeur ayant adhéré au régime d'Assurance chômage".

CCH-12 : Cette rubrique est obligatoire si le Type de gestion de l'Assurance chômage (S21.G00.40.029) est "02 - employeur ayant conclu une convention de gestion".

CCH-13 : Cette rubrique est obligatoire si le premier caractère de la valeur renseignée dans la rubrique "Numéro de convention de gestion - S21.G00.40.033" est différent de "C". Ce contrôle vise à identifier qu'il s'agit d'une convention de gestion Pôle emploi.



X [6,6]

### Numéro interne employeur public

S21.G00.40.028

#### Contrat.NumeroInterne



*Code d'affectation budgétaire de l'employeur.*



CCH-11 : Cette rubrique est interdite si le "Type de gestion de l'Assurance chômage - S21.G00.40.029" est "01 - employeur en auto-assurance", "03 - employeur ayant adhéré au régime d'Assurance chômage (adhésion révocable)" ou "04 - employeur ayant adhéré au régime d'Assurance chômage (adhésion non révocable)".



X [12,12]

### Type de gestion de l'Assurance chômage

S21.G00.40.029

#### Contrat.TypeGestionAC



*Modalité de gestion de l'Assurance chômage de l'employeur du secteur public, par défaut en auto assurance, au titre de son établissement et/ou sa population de salariés*



X [2,2]



- 01 - employeur en auto-assurance
- 02 - employeur ayant conclu une convention de gestion
- 03 - employeur ayant adhéré au régime d'Assurance chômage (adhésion révocable)
- 04 - employeur ayant adhéré au régime d'Assurance chômage (adhésion non révocable)

### Date d'adhésion

S21.G00.40.030

#### Contrat.DateAdhesion



*Date de signature du contrat d'adhésion au régime d'Assurance chômage entre l'employeur et l'organisme en charge du recouvrement des contributions d'Assurance chômage.*



CCH-11 : Cette rubrique est interdite lorsque la rubrique "Type de gestion de l'Assurance chômage - S21.G00.40.029" n'est pas renseignée avec la valeur "03 - employeur ayant adhéré au régime d'Assurance chômage (adhésion révocable)" ou "04 - employeur ayant adhéré au régime d'Assurance chômage (adhésion non révocable)".



D



[8,8]



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(19|20)[0-9]{2}

**Date de dénonciation**

S21.G00.40.031

**Contrat.DateDenonciation**

Date de dénonciation de l'adhésion au régime d'Assurance chômage.

Cette rubrique concerne seulement, et si nécessaire, les établissements dont l'adhésion est révocable.



CCH-11 : Cette rubrique est interdite lorsque la rubrique "Type de gestion de l'Assurance chômage - S21.G00.40.029" n'est pas renseignée avec la valeur "03 - employeur ayant adhéré au régime d'Assurance chômage (adhésion révocable)" ou "04 - employeur ayant adhéré au régime d'Assurance chômage (adhésion non révocable)".



D



[8,8]



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(19|20)[0-9]{2}

**Date d'effet de la convention de gestion**

S21.G00.40.032

**Contrat.DateConventionGestion**

Date d'effet de la convention de gestion conclue entre l'employeur public et l'organisme assurant la gestion du régime d'Assurance chômage.



CCH-11 : Cette rubrique est interdite lorsque le Type de gestion de l'Assurance chômage (S21.G00.40.029) n'est pas égal à 02 - employeur ayant conclu une convention de gestion.



D



[8,8]



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(19|20)[0-9]{2}

**Numéro de convention de gestion**

S21.G00.40.033

**Contrat.NumeroConventionGestion**

Numéro de convention de gestion conclue entre l'employeur public et l'organisme assurant la gestion du régime d'Assurance chômage.

Pour une convention de gestion signée avant le 1er janvier 2010 (Unédic), il est composé de 4 caractères au format Cxxx, où xxx représente le numéro de la convention.

Pour une convention de gestion signée après le 1er janvier 2010 (Pôle emploi), il est composé de 10 caractères :

- Les 4 premiers caractères correspondent aux chiffres de l'année et du mois de la signature de l'annexe conventionnelle à la "convention cadre" conclue entre le Ministère concerné et Pôle emploi.

- Les 3 caractères suivants visent à identifier le Ministère rattaché par cette annexe à la "convention cadre".

- Les 3 derniers chiffres renseignent sur le numéro d'établissement financeur.



CCH-11 : Cette rubrique est interdite si le Type de gestion de l'Assurance chômage (S21.G00.40.029) est "01 - employeur en auto-assurance" ou "03 - employeur ayant adhéré au régime d'Assurance chômage".

CCH-12 : Cette rubrique est obligatoire si le Type de gestion de l'Assurance chômage (S21.G00.40.029) est "02 - employeur ayant conclu une convention de gestion".

CCH-13 : Si la rubrique "Date d'effet de la convention de gestion - S21.G00.40.032" est renseignée avec une valeur inférieure à "01012010", la rubrique "Numéro de convention de gestion - S21.G00.40.033" doit être renseignée par une valeur composée de 4 caractères au format "Cxxx".



X



[4,10]

**Changements Contrat****S21.G00.41**

Les rubriques de ce bloc sont à renseigner en cas de modification d'une caractéristique du contrat (par exemple, changement du statut du salarié).

Plusieurs caractéristiques du contrat peuvent être modifiées à la même date.

Dans ce cas, l'ensemble de ces modifications sera porté par une seule occurrence du bloc.

Si plusieurs modifications surviennent pendant le mois à des dates différentes, il sera nécessaire de les

déclarer dans autant de blocs qu'il y a de dates différentes de modifications.  
Les rubriques doivent être renseignées avec la valeur avant changement.

Date de la modification	S21.G00.41.001
Ancien Statut du salarié (conventionnel)	S21.G00.41.002
Ancien Code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire	S21.G00.41.003
Ancienne Nature du contrat	S21.G00.41.004
Ancien Dispositif de politique publique	S21.G00.41.005
Ancienne Unité de mesure de la quotité de travail	S21.G00.41.006
Ancienne Quotité de travail du contrat	S21.G00.41.007
Ancienne Modalité d'exercice du temps de travail	S21.G00.41.008
Ancien Salaire de référence porté par le contrat	S21.G00.41.009
Ancien Régime local Alsace Moselle	S21.G00.41.010
Ancien Code convention collective applicable	S21.G00.41.011
SIRET ancien établissement d'affectation	S21.G00.41.012
Ancien Identifiant du lieu de travail	S21.G00.41.013
Ancien Numéro du contrat	S21.G00.41.014
Ancien Motif de recours	S21.G00.41.016
Ancien Taux de déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels	S21.G00.41.017
Ancien Détaché / Expatrié	S21.G00.41.018
Ancien Code profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS-ESE)	S21.G00.41.019
Ancien Code complément PCS-ESE	S21.G00.41.020
Ancienne Date de début du contrat	S21.G00.41.021
Ancienne Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié	S21.G00.41.022
Ancien Code caisse professionnelle de congés payés	S21.G00.41.023

### Date de la modification

S21.G00.41.001

#### ChangementsContrat.DateModification



La date de modification correspond à la date de survenance du changement de caractéristique du Contrat.



D



[8,8]



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(20)[0-9]{2}

### Ancien Statut du salarié (conventionnel)

S21.G00.41.002

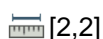
#### ChangementsContrat.StatutConventionnel



Le statut détermine les conditions d'emploi et de travail d'un ou plusieurs salariés d'une entreprise. Le classement s'entend au sens de la convention collective applicable dans l'entreprise. Il correspond aux grandes catégories socio-professionnelles auxquelles chaque salarié appartient.



X



[2,2]



- 01 - agriculteur salarié de son exploitation
- 02 - artisan ou commerçant salarié de son entreprise
- 03 - cadre dirigeant (votant au collège employeur des élections prud'hommales)
- 04 - autres cadres au sens de la convention collective (ou du statut pour les régimes spéciaux)
- 05 - profession intermédiaire (technicien, contremaître, agent de maîtrise, clergé)
- 06 - employé administratif d'entreprise, de commerce, agent de service
- 07 - ouvriers qualifiés et non qualifiés y compris ouvriers agricoles
- 08 - agent de la fonction publique d'Etat
- 09 - agent de la fonction publique hospitalière
- 10 - agent de la fonction publique territoriale

## Ancien Code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire ChangementsContrat.StatutRC

S21.G00.41.003



Le statut catégoriel Retraite complémentaire définit le positionnement du salarié au vu des réglementations des régimes de retraite complémentaires des salariés et des ingénieurs et cadres.



X [2,2]



- 01 - cadre (article 4 et 4bis)
- 02 - extension cadre pour retraite complémentaire
- 04 - non cadre
- 99 - pas de retraite complémentaire

## Ancienne Nature du contrat ChangementsContrat.Nature

S21.G00.41.004



Nature du lien entre l'employeur et l'individu.

Le terme « contrat » est à comprendre de manière large car il recouvre des concepts plus étendus que le seul contrat de travail (conventions, mandat...).



X [2,2]



- 01 - Contrat de travail à durée indéterminée
- 02 - Contrat de travail à durée déterminée
- 03 - Contrat de mission (contrat de travail temporaire)
- 04 - Contrat d'apprentissage
- 29 - Convention de stage
- 32 - Contrat d'appui au projet d'entreprise
- 70 - Contrat de soutien et d'aide par le travail
- 80 - Mandat social
- 89 - Volontariat de service civique
- 90 - Autre nature de contrat, convention, mandat
- 99 - Sans contrat de travail ou convention ou mandat

## Ancien Dispositif de politique publique ChangementsContrat.DispositifPolitique

S21.G00.41.005



Dispositif d'aide, d'incitation ou de politique publique d'emploi ou de formation professionnelle visant à instaurer des formes particulières de contrat. Ces dispositifs se rapportent obligatoirement à une nature de contrat.

*NB : pour les contrats « Emploi d'avenir secteur non marchand » et « Emploi d'avenir secteur marchand », les valeurs « CUI-CIE » ou « CUI-CAE » ne sont pas appropriées. Même si les contrats « Emploi d'avenir » sont conclus dans le cadre d'un CUI-CIE ou d'un CUI-CAE, c'est bien la valeur « Emploi d'avenir » qui doit être renseignée.*



X [2,2]




- 21 - CUI - Contrat Initiative Emploi
- 41 - CUI - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi
- 42 - CUI - Contrat d'accès à l'emploi - DOM
- 50 - Emploi d'avenir secteur marchand
- 51 - Emploi d'avenir secteur non marchand
- 61 - Contrat de Professionnalisation
- 64 - Contrat d'apprentissage entreprises artisanales ou de moins de 11 salariés (loi du 3 janvier 1979)


- 65 - Contrat d'apprentissage entreprises non inscrites au répertoire des métiers d'au moins 11 salariés (loi de 1987)
- 70 - Contrat à durée déterminée pour les séniors
- 71 - Contrat à durée déterminée d'insertion
- 80 - Contrat de génération
- 81 - Contrat d'apprentissage secteur public (Loi de 1992)
- 82 - Contrat à durée indéterminée intérimaire
- 99 - Non concerné

### Ancienne Unité de mesure de la quotité de travail ChangementsContrat.UniteMesure

S21.G00.41.006

 *Unité d'expression du volume de l'activité ou de l'inactivité dans le contrat*

  X  [2,2]

-  10 - heure
- 12 - journée
- 20 - forfait jour
- 21 - forfait heure
- 31 - à la pige
- 32 - à la vacation
- 99 - salarié non concerné

### Ancienne Quotité de travail du contrat ChangementsContrat.QuotiteSalarie


S21.G00.41.007

 *Valeur exprimant la durée contractuelle de travail applicable au salarié.*


  N  [4,7]  CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.[0-9]{2})

### Ancienne Modalité d'exercice du temps de travail ChangementsContrat.ModaliteTemps

S21.G00.41.008

 *Valeur exprimant le fait que le salarié travaille à temps plein ou partiel.*

  X  [2,2]

-  10 - temps plein
- 20 - temps partiel
- 21 - temps partiel thérapeutique
- 99 - salarié non concerné

### Ancien Salaire de référence porté par le contrat ChangementsContrat.SalaireReference


S21.G00.41.009

 *Contrepartie financière au travail accompli, tel que précisé dans le contrat. Il correspond au salaire qui sert de référence au calcul des primes et majorations diverses. Pour les apprentis, il correspond au salaire forfaitaire fonction de l'âge et de l'année d'étude.*


  N  [4,12]  CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.[0-9]{2})

## Ancien Régime local Alsace Moselle ChangementsContrat.RegimeLocal

S21.G00.41.010


 Code indiquant si le contrat est concerné par l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui structurent et organisent le système de sécurité sociale en Alsace Moselle.

  X  [2,2]




 01 - régime local Alsace Moselle  
99 - non applicable

## Ancien Code convention collective applicable ChangementsContrat.Ccn

S21.G00.41.011


 Convention conclue entre un employeur ou un groupement d'employeurs et un ou plusieurs syndicats représentatifs de salariés en vue de déterminer les conditions de travail et de rémunération qui s'imposeront aux employeurs adhérant au groupement, envers le personnel.  
Toutes les entreprises sont désormais tenues d'utiliser ce nouvel Identifiant Des Conventions Collectives (IDCC) pour tous les types de DSN admis.  
Ce code, géré par le Ministère chargé du travail, peut être obtenu sur son site. Si un salarié n'est couvert par aucune convention ou statut, il convient de l'indiquer par le code 9999 'sans convention collective'.  
Les adresses des sites sont indiquées dans l'introduction du présent cahier technique (titre tables externes de référence).

 CRE-11 : [(valeurs autorisées)] | [9999]

  X  [4,4] DGT Nomenclature IDCC des Conventions collectives nationales





## SIRET ancien établissement d'affectation ChangementsContrat.AncienEmpISiret

S21.G00.41.012

 Le numéro SIRET est un identifiant numérique de 14 chiffres composé du SIREN (9 chiffres) et d'un numéro interne de classement de 5 chiffres (NIC) caractérisant l'établissement d'une entreprise en tant qu'unité géographiquement localisée.  
Cette donnée permet notamment de tracer la prolongation des contrats de travail dans le cadre de l'article L. 1224-1 du code du travail. Elle rappelle le SIRET de l'ancien établissement d'affectation.


 CSL-11 : [(vérification de la clé SIREN)]




CSL-12 : [(vérification de la clé SIRET)]

  X  [14,14]  CSL 00 : [0-9]\*[1-9][0-9]\*

## Ancien Identifiant du lieu de travail ChangementsContrat.ChangementSiret


S21.G00.41.013




 Code renseignant le lieu de travail effectif de l'individu.  
Renseigné par SIRET si le lieu de travail est un établissement immatriculé par un SIRET ou renseigné par une codification libre si le lieu de travail n'est pas un établissement SIRETisé.

  X  [2,14]

## Ancien Numéro du contrat ChangementsContratTravail.Numero

S21.G00.41.014

 Le numéro de contrat est un composant de l'identifiant unique du contrat, notamment en cas de contrats multiples simultanés entre un salarié et son employeur.

  X  [5,20]

## Ancien Motif de recours

S21.G00.41.016

## ChangementsContrat.MotifRecours



Motif pour lequel a été conclu le Contrat à durée déterminée ou Contrat de mission. Comme stipulé par l'article L1221-2 du Code du travail, « le contrat de travail à durée indéterminée est la forme normale et générale de la relation de travail ». Dès lors, le recours au CDD ou au Contrat de mission est encadré par une liste de cas limitativement énumérés définis à l'article L1242-2 (pour les CDD) et à l'article L1251-6 (pour les Contrats de mission) du Code du travail.


 X  [2,2]


- 01 - Remplacement d'un salarié
- 02 - Accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise
- 03 - Emplois à caractère saisonnier
- 04 - Contrat vendanges
- 05 - Contrat à durée déterminée d'usage
- 06 - Contrat à durée déterminée à objet défini
- 07 - Remplacement d'un chef d'entreprise (« artisanale, industrielle ou commerciale, d'une personne exerçant une profession libérale, de son conjoint participant effectivement à l'activité de l'entreprise à titre professionnel et habituel ou d'un associé non salarié d'une société civile professionnelle, d'une société civile de moyens ou d'une société d'exercice libéral »)
- 08 - Remplacement du chef d'une exploitation agricole (« ou d'une entreprise mentionnée aux 1° à 4° de l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime, d'un aide familial, d'un associé d'exploitation, ou de leur conjoint mentionné à l'article L. 722-10 du même code dès lors qu'il participe effectivement à l'activité de l'exploitation agricole ou de l'entreprise »)
- 09 - Recrutement de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières
- 10 - Complément de formation professionnelle au salarié
- 11 - Formation professionnelle au salarié par la voie de l'apprentissage, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles
- 12 - Remplacement d'un salarié passé provisoirement à temps partiel
- 13 - Attente de la suppression définitive du poste du salarié ayant quitté définitivement l'entreprise




## Ancien Taux de déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels

S21.G00.41.017

## ChangementsContrat.TauxFraisProfessionnels



Abattement pour frais professionnels appliqué à la part de rémunération afférente à l'activité ouvrant droit à la déduction. Le Code Général des Impôts (CGI) (article 5 de l'annexe IV) détermine une liste de professions pouvant profiter du régime de l'abattement sur le salaire brut.


 N  [4,6]  CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.(0[1-9][1-9][0-9])

## Ancien Détaché / Expatrié

S21.G00.41.018

## ChangementsContrat.DetacheExpatrie



Identifiant des salariés détachés et des salariés expatriés


 X  [2,2]


- 01 - Détaché
- 02 - Expatrié
- 03 - Frontalier
- 99 - Salarié non concerné

## Ancien Code profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS-ESE)

S21.G00.41.019

## ChangementsContrat.PcsEse



La PCS-ESE définit la liste des postes (intitulés et professions concernées).

Le code est composé de 3 chiffres :

- les groupes socioprofessionnels
- les catégories socioprofessionnelles
- les professions

Les codes emploi de la nomenclature PCS-ESE peuvent être obtenus sur le serveur de nomenclatures (cf titre de l'introduction de ce cahier technique relatif aux tables externes de référence).

Attention : pour certaines catégories professionnelles (aviation civile, journalistes et autres), il est nécessaire d'apporter une précision sur la profession du salarié en utilisant les codes complémentaires indiqués dans la rubrique complément PCS-ESE ci-après.



CRE-11 : [(valeurs autorisées)] | [9999]

Le codage en majuscule du dernier caractère du code PCS-ESE est toléré.



X



[4,4]

Insee

### Ancien Code complément PCS-ESE

S21.G00.41.020

## ChangementsContrat.ComplementPcsEse



Ce code permet d'apporter une précision nécessaire sur la profession de salariés de certaines catégories professionnelles (aviation civile, journalistes...).

Attributs métier complémentaires non détaillés dans la PCS-ESE.

Pour le salarié relevant de la Caisse de Retraite du Personnel Navigant de l'Aviation Civile il est nécessaire de préciser pour la catégorie des officiers et cadres navigants techniques et commerciaux de l'aviation civile (Code PCS-ESE = 389b) si celui-ci est un cadre navigant technique (Code complément PCS-ESE = T389) ou un cadre navigant commercial (Code complément PCS-ESE = C389). Ceci ne concerne pas les hôtesses et les stewards (Code PCS-ESE = 546d).

Pour les journalistes (Code PCS-ESE = 352a) il est nécessaire de distinguer avec un code complément PCS-ESE les journalistes professionnels (avec carte de presse) code complément PCS-ESE = P352, des journalistes non professionnels (sans carte de presse) avec un code complément PCS-ESE = NP352.

Les représentants exclusifs ou multicartes, cadets de golf doivent être signalés dans cette rubrique.

Pour les chauffeurs livreurs, coursiers il est nécessaire de préciser le code PCS-ESE par C643 pour les coursiers ou L643 pour les chauffeurs livreurs.



X



[2,6]



06 - représentant exclusif

07 - représentant multicarte

08 - autre représentant

37 - cadet de golf

38 - agent immobilier rémunéré à la commission

39 - maîtres et documentalistes de l'enseignement privé

40 - colporteurs de presse

C389 - cadres navigants commerciaux

C643 - coursier

L643 - chauffeurs livreurs

NP352 - journaliste non professionnel (sans carte de presse)

P352 - journaliste professionnel (avec carte de presse)

T389 - cadres navigants techniques

### Ancienne Date de début du contrat ChangementsContrat.DateDebut

S21.G00.41.021



Représente la date du premier jour d'applicabilité du contrat.



D



[8,8]



CSL 00 : (0[1-9]][1-2][0-9][3[0-1])(0[1-9][1[0-2]](19|20)[0-9]{2})

### Ancienne Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié ChangementsContrat.QuotiteCategorie

S21.G00.41.022



Valeur exprimant la durée de travail applicable pour la catégorie de salariés dans l'entreprise. Cette valeur doit être définie selon les règles applicables à la catégorie de salarié.



123 N



[4,7]



CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})|0\.[0-9]{2})

### Ancien Code caisse professionnelle de congés payés ChangementsContrat.CodeCaisseCongesPayes

S21.G00.41.023



Numéro de la caisse de congés payés dans le cas où les indemnités ne sont pas versées par l'employeur. Indiquer 98 dans le cas d'une caisse de congés payés du transport.



CRE-11 : [(valeurs autorisées)] | [98]



X



[2,2]

Table disponible sur <http://www.cibtp.fr>

## Versement individu

S21.G00.50



Versement à l'individu des revenus constituant la contrepartie de son activité ou découlant de l'existence de cette activité.

Date de versement	S21.G00.50.001
Rémunération nette fiscale	S21.G00.50.002
Numéro de versement	S21.G00.50.003
Montant net versé	S21.G00.50.004

### Date de versement VersementIndividu.Date

S21.G00.50.001



Date à laquelle le débiteur effectue le versement. Cette date peut différer de la date à laquelle le salarié perçoit effectivement le versement, de même qu'elle peut différer de la date "d'arrêt de saisie" pour le lancement du traitement de paie.



CCH-12 : La Date de versement doit être supérieure ou égale au premier jour du mois principal déclaré.

CCH-13 : La date de versement doit être inférieure ou égale à la date du dernier jour du Mois suivant le mois principal déclaré.



D



[8,8]



CSL 00 : (0[1-9]][1-2][0-9][3[0-1])(0[1-9][1[0-2]](20)[0-9]{2})

## Rémunération nette fiscale

S21.G00.50.002

## VersementIndividu.RemunerationNette



Le salaire imposable est un salaire net, c'est-à-dire après déduction des cotisations sociales obligatoires (Sécurité sociale, vieillesse, retraite complémentaire et prévoyance/santé collective obligatoire), exception faite des contributions non déductibles (CSG en partie et CRDS dans son intégralité).



123 N [4,12] CSL 00 : -?[0]\*(0[[1-9]][0-9]\*)\[0-9]{2}

## Numéro de versement

S21.G00.50.003

## VersementIndividu.Numero



Numéro valorisé par le débiteur permettant de distinguer deux versements au même salarié survenant le même jour.



123 N [2,2] CSL 00 : [0]\*[1-9][0-9]\*

## Montant net versé

S21.G00.50.004

## VersementIndividu.MontantNet



Il s'agit du montant perçu par l'individu.



123 N [4,12] CSL 00 : -?[0]\*(0[[1-9]][0-9]\*)\[0-9]{2}

## Rémunération

S21.G00.51



Contrepartie de l'activité de l'individu dans le cadre du contrat. Dans certains cas, cette contrepartie est exprimée sous la forme de base d'indemnisation.

Date de début de période de paie	S21.G00.51.001
Date de fin de période de paie	S21.G00.51.002
Date de début de contrat	S21.G00.51.009
Numéro du contrat	S21.G00.51.010
Type	S21.G00.51.011
Nombre d'heure supplémentaire ou complémentaire, d'équivalence, d'habillement et de déshabillage	S21.G00.51.012
Montant	S21.G00.51.013

## Date de début de période de paie

S21.G00.51.001

## Remuneration.DateDebut



Date de début de période à laquelle la rémunération est afférente.



CCH-11 : Si la rubrique S21.G00.51.011 "Type" est renseignée avec la valeur "001 - Rémunération brute non plafonnée" ou la valeur "002 - Salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage", et, si la rubrique S21.G00.51.013 "Montant" est différente de 0, la Date début de période doit être supérieure ou égale à l'avant veille de la Date de début du contrat.  
Ce contrôle ne s'applique qu'aux dates de début de période incluses dans le mois principal déclaré.

CCH-12 : La Date de début de période doit être inférieure ou égale au dernier jour du mois principal déclaré.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]](20)[0-9]{2}

## Date de fin de période de paie

S21.G00.51.002

## Remuneration.DateFin

 Date de fin de période à laquelle la rémunération est afférente.



CCH-11 : La Date fin de période doit être supérieure ou égale à la Date début de période

CCH-12 : La Date de fin de période doit être inférieure ou égale au dernier jour du mois principal déclaré.

CCH-13 : Si la rubrique S21.G00.51.011 "Type" est renseignée avec la valeur "001 - Rémunération brute non plafonnée" ou la valeur "002 - Salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage", et, si la rubrique S21.G00.51.013 "Montant" est différente de 0, et, si la Date de fin du contrat est renseignée, la date de fin de période doit être inférieure ou égale au surlendemain de la date de fin de contrat. Ce contrôle ne s'applique qu'aux dates de fin de période incluses dans le mois principal déclaré.




CSL 00 : (0[1-9]||[1-2][0-9]|3[0-1])(0[1-9]|1[0-2])(20)[0-9]{2}

## Date de début de contrat

S21.G00.51.009

## Remuneration.DateDebutContrat

 Représente la date du premier jour d'applicabilité du contrat. Il permet de distinguer les différents contrats du salarié.



CSL 00 : (0[1-9]||[1-2][0-9]|3[0-1])(0[1-9]|1[0-2])(19|20)[0-9]{2}

## Numéro du contrat

S21.G00.51.010

## Remuneration.NumeroContrat

 Le numéro de contrat est un composant de l'identifiant unique du contrat.




CCH-11 : Cette valeur doit être identique à la valeur renseignée dans une rubrique Numéro du contrat (S21.G00.40.009). Ce contrôle vise à s'assurer qu'une rémunération est toujours valorisée pour un contrat existant donné.



## Type

S21.G00.51.011

## Remuneration.Type

 Type d'élément de rémunération et dans certains cas une base d'indemnisation. Concernant le type "02 - Salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage" :

Les ressources de l'assurance chômage résultent essentiellement des contributions des employeurs et des salariés assises sur les rémunérations brutes, c'est-à-dire avant déduction des retenues obligatoires ou facultatives (ex : cotisations de sécurité sociale, contribution sociale généralisée CSG, cotisations des régimes complémentaires de retraite et de prévoyance), dans la limite d'un plafond. Ces contributions sont assises sur les rémunérations brutes plafonnées, soit, sauf cas particuliers définis par une annexe (au règlement du RAC), sur l'ensemble des rémunérations entrant dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale prévues aux articles L. 242-1 et suivants du code de la sécurité sociale (voir n° 1198).

Sont cependant exclues de l'assiette des contributions les rémunérations dépassant 4 fois le plafond du régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale visé à l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale (Art. 59 du règlement du RAC).

Le salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage doit contenir uniquement les éléments de salaire. Elle ne doit pas inclure les primes et indemnités versées en fin de contrat de travail.

Sont exclues de ce montant les primes et indemnités déclarées dans le bloc S21.G00.52 Prime, Indemnité et gratification. Le salaire rétabli doit toujours être déclaré pour la période de paie courante dans la DSN mensuelle. Ceci permet d'en disposer autant que de besoin pour les traitements futurs.



CCH-11 : Dans une déclaration mensuelle ou reprise d'historique, pour un contrat donné, les rémunérations de type 001, 002 et 003 sont requises.

Dans un signalement, pour un contrat donné, les rémunérations de type 001 et 002 sont requises, et toutes

les autres sont interdites.



X [3,3]



- 001 - Rémunération brute non plafonnée
- 002 - Salaire brut soumis à contributions d'Assurance chômage
- 003 - Salaire rétabli – reconstitué
- 010 - Salaire de base
- 011 - Heures supplémentaires ou complémentaires
- 012 - Heures d'équivalence
- 013 - Heures d'habillage, déshabillage, pause

## Nombre d'heure supplémentaire ou complémentaire, d'équivalence, d'habillage et de déshabillage S21.G00.51.012

### Remuneration.NombreHeures



*Volume horaire dédié aux heures supplémentaires ou complémentaires, d'équivalence, d'habillage et de déshabillage.*



CCH-11 : Cette rubrique est obligatoire si et seulement si le type est supérieur à 010

CCH-12 : La valeur '0' est autorisée si le Type de rémunération (S21.G00.51.011) est renseigné avec la valeur "011 - Heures supplémentaires ou complémentaires", "012 - Heures d'équivalence" ou "013 - Heures d'habillage, déshabillage, pause".



123 N [4,6]



CSL 00 : -?[0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.(0[1-9][1-9][0-9])

## Montant S21.G00.51.013

### Remuneration.Montant



*Montant associé à un type d'élément de rémunération.*



CCH-11 : La déclaration d'un montant négatif est interdite pour la valeur "002" de la rubrique Type de rémunération (S21.G00.51.011) lorsque la date de fin de période de paie (S21.G00.51.001) est incluse dans le mois principal déclaré.



123 N [4,11]



CSL 00 : -?[0]\*(0[1-9][0-9]\*)\.[0-9]{2}

## Prime, gratification et indemnité

## S21.G00.52



*Les Primes, gratifications et indemnités à mentionner dans ce bloc sont de périodicités non mensuelles. Ce bloc concerne aussi les indemnités liées à la rupture d'un contrat de travail. Concernant les primes exceptionnelles, lorsque cela fait sens, il convient d'indiquer la période de rattachement au titre de laquelle la prime a été attribuée. Concernant les primes versées à périodicité fixe, il convient d'indiquer lorsque cela fait sens, leur période d'afférence.*

Type	S21.G00.52.001
Montant	S21.G00.52.002
Date de début de la période de rattachement	S21.G00.52.003
Date de fin de la période de rattachement	S21.G00.52.004
Date de début de contrat	S21.G00.52.005
Numéro du contrat	S21.G00.52.006

## Type Prime.Type

S21.G00.52.001



*Motif définissant le type de la prime, gratification ou indemnité.*



CCH-11 : Un code type d'indemnité de fin de contrat (codes allant de 001 à 025) ne peut être présent qu'une seule fois pour un même contrat de travail.

CCH-12 : Les codes types 014 (Indemnité légale de clientèle) et 031 (Prime de partage de profits avec période de rattachement spécifique) ne peuvent être présents simultanément pour un même salarié.

CCH-20 : Pour un même contrat de travail, les codes types 009 et 010 (indemnité légale spéciale de licenciement, indemnité légale spécifique de licenciement) ne peuvent être présents simultanément.

CCH-21 : Le code indemnité "001 - Indemnité spécifique de rupture conventionnelle", n'est autorisé que si le motif de la rupture contrat de travail est renseigné à "043 - rupture conventionnelle".

CCH-22 : Les codes type "003 - Indemnité légale de mise à la retraite par l'employeur" et "004 - Indemnité conventionnelle de mise à la retraite par l'employeur" sont interdits si le motif de la rupture contrat de travail est différent de "038 - mise à la retraite par l'employeur".

CCH-23 : Le code type d'indemnités "005 - Indemnité légale de départ à la retraite du salarié" et "006 - Indemnité conventionnelle de départ à la retraite du salarié" sont interdits si le motif de la rupture contrat de travail est différent de "039 - départ à la retraite à l'initiative du salarié".

CCH-24 : Si le code type d'indemnités (S21.G00.52.001) est renseigné à « 007 - Indemnité légale de licenciement », « 008 - Indemnité légale supplémentaire de licenciement », « 009 - Indemnité légale spéciale de licenciement » ou « 010 - Indemnité légale spécifique de licenciement », il est interdit de déclarer un motif de la rupture du contrat (S21.G00.62.002) différent de « 011 - licenciement suite à liquidation judiciaire ou à redressement judiciaire », « 012 - licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement », « 014 - licenciement pour motif économique », « 015 - licenciement pour fin de chantier », « 020 - licenciement pour autre motif », « 025 - autre fin de contrat pour motif économique », « 082 - résiliation judiciaire du contrat de travail », « 086 - licenciement convention CATS », « 087 - licenciement pour faute grave », « 089 - licenciement pour force majeure », « 091 - licenciement pour inaptitude physique d'origine non professionnelle », « 092 - licenciement pour inaptitude physique d'origine professionnelle », « 093 - licenciement suite à décision d'une autorité administrative » ou « 098 - retrait d'enfant ».

CCH-25 : Si le code type d'indemnités (S21.G00.52.001) est renseigné à « 011 - Indemnité légale de fin de CDD », il est interdit de déclarer un motif de la rupture du contrat (S21.G00.62.002) différent de « 031 - fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel », « 036 - rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur », « 037 - rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié », « 083 - rupture de contrat pour force majeure ou fait du prince », « 084 - rupture d'un commun accord du CDD ou du contrat d'apprentissage », « 094 - rupture anticipée du contrat de travail pour arrêt de tournage » ou « 097 - rupture anticipée suite à fermeture de l'établissement ».

CCH-26 : Si le code type d'indemnités (S21.G00.52.001) est renseigné à « 012 - Indemnité légale de fin de mission », il est interdit de déclarer un motif de la rupture du contrat (S21.G00.62.002) différent de « 032 - fin de mission d'intérim ».

CCH-27 : Si le code type d'indemnités (S21.G00.52.001) est renseigné à « 016 - Indemnité légale versée à l'apprenti » il est interdit de déclarer un motif de la rupture du contrat (S21.G00.62.002) différent de « 081 - fin de contrat d'apprentissage », « 084 - rupture d'un commun accord du CDD ou du contrat d'apprentissage » ou « 097 - rupture anticipée suite à fermeture de l'établissement ».

CCH-28 : Si le code type d'indemnités (S21.G00.52.001) est renseigné à « 023 - Indemnité compensatrice de préavis payé non effectué », il est interdit de déclarer un Type réalisation et paiement du préavis (S21.G00.63.001) différent de « 02 - préavis non effectué et payé ».

CCH-29 : Si le code type d'indemnités (S21.G00.52.001) est renseigné à « 032 - Indemnité compensatrice de fin de contrat pour inaptitude suite AT ou Maladie Professionnelle », il est interdit de déclarer un motif de la rupture du contrat (S21.G00.62.002) différent de « 033 - rupture anticipée d'un CDD en cas d'inaptitude physique constatée par le médecin du travail », « 091 - licenciement pour inaptitude physique d'origine non professionnelle » ou « 092 - licenciement pour inaptitude physique d'origine professionnelle ».



☰ X 🏠 [3,3]



- 001 - Indemnité spécifique de rupture conventionnelle
- 002 - Indemnité versée à l'occasion de la cessation forcée des fonctions des mandataires sociaux
- 003 - Indemnité légale de mise à la retraite par l'employeur
- 004 - Indemnité conventionnelle de mise à la retraite par l'employeur
- 005 - Indemnité légale de départ à la retraite du salarié
- 006 - Indemnité conventionnelle de départ à la retraite du salarié
- 007 - Indemnité légale de licenciement
- 008 - Indemnité légale supplémentaire de licenciement
- 009 - Indemnité légale spéciale de licenciement
- 010 - Indemnité légale spécifique de licenciement
- 011 - Indemnité légale de fin de CDD
- 012 - Indemnité légale de fin de mission
- 013 - Indemnité légale due aux journalistes
- 014 - Indemnité légale de clientèle
- 015 - Indemnité légale due au personnel naviguant de l'aviation civile
- 016 - Indemnité légale versée à l'apprenti
- 017 - Dommages et intérêts dus à un CDD
- 018 - Indemnité due en raison d'un sinistre
- 019 - Indemnité suite à clause de non concurrence
- 020 - Indemnité compensatrice de congés payés
- 021 - Indemnité conventionnelle (supplémentaire aux indemnités légales)
- 022 - Indemnité transactionnelle (supplémentaire aux indemnités conventionnelles)
- 023 - Indemnité compensatrice de préavis payé non effectué
- 025 - Indemnité compensatrice des droits acquis dans le cadre d'un compte épargne temps
- 026 - Prime exceptionnelle liée à l'activité avec période de rattachement spécifique
- 027 - Prime liée à l'activité avec période de rattachement spécifique
- 028 - Prime non liée à l'activité
- 029 - Prime liée au rachat des jours de RTT avec période de rattachement spécifique
- 030 - Prime rachat CET
- 031 - Prime de partage de profits avec période de rattachement spécifique
- 032 - Indemnité compensatrice de fin de contrat pour inaptitude suite AT ou Maladie Professionnelle

Montant

S21.G00.52.002

Prime.Montant



Somme versée correspondant à la prime, à la gratification ou à l'indemnité.



123 N [4,12] ✓ CSL 00 : -?[0]\*([1-9][0-9]\*\[0-9]{2})0\.(0[1-9][1-9][0-9])

### Date de début de la période de rattachement

S21.G00.52.003

#### Prime.RattachementDateDebut



Date correspondant au début de la période à laquelle la prime, la gratification ou l'indemnité versée est afférente.



CCH-12 : Cette rubrique est obligatoire si et seulement si le code type de prime, gratification et indemnité est 026 (prime exceptionnelle liée à l'activité avec période de rattachement spécifique) ou 027 (prime liée à l'activité avec période de rattachement spécifique) ou 029 (prime liée au rachat des jours de RTT avec période de rattachement spécifique) ou 031 (prime de partage de profits avec période de rattachement spécifique).



D [8,8] ✓ CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(20)[0-9]{2}

### Date de fin de la période de rattachement

S21.G00.52.004

#### Prime.RattachementDateFin



Date correspondant à la fin de la période à laquelle la prime, la gratification ou l'indemnité versée est afférente.



CCH-11 : La Date de fin de la période de rattachement doit être supérieure ou égale à la Date de début de la période de rattachement.

CCH-13 : Cette rubrique est obligatoire si et seulement si le code type de prime, gratification et indemnité est 026 (prime exceptionnelle liée à l'activité avec période de rattachement spécifique) ou 027 (prime liée à l'activité avec période de rattachement spécifique) ou 029 (prime liée au rachat des jours de RTT avec période de rattachement spécifique) ou 031 (prime de partage de profits avec période de rattachement spécifique).



D [8,8] ✓ CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(20)[0-9]{2}

### Date de début de contrat

S21.G00.52.005

#### Prime.ContractDateDebut



Représente la date du premier jour d'applicabilité du contrat de travail. Il permet de distinguer les différents contrats du salarié.



D [8,8] ✓ CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(19|20)[0-9]{2}

### Numéro du contrat

S21.G00.52.006

#### Prime.ContractNumero



Le numéro de contrat est un composant de l'identifiant unique du contrat.



CCH-11 : Cette valeur doit être identique à la valeur renseignée dans une rubrique Numéro de contrat (S21.G00.40.009). Ce contrôle vise à s'assurer qu'une prime, gratification, indemnité est toujours valorisée pour un contrat existant donné.



A3I X [5,20]

## Activité

S21.G00.53



Temps alloué par le salarié à un type d'activité.  
Il est valorisé par période de paie et est rattaché à un et un seul contrat d'une part et à une et une seule rémunération de type Salaire brut soumis à contribution d'Assurance chômage.


Type	S21.G00.53.001
Mesure	S21.G00.53.002
Unité de mesure	S21.G00.53.003

**Type** S21.G00.53.001

### Activite.Type

 *Type d'activité ou d'inactivité.*  
*La durée non travaillée partiellement rémunérée est déclarée en "02 - Durée d'absence non rémunérée".*

  X  [2,2]

 01 - Travail rémunéré  
 02 - Durée d'absence non rémunérée  
 03 - Durée non travaillée rémunérée

**Mesure** S21.G00.53.002

### Activite.Mesure


 *Volume d'activité ou d'inactivité.*

  N  [4,7]  CSL 00 : -?[0]\*(0|[1-9][0-9]\*)\.[0-9]{2}

**Unité de mesure** S21.G00.53.003

### Activite.UniteMesure

 *Unité d'expression du volume de l'activité ou de l'inactivité.*


 CCH-11 : Si la rubrique « Unité de mesure de la quotité de travail » (S21.G00.40.011) dans le bloc « Contrat » est renseignée à « 99- salarié non concerné », alors la déclaration de la rubrique « Unité de mesure » (S21.G00.53.003) est obligatoire.  
 Toute mesure d'activité est exprimée dans une unité, par défaut l'unité de mesure portée par le contrat de travail. Si aucune unité n'est portée par le contrat de travail, l'unité doit être définie dans la présente rubrique.

CCH-12 : Le code 31 n'est admis que pour le code PCS-ESE 352a (journalistes)

  X  [2,2]

 10 - heure  
 12 - journée  
 20 - forfait jour  
 21 - forfait heure  
 31 - à la pige  
 32 - à la vacation

**Autre élément de revenu brut** S21.G00.54

 *Il s'agit des éléments de revenu brut qui peuvent ne pas être rattachables à un seul et unique contrat de travail.*  
*Toutefois, certaines parties des montants des autres éléments de revenu brut peuvent être assujettis à*

contribution ou cotisation sociales de droit commun et doivent, à ce titre, être intégrés dans la valorisation de certaines rémunérations déclarées en bloc 51.


Type	S21.G00.54.001
Montant	S21.G00.54.002
Date de début de période de rattachement	S21.G00.54.003
Date de fin de période de rattachement	S21.G00.54.004

## Type S21.G00.54.001

### RevenuAutre.Type


 Autre élément de revenu brut





  X  [2,2]

-  01 - Somme versée par un tiers  
 02 - Avantage en nature : repas  
 03 - Avantage en nature : logement  
 04 - Avantage en nature : véhicule  
 05 - Avantage en nature : NTIC  
 06 - Avantage en nature : autres  
 07 - Frais professionnels remboursés au forfait  
 08 - Frais professionnels pris en charge par l'employeur  
 09 - Frais professionnels remboursés au réel  
 10 - Déduction forfaitaire spécifique  
 11 - Participation y compris supplément  
 12 - Intéressement y compris supplément  
 14 - Abondement au plan d'épargne entreprise  
 15 - Abondement au plan d'épargne interentreprises  
 16 - Abondement au plan d'épargne pour la retraite collectif  
 17 - Participation patronale au financement des titres-restaurant  
 18 - Participation patronale aux frais de transports publics  
 19 - Participation patronale aux frais de transports personnels

## Montant S21.G00.54.002

### RevenuAutre.Montant





 Montant de cet autre élément de revenu brut, valorisé avant toute déduction éventuelle de cotisations sociales.

  123 N  [4,18]  CSL 00 : -?[0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.(0[1-9][1-9][0-9])

## Date de début de période de rattachement S21.G00.54.003

### RevenuAutre.RattachementDateDebut

 Date de début de la période au titre de laquelle est valorisé l'Autre élément de revenu brut.

  D  [8,8]  CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1])(0[1-9][1[0-2])(20)[0-9]{2}

## Date de fin de période de rattachement RevenuAutre.RattachementDateFin

S21.G00.54.004



Date de fin de la période au titre de laquelle est valorisé cet autre élément de revenu brut.



CCH-11 : La Date de fin de la période de rattachement doit être supérieure ou égale à la Date de début de période de rattachement (S21.G00.54.003)



D



[8,8]



CSL 00 : (0[1-9]||[1-2][0-9]||3[0-1])(0[1-9]||1[0-2])(20)[0-9]{2}

## Arrêt de travail

S21.G00.60



Un arrêt de travail est une suspension temporaire du contrat de travail pour cause de maladie, maternité ou paternité durant laquelle le salarié ne peut exercer son activité.  
La transmission d'une déclaration annule et remplace doit s'accompagner de la transmission de la "date du dernier jour travaillé" et de la "date de fin prévisionnelle" de l'arrêt à annuler.  
En cas de suspension supra-mensuelle, la suspension doit être déclarée dans toutes les DSN mensuelles dont le mois principal déclaré présente une période commune avec la suspension concernée.

Motif de l'arrêt	S21.G00.60.001
Date du dernier jour travaillé	S21.G00.60.002
Date de fin prévisionnelle	S21.G00.60.003
Subrogation	S21.G00.60.004
Date de début de subrogation	S21.G00.60.005
Date de fin de subrogation	S21.G00.60.006
IBAN	S21.G00.60.007
BIC	S21.G00.60.008
Date de la reprise	S21.G00.60.010
Motif de la reprise	S21.G00.60.011
Date de l'accident ou de la première constatation	S21.G00.60.012

## Motif de l'arrêt

S21.G00.60.001

### TravailArret.Motif



Motif permettant d'identifier le type d'arrêt de travail.

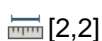


CCH-11 : Les valeurs 04, 05, 06 sont interdites pour les natures de déclarations différentes de '01' ou '06'.

CCH-12 : La valeur 99 est interdite pour les natures de déclarations différentes de '01'.



X



[2,2]







- 01 - maladie
- 02 - maternité / adoption
- 03 - paternité / accueil de l'enfant
- 04 - congé suite à un accident de trajet
- 05 - congé suite à maladie professionnelle
- 06 - congé suite à accident de travail ou de service
- 07 - femme enceinte dispensée de travail
- 99 - annulation

## Date du dernier jour travaillé

**TravailArret.DernierJour**

S21.G00.60.002


 Il s'agit du dernier jour du travail effectif précédent l'arrêt de travail.





  D  [8,8]  CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

**Date de fin prévisionnelle**

S21.G00.60.003

**TravailArret.DateFinPrevisionnelle**


 Date de fin d'arrêt de travail prévisionnelle prescrit par le médecin.  
La rubrique doit être renseignée, même en cas de non reprise du travail.

  D  [8,8]  CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

**Subrogation**

S21.G00.60.004

**TravailArret.Subrogation**

 La subrogation de l'employeur est le fait qu'en d'absence d'un salarié pour maladie, maternité ou paternité ce dernier peut autoriser l'employeur à percevoir pour son compte les indemnités de maladie versées par l'assurance maladie. En contrepartie, l'employeur doit maintenir le salaire à hauteur des indemnités reçues.


  X  [2,2]


 01 - oui  
02 - non





**Date de début de subrogation**

S21.G00.60.005

**TravailArret.SubrogationDateDebut**

 Date du début de la période durant laquelle l'employeur demande la subrogation.


 CCH-11 : Cette rubrique est obligatoire si et seulement si la rubrique Subrogation est renseignée à oui.

  D  [8,8]  CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

**Date de fin de subrogation**





S21.G00.60.006

**TravailArret.SubrogationDateFin**

 Date de fin de la période durant laquelle l'employeur demande la subrogation.  
La durée maximale du maintien est définie par la convention collective ou l'accord de branche du salarié.

 CCH-11 : Cette rubrique est obligatoire si et seulement si la rubrique Subrogation est renseignée à oui.


CCH-12 : La date de fin de subrogation doit être supérieure ou égale à la date de début de subrogation.


  D  [8,8]  CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

**IBAN**

S21.G00.60.007

**TravailArret.Iban**

 Il s'agit du code IBAN de l'employeur.  
Le Code IBAN : International Bank Account Number (ce qui signifie Numéro de Compte Bancaire International), correspond à la représentation internationale du compte bancaire de chaque pays.  
L'IBAN permet de trouver l'identité des titulaires de comptes bancaires quelque soit son origine, l'endroit où il est tenu.

 CCH-11 : La rubrique est obligatoire s'il y a subrogation.



A3I X [15,34]

**BIC**

S21.G00.60.008

**TravailArret.Bic**

Il s'agit du code BIC de l'employeur.

Bank Identifier Code. (code international d'identification de la banque).

C'est l'identifiant international désignant des institutions financières (banques).

Utilisé conjointement avec le code IBAN, le code BIC permet d'effectuer des transferts financiers transfrontaliers.



CCH-11 : La rubrique est obligatoire s'il y a subrogation.



A3I X [8,11]

**Date de la reprise**

S21.G00.60.010

**TravailArret.RepriseDate**

Date à laquelle le salarié est considéré, par le corps médical, apte à exercer à nouveau une activité professionnelle (premier jour travaillé et payé suite à l'arrêt de travail).

Il s'agit bien de la date de reprise réelle et non de la date de reprise prévisionnelle à alimenter en 60.003.

Cette rubrique doit être renseignée si elle est connue au moment de l'émission du signalement ou au moment de la constitution de la DSN mensuelle consécutive à la prise de connaissance de l'arrêt de travail par le gestionnaire de paie.



CCH-11 : La Date de la reprise (S21.G00.60.010) doit être supérieure ou égale à la Date de début du contrat (S21.G00.40.001).



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(20)[0-9]{2}

**Motif de la reprise**

S21.G00.60.011

**TravailArret.RepriseMotif**

Description codifiée de la modalité d'exercice du temps de travail suite à la reprise.

Cette rubrique doit être renseignée si elle est connue au moment de l'émission du signalement ou au moment de la constitution de la DSN mensuelle consécutive à la prise de connaissance de l'arrêt de travail par le gestionnaire de paie.



X [2,2]



01 - reprise normale

02 - reprise temps partiel thérapeutique

03 - reprise temps partiel raison personnelle

**Date de l'accident ou de la première constatation**

S21.G00.60.012

**TravailArret.DateAccident**

Date de l'accident ou de la première constatation médicale de la maladie professionnelle.

L'accident du travail est défini, qu'elle qu'en soit la cause, comme l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail de toute personne salariée ou travaillant à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'entreprise.



CCH-11 : La rubrique est interdite si le motif de l'arrêt (S21.G00.60.001) est différent des valeurs 04 - congé suite à un accident de trajet, 05 - congé suite à maladie professionnelle, 06 - congé suite à accident de travail ou de service



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(19|20)[0-9]{2}

## Fin du contrat

S21.G00.62



Événement de fin du contrat de travail signifiant la fin des relations de travail entre l'employeur et le salarié.

Date de fin du contrat	S21.G00.62.001
Motif de la rupture du contrat	S21.G00.62.002
Date de notification de la rupture de contrat	S21.G00.62.003
Date de signature de la convention de rupture	S21.G00.62.004
Date d'engagement de la procédure de licenciement	S21.G00.62.005
Dernier jour travaillé et payé au salaire habituel	S21.G00.62.006
Transaction en cours	S21.G00.62.008
Portabilité contrat de Prévoyance	S21.G00.62.009
Nombre d'heures de DIF n'ayant pas été utilisées	S21.G00.62.010
Nombre de mois de préavis utilisés dans le cadre du calcul CSP	S21.G00.62.011
Salaire net horaire du salarié	S21.G00.62.012
Montant de l'indemnité de préavis qui aurait été versée	S21.G00.62.013
Statut particulier du salarié	S21.G00.62.014

### Date de fin du contrat

#### ContratFin.DateFin

S21.G00.62.001



Date à laquelle les relations de travail entre l'employeur et le salarié prennent fin. Il s'agit du dernier jour d'appartenance à l'entreprise.

Pour les Entreprises de Travail Temporaire et les contrats de mission, dans cette rubrique doit être déclarée la Date du Dernier Jour Travaillé Payé (DJTP) et non la date de fin de contrat.



CCH-11 : La date de fin du contrat doit être supérieure à la Date de signature de la convention de rupture si cette dernière est renseignée.

CCH-12 : La date de fin de contrat ne peut être supérieure à la date de fin du mois principal déclaré.



D [8,8]



CSL 00 : (0[1-9]][1-2][0-9][3[0-1])(0[1-9][1[0-2]](20)[0-9]{2}

### Motif de la rupture du contrat

#### ContratFin.Motif

S21.G00.62.002



Motif qualifiant la rupture du contrat, selon sa nature : licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire, licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement, licenciement pour motif économique, licenciement pour fin de chantier, licenciement pour autre motif, fin de contrat à durée déterminée, fin de mission d'intérim, fin de contrat d'apprentissage, résiliation judiciaire du contrat, rupture pour force majeure ou fait du prince, rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage, fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur ou du salarié, rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur ou du salarié, mise à la retraite par l'employeur, départ à la retraite à l'initiative du salarié, démission, rupture conventionnelle, autre motif de rupture.

Attention : Les motifs 998 et 999 ne donnent pas lieu à transmission de données à Pôle Emploi et ne donnent pas lieu à reconstitution d'Attestation Employeur.



CCH-11 : Les codes motif suivants sont autorisés selon le code nature de contrat :

011 - licenciement suite à liquidation judiciaire ou à redressement judiciaire autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'

012 - licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'

014 - licenciement pour motif économique autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'

- 015 - licenciement pour fin de chantier autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 020 - licenciement pour autre motif autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 025 - autre fin de contrat pour motif économique autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 026 - rupture pour motif économique dans le cadre d'un contrat de sécurisation professionnelle CSP économique autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 031 - fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel autorisé pour le code nature de contrat de travail '02'
- 032 - fin de mission d'intérim autorisé pour le code nature de contrat de travail '03'
- 033 - rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas d'inaptitude physique constatée par le médecin du travail autorisé pour le code nature de contrat de travail '02', '03'
- 034 - fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur autorisé pour le code nature de contrat de travail '01', '02', '03'
- 035 - fin de période d'essai à l'initiative du salarié autorisé pour le code nature de contrat de travail '01', '02', '03'
- 036 - rupture anticipée d'un CDD, d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de mission à l'initiative de l'employeur autorisé pour le code nature de contrat de travail '02', '03', '04'
- 037 - rupture anticipée d'un CDD, d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de mission à l'initiative du salarié autorisé pour le code nature de contrat de travail '02', '03', '04'
- 038 - mise à la retraite par l'employeur autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 039 - départ à la retraite à l'initiative du salarié autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 043 - rupture conventionnelle autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 059 - démission autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 065 - décès de l'employeur ou internement / conduit à un licenciement autre motif autorisé pour les codes nature de contrat de travail '01', '02', '03' et '04'
- 066 - décès du salarié / rupture force majeure autorisé pour les codes nature de contrat de travail '01', '02', '03' et '04'
- 081 - fin de contrat d'apprentissage autorisé pour le code nature de contrat de travail '04'
- 082 - résiliation judiciaire du contrat de travail autorisé pour le code nature de contrat de travail '01', '02', '03', et '04'
- 083 - rupture de contrat de travail ou d'un contrat de mission pour force majeure autorisé pour le code nature de contrat de travail '01', '02', '03', '04'
- 084 - rupture d'un commun accord du CDD, du contrat d'apprentissage ou d'un contrat de mission autorisé pour le code nature de contrat de travail '02', '03', '04'
- 086 - licenciement convention CATS autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 087 - licenciement pour faute grave autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 088 - licenciement pour faute lourde autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 089 - licenciement pour force majeure autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 091 - licenciement pour inaptitude physique d'origine non professionnelle autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 092 - licenciement pour inaptitude physique d'origine professionnelle autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 093 - licenciement suite à décision d'une autorité administrative autorisé pour le code nature de contrat de travail '01'
- 095 - rupture anticipée du contrat de travail ou d'un contrat de mission pour faute grave autorisé pour le code nature de contrat de travail '02', '03', '04'
- 096 - rupture anticipée du contrat de travail ou d'un contrat de mission pour faute lourde autorisée pour le code nature de contrat de travail '02', '03', '04'
- 097 - rupture anticipée d'un contrat de travail ou d'un contrat de mission suite à fermeture de l'établissement autorisé pour le code nature de contrat de travail '02', '03', '04'
- 998 - transfert du contrat de travail sans rupture du contrat vers un autre établissement n'effectuant pas encore de DSN autorisé pour l'ensemble des codes nature de contrat de travail ('01', '02', '03' ou '04')
- 999 - fin de relation avec l'employeur (autres que contrat de travail) pour les cas ne portant aucun impact sur l'Assurance chômage autorisé pour l'ensemble des codes nature autres que contrat de travail, c'est-à-dire différente de '01', '02', '03' ou '04'

CCH-12 : Les Motifs 998 et 999 de la rupture du contrat (S21.G00.62.002) sont interdits si la Nature de la déclaration (S20.G00.05.001) est "02 - Signalement Fin du contrat de travail".



☰ X 🏠 [3,3]



- 011 - licenciement suite à liquidation judiciaire ou à redressement judiciaire
- 012 - licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement

- 014 - licenciement pour motif économique
- 015 - licenciement pour fin de chantier
- 020 - licenciement pour autre motif
- 025 - autre fin de contrat pour motif économique
- 026 - rupture pour motif économique dans le cadre d'un contrat de sécurisation professionnelle CSP
- 031 - fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel
- 032 - fin de mission d'intérim
- 033 - rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas d'inaptitude physique constatée par le médecin du travail
- 034 - fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur
- 035 - fin de période d'essai à l'initiative du salarié
- 036 - rupture anticipée d'un CDD, d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de mission à l'initiative de l'employeur
- 037 - rupture anticipée d'un CDD, d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de mission à l'initiative du salarié
- 038 - mise à la retraite par l'employeur
- 039 - départ à la retraite à l'initiative du salarié
- 043 - rupture conventionnelle
- 058 - prise d'acte de la rupture de contrat de travail
- 059 - démission
- 065 - décès de l'employeur ou internement / conduit à un licenciement autre motif
- 066 - décès du salarié / rupture force majeure
- 081 - fin de contrat d'apprentissage
- 082 - résiliation judiciaire du contrat de travail
- 083 - rupture de contrat de travail ou d'un contrat de mission pour force majeure
- 084 - rupture d'un commun accord du CDD, du contrat d'apprentissage ou d'un contrat de mission
- 085 - fin de mandat
- 086 - licenciement convention CATS
- 087 - licenciement pour faute grave
- 088 - licenciement pour faute lourde
- 089 - licenciement pour force majeure
- 091 - licenciement pour inaptitude physique d'origine non professionnelle
- 092 - licenciement pour inaptitude physique d'origine professionnelle
- 093 - licenciement suite à décision d'une autorité administrative
- 094 - rupture anticipée du contrat de travail pour arrêt de tournage
- 095 - rupture anticipée du contrat de travail ou d'un contrat de mission pour faute grave
- 096 - rupture anticipée du contrat de travail ou d'un contrat de mission pour faute lourde
- 097 - rupture anticipée d'un contrat de travail ou d'un contrat de mission suite à fermeture de l'établissement
- 098 - retrait d'enfant
- 998 - transfert du contrat de travail sans rupture du contrat vers un autre établissement n'effectuant pas encore de DSN
- 999 - fin de relation avec l'employeur (autres que contrat de travail) pour les cas ne portant aucun impact sur l'Assurance chômage

## Date de notification de la rupture de contrat

S21.G00.62.003

### ContratFin.DateNotificationRupture



*Il peut s'agir de :*

*Date d'envoi en recommandé avec accusé de réception de la lettre de licenciement,  
Date d'envoi ou de remise en mains propres de la lettre de démission par le salarié,  
Date de notification de la fin de la période d'essai par l'employeur ou le salarié.*

*La date de notification de la rupture de contrat doit également être renseignée pour les démissions. En cas*

de remise en main propre du courrier de démission, la date de début de préavis sera le même jour que la notification (et non le lendemain).



CCH-11 : La date de notification de la rupture de contrat doit être supérieure ou égale à la date de début de contrat de travail et inférieure ou égale à la date de fin de contrat de travail.

CCH-12 : La rubrique est obligatoire si la rubrique code motif de la fin du contrat de travail est égale à 011, 012, 014, 015, 020, 025, 034, 036, 058, 059, 082, 083, 087, 088, 089, 095, 096 ou 097.



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

### Date de signature de la convention de rupture

S21.G00.62.004

#### ContratFin.DateConvention



Date de signature par l'employeur et le salarié de la convention de rupture, qui après un délai de rétractation de 15 jours, fait démarrer la demande d'homologation auprès de la Direccte.



CCH-11 : La rubrique est obligatoire si la rubrique code motif de la fin de contrat de travail est égale à 043.



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

### Date d'engagement de la procédure de licenciement

S21.G00.62.005

#### ContratFin.DateLicenciement



Date de l'entretien préalable au licenciement ou date de la première réunion du comité d'entreprise ou des délégués du personnel en cas de licenciement économique de 10 salariés et plus dans une période de 30 jours.

Conditionné aux motifs de fin de contrat de travail : licenciement individuel, économique ou inhérent à la personne du salarié, licenciement collectif pour motif économique.



CCH-11 : La Date d'engagement de la procédure de licenciement doit être inférieure ou égale à la date de fin de contrat de travail.

CCH-12 : Cette rubrique est obligatoire si le Motif de la rupture de contrat est égal à '011', '012', '014', '015', '020', '026', '086', '087', '088', '089', '091', '092' ou '093'.



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

### Dernier jour travaillé et payé au salaire habituel

S21.G00.62.006

#### ContratFin.Djtp



Dernier jour travaillé payé selon le salaire défini par le contrat de travail ou la convention collective.



CCH-11 : Cette rubrique doit être inférieure ou égale à la date de fin de contrat.

CCH-12 : Si le Code type de préavis est '02', '03', '10', '50' ou '51' alors la date du Dernier jour travaillé et payé doit être inférieure à la Date de début de préavis.

CCH-13 : La date du Dernier jour travaillé et payé au salaire habituel (S21.G00.62.006) doit être supérieure ou égale à la Date de début du contrat (S21.G00.40.001).



CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

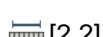
### Transaction en cours

S21.G00.62.008

#### ContratFin.Transaction



Contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître.





01 - oui  
02 - non

### Portabilité contrat de Prévoyance ContratFin.PortabilitePrevoyance

S21.G00.62.009



La portabilité signifie que le contrat de prévoyance prévoit la conservation des droits pendant une durée déterminée au profit du salarié, au terme de son contrat de travail.  
La donnée sera renseignée à OUI si le salarié a accepté le bénéfice de la portabilité, à NON s'il l'a refusé, ou absente si le salarié n'est pas concerné ou n'a pas encore fait de choix.



X [2,2]



01 - oui  
02 - non

### Nombre d'heures de DIF n'ayant pas été utilisées ContratFin.NbHeuresDif

S21.G00.62.010



Nombre d'heures acquises au titre du droit individuel à la formation et non utilisées au terme du contrat.  
Nombre exprimé en centièmes d'heures.



CCH-12 : La rubrique est obligatoire si le Code motif de rupture du contrat de travail est égal à '026'.



N [4,6] CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.[0-9]{2})

### Nombre de mois de préavis utilisés dans le cadre du calcul CSP ContratFin.DureePreavis

S21.G00.62.011



Nombre de mois correspondant au préavis légalement dû et pour laquelle une indemnité aurait été versée.



CCH-11 : La rubrique est obligatoire si et seulement si le Code motif de la rupture du contrat est égal à '026'.



N [4,4] CSL 00 : [0-9]{1}\.[0-9]{2}

### Salaire net horaire du salarié ContratFin.SalaireHoraireNet

S21.G00.62.012



Contrepartie financière du travail effectué par le salarié pendant une heure, déduction faite des cotisations sociales obligatoires et contributions.

Le salaire net horaire de référence se calcule de la façon suivante :

- Salarié ayant au moins 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise

Le salaire horaire de référence s'obtient en divisant le total des rémunérations nettes versées au salarié par l'entreprise au cours des 12 derniers mois précédant la fin du contrat de travail par le nombre total d'heures rémunérées au cours de ces mêmes 12 derniers mois.

- Salarié ayant moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise

Le salaire horaire de référence s'obtient en divisant le total des rémunérations nettes versées au salarié par le nombre total d'heures rémunérées au cours de la même période.

- Salarié dont la durée de travail est fixée par une convention de forfait

Le salaire horaire de référence est déterminé par le rapport entre la rémunération nette annuelle versée au salarié et la formule suivante : 151,67 heures x (nombre de jours de la convention individuelle de forfait / 217 jours) x 12 mois



CCH-11 : Cette rubrique est obligatoire si la rubrique motif de rupture du contrat est égale à 026 (CSP).  
Ce contrôle vise à obliger la déclaration de cette donnée pour le calcul de l'allocation de sécurisation

professionnelle à laquelle peut prétendre un individu à l'occasion d'une rupture de contrat pour motif économique dans le cadre d'un CSP.



N [4,12] CSL 00 : -?[0]\*(0[[1-9][0-9]\*)\.[0-9]{2}

### Montant de l'indemnité de préavis qui aurait été versée ContratFin.MontantIndemnite

S21.G00.62.013



Somme correspondant à l'indemnité de préavis qui aurait été versée.



CCH-11 : Cette rubrique est obligatoire si la rubrique motif de rupture du contrat est égale à 026.



N [4,12] CSL 00 : [0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2}|0\.(0[1-9][1-9][0-9]))

### Statut particulier du salarié ContratFin.StatutParticulier

S21.G00.62.014



Correspond au statut du salarié, au sein d'une entreprise ou d'une association.



X [2,2]



- 01 - Gérant ou collègue de gérance
- 02 - Administrateur
- 03 - Directeur Général
- 04 - Président Directeur Général
- 05 - Membre du Directoire
- 06 - Président du Directoire
- 07 - Membre du Conseil de surveillance
- 08 - Président, administrateur, secrétaire ou trésorier d'une association
- 09 - Contrôleur de gestion, membre ou administrateur membre d'un GIE
- 10 - Associé, actionnaire

## Préavis de fin de contrat

S21.G00.63



Délai de prévenance que doit respecter celui qui prend l'initiative de rompre le contrat de travail.

Type réalisation et paiement du préavis  
Date de début de préavis  
Date de fin de préavis

S21.G00.63.001  
S21.G00.63.002  
S21.G00.63.003

### Type réalisation et paiement du préavis Preavis.Type

S21.G00.63.001



Indique ici si le préavis est : effectué, non effectué, payé, non payé.



CCH-11 : Si le code motif de la rupture de contrat de travail est renseigné à 034 (fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur) ou 035 (fin de période d'essai à l'initiative du salarié), seule la valeur 90 (pas de clause de préavis applicable) est autorisée.  
Ce contrôle vise à établir qu'une fin de période d'essais n'est pas soumise à la réalisation d'un préavis.

CCH-12 : Si le code motif de la rupture de contrat de travail est renseigné à 043 (rupture conventionnelle), seule la valeur 90 (pas de clause de préavis applicable) est autorisée.  
Ce contrôle vise à établir qu'une rupture conventionnelle de contrat n'est pas soumise à la réalisation d'un préavis.

CCH-13 : Si code motif de la rupture du contrat de travail est égale à '026' (rupture pour motif économique dans le cadre d'un contrat de sécurisation professionnelle CSP) alors la rubrique doit être égale à '10', sauf si le préavis dû est supérieur à 3 mois.



X [2,2]



01 - préavis effectué et payé  
02 - préavis non effectué et payé  
03 - préavis non effectué et non payé  
10 - préavis non effectué non payé dans le cadre d'un contrat de sécurisation professionnelle (CSP)  
50 - préavis non effectué et payé dans le cadre d'un congé de reclassement  
51 - préavis non effectué et payé dans le cadre d'un congé de mobilité  
60 - Délai de prévenance  
90 - pas de clause de préavis applicable

### Date de début de préavis

S21.G00.63.002

#### Preavis.DateDebut



*En cas de licenciement elle correspond à la date de présentation de la lettre recommandée. En cas de démission, elle correspond en principe à la date où l'employeur est présumé en prendre connaissance.*



CCH-11 : Cette rubrique doit être présente si et seulement si la rubrique code type réalisation et paiement du préavis correspond aux valeurs suivantes : '01', '02', '03', '10', '50', '51'.

CCH-13 : La date de début de préavis doit être supérieure ou égale à la date de notification de la rupture de contrat sauf si le Type réalisation et paiement du préavis a pour valeur "90 - pas de clause de préavis applicable".

CCH-14 : La date de début de préavis doit être supérieure à la date d'engagement de la procédure de licenciement sauf si le Type réalisation et paiement du préavis a pour valeur "90 - pas de clause de préavis applicable".

CCH-15 : Si plusieurs types réalisation et paiement du préavis existent, les périodes doivent être strictement contigües et sans chevauchement.

CCH-16 : La date de début de préavis - S21.G00.63.002 doit être supérieure ou égale à la "Date de début de contrat de travail - S21.G00.40.001".



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9]][[1-2][0-9]]3[0-1])(0[1-9]]1[0-2])(20)[0-9]{2}

### Date de fin de préavis

S21.G00.63.003

#### Preavis.DateFin



*Dernier jour du contrat de travail en cas de préavis, effectué ou non.*



CCH-13 : La date de fin du préavis doit être supérieure ou égale à la date de début du préavis.

CCH-14 : Cette rubrique doit être présente si et seulement si la rubrique code type réalisation et paiement du préavis correspond aux valeurs suivantes : '01', '02', '03', '10', '50', '51'.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9]][[1-2][0-9]]3[0-1])(0[1-9]]1[0-2])(20)[0-9]{2}

## Autre suspension de l'exécution du contrat

S21.G00.65



En cas de suspension supra-mensuelle, la suspension doit être déclarée dans toutes les DSN mensuelles dont le mois principal déclaré présente une période commune avec la suspension concernée.

Motif de suspension	S21.G00.65.001
Date de début de la suspension	S21.G00.65.002
Date de fin de la suspension	S21.G00.65.003

## Motif de suspension

S21.G00.65.001

## ContratSuspensionAutre.Motif



Il s'agit d'une raison pour laquelle le contrat est suspendu.

La transmission d'une annulation doit s'accompagner de la "date de début de la suspension" à annuler et de la "date de la fin de la suspension" à annuler.



X [3,3]



112 - invalidité catégorie 1  
 114 - invalidité catégorie 2  
 116 - invalidité catégorie 3  
 200 - COP (congrés payés)  
 301 - congé de formation professionnelle  
 501 - congé divers non rémunéré  
 507 - chômage intempéries  
 601 - Mobilité volontaire sécurisée  
 602 - chômage sans rupture de contrat  
 603 - détention provisoire  
 604 - journée de perception de l'allocation journalière de présence parentale  
 998 - annulation

## Date de début de la suspension

S21.G00.65.002

## ContratSuspensionAutre.DateDebut



Il s'agit du premier jour de la suspension de l'exécution du contrat.



CCH-11 : La Date de début de la suspension doit être supérieure ou égale à la date de début du contrat.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9]][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(20)[0-9]{2}

## Date de fin de la suspension

S21.G00.65.003

## ContratSuspensionAutre.DateFin



Il s'agit de la date de fin prévisionnelle de la suspension de l'exécution du contrat.



CCH-11 : La date de fin de la suspension doit être supérieure ou égale à la Date de début de la suspension.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9]][1-2][0-9]3[0-1])(0[1-9]1[0-2])(20)[0-9]{2}

## Affiliation Prévoyance

S21.G00.70



Rattachement d'un individu à un contrat collectif de Prévoyance, Complémentaire Santé ou Retraite Supplémentaire souscrit par son employeur auprès d'une institution de prévoyance, mutuelle ou société d'assurance

Référence du contrat de Prévoyance	S21.G00.70.001
Code organisme de Prévoyance	S21.G00.70.002
Code délégataire de gestion	S21.G00.70.003
Code option retenue par le salarié	S21.G00.70.004
Code population de rattachement	S21.G00.70.005
Date d'affiliation	S21.G00.70.006

## Référence du contrat de Prévoyance

S21.G00.70.001

## AffiliationPrevoyance.ReferenceAdhesionPSC



Référence permettant d'identifier le contrat souscrit par l'entreprise auprès d'un organisme assureur.



X [1,30]

## Code organisme de Prévoyance

S21.G00.70.002

## AffiliationPrevoyance.Organisme



Code de l'institution de prévoyance (sur 5 caractères sous la forme Pnnnn), de la mutuelle (sur 9 caractères) ou de la société d'assurances (sur 6 caractères sous la forme Axxxxx) concernée par le contrat référencé.



X [5,9] Table proposée sur le site <http://www.net-entreprises.fr>

## Code délégataire de gestion

S21.G00.70.003

## AffiliationPrevoyance.Delegataire



Organisme tiers à qui l'organisme de Prévoyance a délégué tout ou partie de la gestion du contrat. Cette rubrique peut être alimentée, en complément du code organisme, uniquement sur instruction spécifique de l'institution de prévoyance ou de la mutuelle ou de la société d'assurances qui fournira les valeurs à utiliser.



CCH-11 : Contrôle sur valeurs autorisées si la rubrique est présente et si le code organisme de Prévoyance (S21.G00.70.002) est présent dans le référentiel externe des codes des sociétés d'assurance.

CCH-12 : Contrôle sur valeurs autorisées si la rubrique est présente et si le code organisme de Prévoyance (S21.G00.70.002) est présent dans le référentiel externe des codes des institutions de prévoyance.

CCH-13 : Contrôle sur valeurs autorisées si la rubrique est présente et si le code organisme de Prévoyance (S21.G00.70.002) est présent dans le référentiel externe des codes des mutuelles.



X [6,6] Table proposée sur le site <http://www.net-entreprises.fr>

## Code option retenue par le salarié

S21.G00.70.004

## PrevoyanceAffiliation.Option



Code option défini dans le contrat, que le salarié peut choisir individuellement. Les valeurs de code sont fournies par l'organisme de prévoyance et sont à renseigner seulement sur sa demande.



A3I X [1,30]

**Code population de rattachement**

S21.G00.70.005

**PrevoyanceAffiliation.Population**

Code population défini dans le contrat auquel le salarié est rattaché. Les valeurs de code sont fournies par l'organisme de prévoyance et sont à renseigner seulement sur sa demande.



A3I X [1,30]

**Date d'affiliation**

S21.G00.70.006

**PrevoyanceAffiliation.DateAffiliation**

Date d'effet du contrat de prévoyance, complémentaire santé ou retraite supplémentaire pour ce salarié.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(19|20)[0-9]{2}

**Retraite complémentaire****S21.G00.71**

Code régime Retraite Complémentaire

S21.G00.71.002

**Code régime Retraite Complémentaire**

S21.G00.71.002

**RetraiteComplementaire.CodeRetraiteComplementaire**

Indiquer le code de l'organisme ou le code du régime de retraite complémentaire ou du régime spécial auquel est affilié l'individu.

Attention, l'usage des codes de type "Annn" et "Cnnn" ne sont prorogés que pour la phase 2. Ces codes ne seront plus en vigueur en phase de généralisation.

**Rappel énumération**

RETA : Retraite complémentaire ARRCO

RETC : Retraite complémentaire AGIRC

CNBF : Caisse nationale des Barreaux Français

CRPCEN : Clercs et employés de notaire

CRPNPAC : Caisse de Retraite des Personnels Navigants de l'Aviation Commerciale

I0001 : IRCANTEC

90000 : pas de régime complémentaire

Rappel table : IRC sur [www.net-entreprises.fr](http://www.net-entreprises.fr) selon la forme

Annn - numéro d'institution ARRCO

Cnnn - numéro d'institution AGIRC

Gnnn - numéro de groupe AGIRC-ARRCO



CCH-11 : Si la rubrique est renseignée avec la valeur "RETC" ou avec un code organisme de retraite complémentaire de type "Cnnn", le Code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire (S21.G00.40.003) doit être valorisé à "01 - cadre (article 4 et 4bis)" ou "02 - extension cadre pour retraite complémentaire".

CCH-12 : La présence d'un bloc Retraite complémentaire dont le code est renseigné avec la valeur 90000 (Pas de retraite complémentaire) interdit la présence d'un autre bloc Retraite complémentaire pour le même contrat (S21.G00.40).



A3I X [4,7]

## Changements Affiliation Prévoyance

S21.G00.72



Les rubriques de ce bloc sont à renseigner en cas de modification de l'une des caractéristiques suivantes de l'affiliation Prévoyance :

- Code organisme de Prévoyance
- Code déléataire de gestion

Plusieurs caractéristiques de l'affiliation Prévoyance peuvent être modifiées à la même date.

Dans ce cas, l'ensemble de ces modifications sera porté par une seule occurrence du bloc.

Si plusieurs modifications surviennent pendant le mois à des dates différentes, il sera nécessaire de les déclarer dans autant de blocs qu'il y a de dates différentes de modifications.

Les rubriques doivent être renseignées avec la valeur avant changement.

Date de la modification	S21.G00.72.001
Ancien Code organisme de Prévoyance	S21.G00.72.002
Ancien Code déléataire de gestion	S21.G00.72.003

### Date de la modification

S21.G00.72.001

#### ChangementsAffiliationPrevoyance.DateModification



La date de modification correspond à la date de survenance du changement de caractéristique de l'Affiliation Prévoyance.



D



[8,8]



CSL 00 : (0[1-9]||[1-2][0-9]||3[0-1])(0[1-9]||1[0-2])(20)[0-9]{2}

### Ancien Code organisme de Prévoyance

S21.G00.72.002

#### ChangementsAffiliationPrevoyance.Organisme



Ancien Code de l'institution de prévoyance (sur 5 caractères sous la forme Pnnnn), de la mutuelle (sur 9 caractères) ou de la société d'assurances (sur 6 caractères sous la forme Axxxxx) concernée par le contrat référencé en S21.G00.70.001.



X



[5,9]

Table proposée sur le site <http://www.net-entreprises.fr>

### Ancien Code déléataire de gestion

S21.G00.72.003

#### ChangementsAffiliationPrevoyance.Delegataire



Ancien Organisme tiers à qui l'organisme de Prévoyance a délégué tout ou partie de la gestion du contrat référencé en S21.G00.70.001.



X



[6,6]

Table proposée sur le site <http://www.net-entreprises.fr>

## Base assujettie

S21.G00.78



Somme des montants assujettis de manière homogène à une ou plusieurs cotisations sociales.

Les montants assujettis peuvent être :

- des éléments de revenu brut (ex : salaire de base, l'intéressement, etc...) donnant lieu à versement au salarié

- des composants de base assujettie (ex : salaire fictif temps plein pour un salarié travaillant effectivement à temps partiel) ne donnant pas lieu à versement au salarié.

Certains des éléments assujettis peuvent être fixés de manière forfaitaire si les règles d'assujettissement et de cotisation le prévoient.

Code de base assujettie	S21.G00.78.001
Date de début de période de rattachement	S21.G00.78.002
Date de fin de période de rattachement	S21.G00.78.003
Montant de base assujettie	S21.G00.78.004

## Code de base assujettie

S21.G00.78.001

### Base.Codedebaseassujettie



Identifie la règle d'assujettissement par référence aux textes législatifs et réglementaires appropriés. L'Assiette brute dé plafonnée (code 03) ne doit pas être composée des revenus de remplacement ou de la partie exonérée des gratifications de stage.



X [2,2]



- 02 - Assiette brute plafonnée
- 03 - Assiette brute dé plafonnée
- 04 - Assiette de la contribution sociale généralisée
- 07 - Assiette des contributions d'Assurance Chômage
- 08 - Assiette retraite CPRP SNCF
- 09 - Assiette de compensation bilatérale maladie CPRP SNCF
- 10 - Base brute fiscale
- 11 - Base forfaitaire soumise aux cotisations de Sécurité Sociale
- 12 - Assiette du crédit d'impôt compétitivité-emploi
- 13 - Assiette du forfait social à 8%
- 14 - Assiette du forfait social à 20%

## Date de début de période de rattachement

S21.G00.78.002

### Base.RattachementDateDebut



La période de rattachement de la base assujettie est la période pour laquelle est valorisée cette base. La définition de cette période découle des réglementations des dispositifs de protection sociale."



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

## Date de fin de période de rattachement

S21.G00.78.003

### Base.RattachementDateFin



La période de rattachement de la base assujettie est la période pour laquelle est valorisée cette base. La définition de cette période découle des réglementations des dispositifs de protection sociale.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

## Montant de base assujettie

S21.G00.78.004

### Base.Montantdebaseassujettie



Montant assujetti.



123 N [4,11] CSL 00 : -?[0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.(0[1-9][1-9][0-9])

## Composant de base assujettie

S21.G00.79



Composante de la base assujettie déterminée selon des règles différentes de celles utilisées pour l'établissement d'éléments de revenu brut.

Ce bloc n'est à renseigner que dans le cas où les éléments de revenu brut sont insuffisants pour constituer la base assujettie. Ce cas peut notamment se présenter lorsqu'une base assujettie est composée, d'une part, d'éléments de revenu brut et, d'autre part, de composants ne donnant pas lieu à versement au salarié.

Type de composant de base assujettie	S21.G00.79.001
Date de début de période de rattachement	S21.G00.79.002
Date de fin de période de rattachement	S21.G00.79.003
Montant de composant de base assujettie	S21.G00.79.004

## Type de composant de base assujettie

S21.G00.79.001

## BaseComposant.Type



Le type de composant de base assujettie constitue son identifiant. Il permet de donner une signification au montant de composant de base assujettie



X [2,2]



01 - Montant du SMIC retenu pour le calcul de la réduction Fillon

02 - Montant du SMIC retenu pour le calcul du crédit d'impôt compétitivité-emploi

## Date de début de période de rattachement

S21.G00.79.002

## BaseComposant.RattachementDateDebut



La période de rattachement du composant de base assujettie est la période pour laquelle est valorisée cette base. La définition de cette période découle des réglementations des dispositifs de protection sociale.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

## Date de fin de période de rattachement

S21.G00.79.003

## BaseComposant.RattachementDateFin



La période de rattachement du composant de base assujettie est la période pour laquelle est valorisée cette base. La définition de cette période découle des réglementations des dispositifs de protection sociale.



D [8,8] CSL 00 : (0[1-9][1-2][0-9][3[0-1]])(0[1-9][1[0-2]])(20)[0-9]{2}

## Montant de composant de base assujettie

S21.G00.79.004

## BaseComposant.Montant



Le montant porte la valeur telle que prise en compte pour l'établissement des bases assujetties constituées pour partie par un composant de base assujettie.



123 N [4,18] CSL 00 : -?[0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.(0[1-9][1-9][0-9])

## Cotisation individuelle

S21.G00.81



Une cotisation individuelle est un dispositif de contribution à la protection sociale dont le montant est fixé soit proportionnellement à la base assujettie, soit de manière forfaitaire.

Lorsqu'il s'agit d'une cotisation proportionnelle, cette règle s'exprime usuellement par un taux de cotisation appliqué à une assiette constituée de tout ou partie de la base assujettie.  
 L'assiette est déterminée par application de plafonnements et/ou d'abattements sur la base assujettie.  
 La cotisation individuelle est toujours rattachée à une base assujettie. Ainsi, la cotisation individuelle est toujours valorisée au titre de la période de rattachement de la base assujettie.  
 Lorsqu'il s'agit d'une cotisation forfaitaire, son montant est établi de manière fixe.  
 Le bloc s'applique également aux exonérations et réductions de cotisations individuelles.

Code de cotisation	S21.G00.81.001
Identifiant Organisme de Protection Sociale	S21.G00.81.002
Montant d'assiette	S21.G00.81.003
Montant de cotisation	S21.G00.81.004
Code INSEE commune	S21.G00.81.005

## Code de cotisation

S21.G00.81.001

### Cotisation Individuelle.CodeCotisation



Code identifiant la mesure d'exonération ou de réduction de cotisation individuelle.



X [3,3]



- 001 - Exonération de cotisations au titre de l'emploi d'un apprenti (loi de 1979)
- 002 - Exonération de cotisations au titre de l'emploi d'un apprenti (loi de 1987)
- 003 - Exonération de cotisations au titre de l'emploi d'un apprenti (loi de 1992)
- 004 - Exonération de cotisations au titre de l'emploi d'un salarié en contrat d'accès à l'emploi
- 006 - Exonération de cotisations au titre de l'emploi d'un salarié en contrat d'accompagnement dans l'emploi
- 008 - Exonération de cotisations au titre de l'emploi d'un salarié en contrat de professionnalisation
- 009 - Exonération de cotisations applicable aux associations intermédiaires
- 010 - Exonération de cotisations applicable aux entreprises des bassins d'emploi à redynamiser
- 011 - Exonération de cotisations applicable au créateur d'entreprise
- 012 - Exonération de cotisations applicable dans les DOM
- 013 - Exonération de cotisations applicable aux entreprises et associations d'aide à domicile
- 014 - Exonérations de cotisations applicable aux entreprises innovantes ou universitaires
- 015 - Exonération de cotisations applicable aux entreprises en zones franches urbaines
- 016 - Exonération de cotisations applicable aux organismes d'intérêt général en zones de revitalisation rurale
- 017 - Exonération de cotisations applicable aux structures agréées de l'aide sociale
- 018 - Réduction de cotisations Fillon
- 019 - Réduction de cotisations applicable aux entreprises des zones de restructuration de la défense
- 020 - Réduction de cotisations au titre de l'embauche du 1er au 50ème salarié en zones de revitalisation rurale et de rénovation urbaine
- 021 - Déduction patronale au titre des heures supplémentaires
- 022 - Exonération de cotisations applicable à une gratification de stage
- 023 - Sommes provenant d'un CET et réaffectées à un PERCO ou à un régime de retraite supplémentaire
- 024 - Exonération des sommes utilisées pour alimenter un PERCO ou contribuer au financement de prestations de retraite supplémentaire collective et obligatoire
- 025 - Exonération de cotisations au titre de l'emploi d'un salarié en contrat à durée déterminée d'insertion
- 226 - Assiette du Versement Transport

## Identifiant Organisme de Protection Sociale

S21.G00.81.002

## CotisationIndividuelle.IdentifiantOPS



Code identifiant de l'organisme de protection sociale auprès duquel l'établissement est redevable de cotisations sociales associées au bordereau.

L'organisme de protection sociale est identifié par un matricule, un SIRET (pour les Urssaf, par exemple) ou un SIREN.



CRE-11 : valeurs autorisées.



X



[9,14]

Table proposée sur le site <http://www.net-entreprises.fr>

### Montant d'assiette

S21.G00.81.003

## CotisationIndividuelle.MontantAssiette



Montant total des sommes éligibles à exonération ou réduction de cotisation individuelle.



123

N



[4,18]



CSL 00 : -?[0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.(0[1-9][1-9][0-9])

### Montant de cotisation

S21.G00.81.004

## CotisationIndividuelle.MontantRéductionExonération



Montant de la réduction de cotisation individuelle pour la période de rattachement.



123

N



[4,18]



CSL 00 : -?[0]\*([1-9][0-9]\*\.[0-9]{2})0\.(0[1-9][1-9][0-9])

### Code INSEE commune

S21.G00.81.005

## CotisationIndividuelle.CodeINSEECommune



Nomenclature INSEE des communes de France telle qu'elle figure dans le fichier Hexaposte. Cet identifiant permet de valoriser l'assujettissement au Versement transport.



CRE-11 : valeurs autorisées.



X



[5,5]

Code officiel géographique INSEE

## Lieu de travail

S21.G00.85



Unité géographiquement localisée dans laquelle l'individu exécute habituellement sa prestation de travail. Ce bloc présente les références d'identification des lieux de travail où travaillent les individus de la présente déclaration.

Créer un bloc pour chaque lieu de travail cité au moins une fois dans le contrat et qui n'est pas l'établissement d'affectation

Identifiant du lieu de travail	S21.G00.85.001
Code APET	S21.G00.85.002
Numéro, extension, nature, libellé de voie	S21.G00.85.003
Code postal	S21.G00.85.004
Localité	S21.G00.85.005
Code Pays	S21.G00.85.006
Code de distribution à l'étranger	S21.G00.85.007
Complément de la localisation de la construction	S21.G00.85.008
Service de distribution, complément de localisation de la voie	S21.G00.85.009
Nature juridique	S21.G00.85.010

## Identifiant du lieu de travail

S21.G00.85.001

### TravailLieu.Identifiant



Code renseignant le lieu de travail effectif de l'individu.  
Renseigné par SIRET si le lieu de travail est un établissement immatriculé par un SIRET ou renseigné par une codification libre si le lieu de travail n'est pas un établissement SIRETisé.  
Un seuil d'acceptation sera fixé par voie de consigne aux éditeurs.



CCH-11 : Cette rubrique doit vérifier la clé SIREN si la rubrique Nature juridique (S21.G00.85.010) est égale à "01 - Etablissement".

CCH-12 : Cette rubrique doit vérifier la clé SIRET si la rubrique Nature juridique (S21.G00.85.010) est égale à "01 - Etablissement".

CME-11 : Si la rubrique Nature juridique (S21.G00.85.010) est égale à "01 - Etablissement" le SIRET renseigné doit être à l'état actif au répertoire SIRENE de l'INSEE.



X [2,14] CSL 00 : [0-9]\*[1-9][0-9]\*

## Code APET

S21.G00.85.002

### TravailLieu.Apet



Le code APE est attribué par l'INSEE à toute entreprise et chacun de ses établissements lors de son inscription au répertoire SIRENE. Ce code caractérise son activité principale par référence à la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2).  
Il est nommé APEN dans le cas d'une entreprise, et APET pour un établissement.



CRE-11 : valeurs autorisées.

CCH-11 : La rubrique est obligatoire si et seulement si la rubrique S21.G00.85.010 (Nature juridique) est déclarée avec la valeur "01 - Etablissement"



X [5,5] INSEE /NAF révision 2

## Numéro, extension, nature, libellé de voie

S21.G00.85.003

### TravailLieu.Voie



Numéro : Il précise l'adresse dans la voie. Sa valeur est différente de 0 et ne doit pas dépasser 4 chiffres.  
En cas de numéro multiple, seul le premier doit être indiqué (pour exemple indiquer 4 pour 4/14)  
Extension : Lettre accolée au numéro si celui-ci ne présente pas une précision suffisante (par exemple B pour BIS, T pour TER, etc...)  
Nature de la voie : information facultative décrivant la nature de la voie (rue, avenue, etc...)  
Libellé de la voie : Appellation officielle de la voie



X [1,50]

## Code postal

S21.G00.85.004

## TravailLieu.CodePostal



Il s'agit de données d'organisation postale qui doivent être utilisées en l'état. Le code postal est composé de 5 chiffres. Les codes CEDEX ne sont pas admis.  
Il est également admis une tolérance pour les lieux ne disposant pas d'adresse géo-localisée (ex : La Défense) de mentionner le code postal d'une commune de référence sur laquelle est implantée le lieu.



CCH-12 : Si le code postal est présent alors le code pays et le code de distribution à l'étranger sont absents et réciproquement.

CRE-11 : valeurs autorisées



X



[5,5]

Fichier Hexaposte contenant le code postal et le code Insee des communes

## Localité

S21.G00.85.005

## TravailLieu.Localite



La localité est un élément géographique et administratif. C'est le premier élément d'identification associé au code postal. Le libellé est la plupart du temps le nom officiel de la localité enregistrée à l'INSEE et au Journal Officiel.



CCH-11 : La localité est obligatoire si le code postal est renseigné.



X



[1,50]



CSL 00 : [A-Za-z0-9\ ]+

## Code Pays

S21.G00.85.006

## TravailLieu.Pays



Nom du pays (territoire d'un état) d'implantation géographique de l'établissement du lieu de travail, exprimé sous la forme d'un code.

Le code pays ne doit pas être renseigné pour les adresses relevant du système postal français. Le domaine d'application du système postal français est constitué des territoires suivants :

FR - France métropolitaine

GP : Guadeloupe

BL : Saint Barthélemy

MF : Saint Martin

MQ : Martinique

GF : Guyane Française

RE : Ile de la Réunion

PM : Saint Pierre et Miquelon

YT : Mayotte

WF : Wallis et Futuna

PF : Polynésie Française

NC : Nouvelle Calédonie

MC : Monaco



CRE-11 : valeurs autorisées à l'exception de : 'FR' , 'GP' , 'BL' , 'MF' , 'MQ' , 'GF' , 'RE' , 'PM' , 'YT' , 'WF' , 'PF' , 'NC' , 'MC'.



X



[2,2]

Table Iso 3166-1-A2.

## Code de distribution à l'étranger

S21.G00.85.007

## TravailLieu.CodeDistribution



Mention complémentaire pour les adresses ne relevant pas du système postal français.



X



[1,50]

## Complément de la localisation de la construction

S21.G00.85.008

## TravailLieu.ComplementConstruction



Les compléments d'adresse permettent d'indiquer le point de remise exacte du courrier. Ils donnent des informations précises et déterminantes dans la phase finale de distribution du courrier, tel que le bâtiment, la boîte aux lettres, le numéro d'appartement.



X [1,50]

### Service de distribution, complément de localisation de la voie

S21.G00.85.009

## TravailLieu.ComplementVoie



Il s'agit de services de distribution du courrier spécifiques proposés ou mis en place par La Poste.



X [1,50]

### Nature juridique

S21.G00.85.010

## TravailLieu.Nature



Indicateur précisant si le lieu de travail est un établissement immatriculé par SIRET ou non.  
Le Type 01 – Etablissement de la 85.010 est strictement réservé à un lieu géographique SIRETisé, quel que soit le territoire politique comme géographique ou se situe le lieu en question.  
Un lieu de travail à l'étranger devra de fait être considéré comme un type 01 - Etablissement s'il est SIRETisé et comme un type 02 – Autre s'il n'est pas SIRETisé."



X [2,2]



01 - Etablissement

02 - Autre

## Structure

## S90 Totaux

Total de l'envoi

S90.G00.90

Nombre total de rubriques

S90.G00.90.001

Nombre de DSN

S90.G00.90.002

Nombre total de rubriques

S90.G00.90.001

**TotalEnvoi.nbTotal**

Totalisation de toutes les rubriques et sous-rubriques de toutes les structures y compris celles de la structure S90.



CST-11 : [(nombre total des rubriques et sous-rubriques de toutes les structures composant cet envoi)] (y compris les rubriques de la structure S90)



N  [1,12]  CSL 00 : [0]\*[1-9][0-9]\*

Nombre de DSN

S90.G00.90.002

**TotalEnvoi.nbDSN**

Dénombrement des structures S20 c'est à dire nombre de déclarations sociales nominatives y compris les doublons éventuels.



CST-11 : [(nombre de structures S20)]



N  [1,5]  CSL 00 : [0]\*[1-9][0-9]\*

## Tableau d'usages par modèle de déclaration et par rubrique : explications

Le tableau ci-après décrit dans le détail les usages par rubrique dans les différents modèles de déclaration possibles. Chaque case du tableau, qui croise donc une rubrique et un modèle de déclaration, a une couleur et une lettre descriptive signifiante :

- Les cases en vert, notées « O » correspondent aux situations où la rubrique est obligatoire dans le modèle de déclaration
- Les cases en noir, notées « N » correspondent aux situations où le sous-groupe auquel la rubrique appartient n'est pas présent dans le modèle de déclaration
- Les cases en rouge, notées « I » correspondent aux situations où la rubrique est interdite dans le modèle de déclaration, alors que son sous-groupe est autorisé
- Les cases en orange, notées « C » correspondent aux situations où la rubrique est conditionnelle dans le modèle de déclaration
- Les cases en blanc, notées « F » correspondent aux situations où la rubrique est facultative dans le modèle de déclaration

Concrètement, seules les cases en rouge et en vert requièrent la réalisation d'un contrôle : « présence obligatoire si » (cases en vert), « présence interdite si » (cases en rouge). Elles ont une signification bien précise : elles interdisent une configuration (de présence, d'absence).

Ainsi, si la case correspondant à la rubrique X et au message M est en rouge, cela signifie que la rubrique X est interdite pour le message M. Si la case correspondant à la rubrique Y et au message M est en vert, cela signifie que la rubrique Y est obligatoire pour le message M.

Par exemple, la rubrique « Codification UE » du sous-groupe « Salarié » est en vert pour le message « DSN Mensuelle » et en rouge pour tous les signalements. Cela signifie que la rubrique en question est obligatoire pour le message DSN Mensuelle et qu'elle est interdite pour les autres messages.



Bloc		Rubrique		01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
Id bloc	Libellé bloc	Id rubrique	Libellé rubrique					
S10.G00.00	Envoi	S10.G00.00.001	Nom du logiciel utilisé	O	O	O	O	O
		S10.G00.00.002	Nom de l'éditeur	O	O	O	O	O
		S10.G00.00.003	Numéro de version du logiciel utilisé	C	C	C	C	C
		S10.G00.00.004	Code de conformité en pré-contrôle	C	C	C	C	C
		S10.G00.00.005	Code envoi du fichier d'essai ou réel	O	O	O	O	O
		S10.G00.00.006	Numéro de version de la norme utilisée	O	O	O	O	O
		S10.G00.00.007	Point de dépôt	O	O	O	O	O
		S10.G00.00.008	Type de l'envoi	O	O	O	O	O
S10.G00.01	Emetteur	S10.G00.01.001	Siren de l'émetteur de l'envoi	O	O	O	O	O
		S10.G00.01.002	Nic de l'émetteur de l'envoi	O	O	O	O	O
		S10.G00.01.003	Nom ou raison sociale de l'émetteur	O	O	O	O	O
		S10.G00.01.004	Numéro, extension, nature et libellé de la voie	O	O	O	O	O
		S10.G00.01.005	Code postal	C	C	C	C	C
		S10.G00.01.006	Localité	C	C	C	C	C
		S10.G00.01.007	Code pays	C	C	C	C	C
		S10.G00.01.008	Code de distribution à l'étranger	C	C	C	C	C
		S10.G00.01.009	Complément de la localisation de la construction	C	C	C	C	C
		S10.G00.01.010	Service de distribution, complément de localisation de la voie	C	C	C	C	C
S10.G00.02	Contact émetteur	S10.G00.02.001	Code civilité	O	O	O	O	O
		S10.G00.02.002	Nom et prénom de la personne à contacter	O	O	O	O	O
		S10.G00.02.003	Code domaine d'intervention	O	O	O	O	O
		S10.G00.02.004	Adresse mél du contact émetteur	O	O	O	O	O
		S10.G00.02.005	Adresse téléphonique	O	O	O	O	O
		S10.G00.02.006	Adresse fax	C	C	C	C	C
S10.G00.03	Destinataire CRE	S10.G00.03.001	Siren de l'entreprise destinataire du Compte Rendu d'Exploitation	O	O	O	O	O
		S10.G00.03.002	Nic de l'établissement destinataire du Compte Rendu d'Exploitation	O	O	O	O	O
		S10.G00.03.003	Adresse mél du destinataire du Compte Rendu d'Exploitation	O	O	O	O	O
S20.G00.05	Déclaration	S20.G00.05.001	Nature de la déclaration	O	O	O	O	O
		S20.G00.05.002	Type de la déclaration	O	O	O	O	O
		S20.G00.05.003	Numéro de fraction de déclaration	O	O	O	O	O

Bloc		Rubrique		01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
Id bloc	Libellé bloc	Id rubrique	Libellé rubrique					
S20.G00.05	Déclaration	S20.G00.05.004	Numéro d'ordre de la déclaration	O	O	O	O	O
		S20.G00.05.005	Date du mois principal déclaré	O	I	I	I	O
		S20.G00.05.006	Identifiant de la déclaration annulée ou remplacée	I	C	C	C	I
		S20.G00.05.007	Date de constitution du fichier	O	O	O	O	O
		S20.G00.05.008	Champ de la déclaration	O	I	I	I	O
		S20.G00.05.009	Identifiant métier	C	C	C	C	C
S20.G00.07	Contact chez le déclaré	S20.G00.07.001	Nom et prénom du contact	N	N	O	O	N
		S20.G00.07.002	Adresse téléphonique	N	N	O	O	N
		S20.G00.07.003	Adresse mél du contact	N	N	O	O	N
S21.G00.06	Entreprise	S21.G00.06.001	SIREN	O	O	O	O	O
		S21.G00.06.002	NIC du siège	C	C	C	C	I
		S21.G00.06.003	Code APEN	O	I	I	I	I
		S21.G00.06.004	Numéro, extension, nature et libellé de la voie	O	I	I	I	I
		S21.G00.06.005	Code postal	C	I	I	I	I
		S21.G00.06.006	Localité	C	I	I	I	I
		S21.G00.06.007	Complément de la localisation de la construction	C	I	I	I	I
		S21.G00.06.008	Service de distribution, complément de localisation de la voie	C	I	I	I	I
		S21.G00.06.009	Effectif moyen de l'entreprise au 31 décembre	C	I	I	I	I
		S21.G00.06.010	Code pays	C	I	I	I	I
		S21.G00.06.011	Code de distribution à l'étranger	C	I	I	I	I
S21.G00.11	Etablissement	S21.G00.11.001	NIC	O	O	O	O	O
		S21.G00.11.002	Code APET	O	I	I	I	O
		S21.G00.11.003	Numéro, extension, nature et libellé de la voie	O	O	O	O	O
		S21.G00.11.004	Code postal	C	C	C	C	C
		S21.G00.11.005	Localité	C	C	C	C	C
		S21.G00.11.006	Complément de la localisation de la construction	C	C	C	C	C
		S21.G00.11.007	Service de distribution, complément de localisation de la voie	C	C	C	C	C
		S21.G00.11.008	Effectif de fin de période déclarée de l'établissement	O	I	I	I	I
		S21.G00.11.009	Type de rémunération soumise à contributions Assurance chômage pour expatriés	C	C	I	I	I
		S21.G00.11.012	Code catégorie juridique	C	I	I	I	I

Bloc		Rubrique		01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
Id bloc	Libellé bloc	Id rubrique	Libellé rubrique					
S21.G00.11	Etablissement	S21.G00.11.015	Code pays	C	I	I	I	I
		S21.G00.11.016	Code de distribution à l'étranger	C	I	I	I	I
		S21.G00.11.017	Nature juridique de l'employeur	C	I	I	I	I
S21.G00.15	Adhésion Prévoyance sans personnel couvert	S21.G00.15.001	Référence du contrat de Prévoyance	O	N	N	N	N
		S21.G00.15.002	Code organisme de Prévoyance	O	N	N	N	N
		S21.G00.15.003	Code délégataire de gestion	C	N	N	N	N
S21.G00.20	Versement Organisme de Protection Sociale	S21.G00.20.001	Identifiant Organisme de Protection Sociale	O	N	N	N	N
		S21.G00.20.002	Entité d'affectation des opérations	C	N	N	N	N
		S21.G00.20.003	BIC	O	N	N	N	N
		S21.G00.20.004	IBAN	O	N	N	N	N
		S21.G00.20.005	Montant du versement	O	N	N	N	N
		S21.G00.20.006	Date de début de période de rattachement	O	N	N	N	N
		S21.G00.20.007	Date de fin de période de rattachement	O	N	N	N	N
S21.G00.22	Bordereau de cotisation due	S21.G00.22.001	Identifiant Organisme de Protection Sociale	O	N	N	N	N
		S21.G00.22.002	Entité d'affectation des opérations	C	N	N	N	N
		S21.G00.22.003	Date de début de période de rattachement	O	N	N	N	N
		S21.G00.22.004	Date de fin de période de rattachement	O	N	N	N	N
		S21.G00.22.005	Montant total de cotisations	O	N	N	N	N
S21.G00.23	Cotisation agrégée	S21.G00.23.001	Code de cotisation	O	N	N	N	N
		S21.G00.23.002	Qualifiant d'assiette	O	N	N	N	N
		S21.G00.23.003	Taux de cotisation	C	N	N	N	N
		S21.G00.23.004	Montant d'assiette	C	N	N	N	N
		S21.G00.23.005	Montant de cotisation	C	N	N	N	N
		S21.G00.23.006	Code INSEE commune	C	N	N	N	N
S21.G00.30	Individu	S21.G00.30.001	Numéro d'inscription au répertoire	C	C	C	C	O
		S21.G00.30.002	Nom de famille	O	O	O	O	O
		S21.G00.30.003	Nom d'usage	C	C	C	C	I
		S21.G00.30.004	Prénoms	O	O	O	O	O
		S21.G00.30.005	Sexe	C	I	I	I	I
		S21.G00.30.006	Date de naissance	O	O	O	O	O

Bloc		Rubrique		01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
Id bloc	Libellé bloc	Id rubrique	Libellé rubrique					
S21.G00.30	Individu	S21.G00.30.007	Lieu de naissance	O	I	I	I	O
		S21.G00.30.008	Numéro, extension, nature et libellé de la voie	O	I	I	I	I
		S21.G00.30.009	Code postal	C	I	I	I	I
		S21.G00.30.010	Localité	C	I	I	I	I
		S21.G00.30.011	Code pays	C	I	I	I	I
		S21.G00.30.012	Code de distribution à l'étranger	C	I	I	I	I
		S21.G00.30.013	Codification UE	O	I	I	I	I
		S21.G00.30.014	Code département de naissance	O	I	I	I	O
		S21.G00.30.015	Code pays de naissance	O	I	I	I	O
		S21.G00.30.016	Complément de la localisation de la construction	C	I	I	I	I
		S21.G00.30.017	Service de distribution, complément de localisation de la voie	C	I	I	I	I
		S21.G00.30.018	Adresse mél	C	I	I	I	I
		S21.G00.30.019	Matricule de l'individu dans l'entreprise	C	C	C	C	C
S21.G00.30.020	Numéro technique temporaire	C	C	C	C	I		
S21.G00.31	Changements individu	S21.G00.31.001	Date de la modification	O	N	N	N	N
		S21.G00.31.008	Ancien NIR	C	N	N	N	N
		S21.G00.31.009	Ancien Nom de famille	C	N	N	N	N
		S21.G00.31.010	Anciens Prénoms	C	N	N	N	N
		S21.G00.31.011	Ancienne Date de naissance	C	N	N	N	N
S21.G00.40	Contrat (Contrat de travail, convention, mandat)	S21.G00.40.001	Date de début du contrat	O	O	O	O	O
		S21.G00.40.002	Statut du salarié (conventionnel)	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.003	Code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.004	Code profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS-ESE)	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.005	Code complément PCS-ESE	C	I	I	I	C
		S21.G00.40.006	Libellé de l'emploi	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.007	Nature du contrat	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.008	Dispositif de politique publique	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.009	Numéro du contrat	O	O	O	O	O
		S21.G00.40.010	Date de fin prévisionnelle du contrat	C	I	I	I	C
		S21.G00.40.011	Unité de mesure de la quotité de travail	O	I	I	I	O

Bloc		Rubrique		01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
Id bloc	Libellé bloc	Id rubrique	Libellé rubrique					
S21.G00.40	Contrat (Contrat de travail, convention, mandat)	S21.G00.40.012	Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.013	Quotité de travail du contrat	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.014	Modalité d'exercice du temps de travail	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.015	Salaire de référence porté par le contrat	C	I	I	I	C
		S21.G00.40.016	Régime local Alsace Moselle	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.017	Code convention collective applicable	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.018	Code régime de base risque maladie	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.019	Identifiant du lieu de travail	C	C	C	C	C
		S21.G00.40.020	Code régime de base risque vieillesse	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.021	Motif de recours	C	I	I	I	I
		S21.G00.40.022	Code caisse professionnelle de congés payés	C	C	I	I	C
		S21.G00.40.023	Taux de déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels	C	I	I	I	I
		S21.G00.40.024	Détaché / Expatrié	O	I	I	I	O
		S21.G00.40.025	Motif d'exclusion DSN	C	I	I	I	C
		S21.G00.40.026	Statut d'emploi du salarié	O	O	I	I	O
		S21.G00.40.027	Code affectation Assurance chômage	C	I	I	I	C
		S21.G00.40.028	Numéro interne employeur public	C	I	I	I	C
		S21.G00.40.029	Type de gestion de l'Assurance chômage	C	C	I	I	C
		S21.G00.40.030	Date d'adhésion	C	I	I	I	C
		S21.G00.40.031	Date de dénonciation	I	C	I	I	C
		S21.G00.40.032	Date d'effet de la convention de gestion	C	I	I	I	C
S21.G00.40.033	Numéro de convention de gestion	C	I	I	I	C		
S21.G00.41	Changements Contrat	S21.G00.41.001	Date de la modification	O	N	N	N	O
		S21.G00.41.002	Ancien statut du salarié (conventionnel)	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.003	Ancien Code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.004	Ancienne Nature du contrat	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.005	Ancien Dispositif de politique publique	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.006	Ancienne Unité de mesure de la quotité de travail	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.007	Ancienne Quotité de travail du contrat	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.008	Ancienne Modalité d'exercice du temps de travail	C	N	N	N	C

Bloc		Rubrique		01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
Id bloc	Libellé bloc	Id rubrique	Libellé rubrique					
S21.G00.41	Changements Contrat	S21.G00.41.009	Ancien Salaire de référence porté par le contrat	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.010	Ancien Régime local Alsace Moselle	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.011	Ancien Code convention collective applicable	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.012	SIRET ancien établissement d'affectation	C	N	N	N	I
		S21.G00.41.013	Ancien identifiant du lieu de travail	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.014	Ancien Numéro du contrat	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.016	Ancien motif de recours	C	N	N	N	I
		S21.G00.41.017	Ancien taux de déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels	C	N	N	N	I
		S21.G00.41.018	Ancien Détaché / Expatrié	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.019	Ancien Code profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS-ESE)	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.020	Ancien Code complément PCS-ESE	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.021	Ancienne Date de début du contrat	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.022	Ancienne Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié	C	N	N	N	C
		S21.G00.41.023	Ancienne Code caisse professionnelle de congés payés	C	N	N	N	C
S21.G00.50	Versement Individu	S21.G00.50.001	Date de versement	O	O	N	N	O
		S21.G00.50.002	Rémunération nette fiscale	O	O	N	N	I
		S21.G00.50.003	Numéro de versement	C	C	N	N	I
		S21.G00.50.004	Montant net versé	O	O	N	N	I
S21.G00.51	Rémunération	S21.G00.51.001	Date de début de période de paie	O	O	N	N	O
		S21.G00.51.002	Date de fin de période de paie	O	O	N	N	O
		S21.G00.51.009	Date de début de contrat	C	C	N	N	C
		S21.G00.51.010	Numéro du contrat	O	O	N	N	O
		S21.G00.51.011	Type	O	O	N	N	O
		S21.G00.51.012	Nombre d'heure supplémentaire, d'équivalence, d'habillement et de déshabillage	C	C	N	N	I
		S21.G00.51.013	Montant	O	O	N	N	O
S21.G00.52	Prime, gratification et indemnité	S21.G00.52.001	Type	O	O	N	N	O
		S21.G00.52.002	Montant	O	O	N	N	O
		S21.G00.52.003	Date de début de période de rattachement	C	C	N	N	C
		S21.G00.52.004	Date de fin de période de rattachement	C	C	N	N	C

Bloc		Rubrique		01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
Id bloc	Libellé bloc	Id rubrique	Libellé rubrique					
S21.G00.52	Prime, gratification et indemnité	S21.G00.52.005	Date de début de contrat	C	C	N	N	C
		S21.G00.52.006	Numéro de contrat	O	O	N	N	O
S21.G00.53	Activité	S21.G00.53.001	Type	O	O	N	N	O
		S21.G00.53.002	Mesure	O	O	N	N	O
		S21.G00.53.003	Unité de mesure	C	C	N	N	C
S21.G00.54	Autre élément de revenu brut	S21.G00.54.001	Type	O	O	N	N	N
		S21.G00.54.002	Montant	O	O	N	N	N
		S21.G00.54.003	Date de début de période de rattachement	C	C	N	N	N
		S21.G00.54.004	Date de fin de période de rattachement	C	C	N	N	N
S21.G00.60	Arrêt de travail	S21.G00.60.001	Motif de l'arrêt	O	N	O	O	O
		S21.G00.60.002	Date du dernier jour travaillé	O	N	O	O	O
		S21.G00.60.003	Date de fin prévisionnelle	O	N	O	O	O
		S21.G00.60.004	Subrogation	I	N	O	I	I
		S21.G00.60.005	Date de début de subrogation	I	N	C	I	I
		S21.G00.60.006	Date de fin de subrogation	I	N	C	I	I
		S21.G00.60.007	IBAN	I	N	C	I	I
		S21.G00.60.008	BIC	I	N	C	I	I
		S21.G00.60.010	Date de la reprise	C	N	C	O	C
		S21.G00.60.011	Motif de la reprise	C	N	C	O	C
		S21.G00.60.012	Date de l'accident ou de la première constatation	I	N	C	C	I
		S21.G00.62	Fin de contrat	S21.G00.62.001	Date de fin du contrat	O	O	N
S21.G00.62.002	Motif de la rupture du contrat			O	O	N	N	N
S21.G00.62.003	Date de notification de la rupture de contrat			I	C	N	N	N
S21.G00.62.004	Date de signature de la convention de rupture			I	C	N	N	N
S21.G00.62.005	Date d'engagement de la procédure de licenciement			I	C	N	N	N
S21.G00.62.006	Dernier jour travaillé et payé au salaire habituel			I	O	N	N	N
S21.G00.62.008	Transaction en cours			I	O	N	N	N
S21.G00.62.009	Portabilité contrat de Prévoyance			C	C	N	N	N
S21.G00.62.010	Nombre d'heures de DIF n'ayant pas été utilisées			I	C	N	N	N
S21.G00.62.011	Nombre de mois de préavis utilisés dans le cadre du calcul CSP			I	C	N	N	N

Bloc		Rubrique		01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
Id bloc	Libellé bloc	Id rubrique	Libellé rubrique					
S21.G00.62	Fin de contrat	S21.G00.62.012	Salaire net horaire du salarié	I	C	N	N	N
		S21.G00.62.013	Montant de l'indemnité de préavis qui aurait été versée	I	C	N	N	N
		S21.G00.62.014	Statut particulier du salarié	I	C	N	N	N
S21.G00.63	Préavis de fin de contrat	S21.G00.63.001	Type réalisation et paiement du préavis	N	O	N	N	N
		S21.G00.63.002	Date de début de préavis	N	C	N	N	N
		S21.G00.63.003	Date de fin de préavis	N	C	N	N	N
S21.G00.65	Autre suspension de l'exécution du contrat	S21.G00.65.001	Motif de suspension	O	N	N	N	O
		S21.G00.65.002	Date de début de la suspension	O	N	N	N	O
		S21.G00.65.003	Date de fin de la suspension	C	N	N	N	C
S21.G00.70	Affiliation Prévoyance	S21.G00.70.001	Référence du contrat de Prévoyance	O	O	N	N	N
		S21.G00.70.002	Code organisme de Prévoyance	O	O	N	N	N
		S21.G00.70.003	Code délégataire de gestion	C	C	N	N	N
		S21.G00.70.004	Code option retenue par le salarié	C	I	N	N	N
		S21.G00.70.005	Code population de rattachement	C	I	N	N	N
		S21.G00.70.006	Date d'affiliation	C	C	N	N	N
S21.G00.71	Retraite complémentaire	S21.G00.71.002	Code régime Retraite Complémentaire	O	O	N	N	N
S21.G00.72	Changements Affiliation Prévoyance	S21.G00.72.001	Date de la modification	O	N	N	N	N
		S21.G00.72.002	Ancien Code organisme de Prévoyance	C	N	N	N	N
		S21.G00.72.003	Ancien Code délégataire de gestion	C	N	N	N	N
S21.G00.78	Base assujettie	S21.G00.78.001	Code de base assujettie	O	N	N	N	N
		S21.G00.78.002	Date de début de période de rattachement	C	N	N	N	N
		S21.G00.78.003	Date de fin de période de rattachement	C	N	N	N	N
		S21.G00.78.004	Montant de base assujettie	O	N	N	N	N
S21.G00.79	Composant de base assujettie	S21.G00.79.001	Type de composant de base assujettie	O	N	N	N	N
		S21.G00.79.002	Date de début de période de rattachement	C	N	N	N	N
		S21.G00.79.003	Date de fin de période de rattachement	C	N	N	N	N
		S21.G00.79.004	Montant de composant de base assujettie	O	N	N	N	N
S21.G00.81	Cotisation individuelle	S21.G00.81.001	Code de cotisation	O	N	N	N	N
		S21.G00.81.002	Identifiant Organisme de Protection Sociale	O	N	N	N	N
		S21.G00.81.003	Montant d'assiette	C	N	N	N	N

Bloc		Rubrique		01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
Id bloc	Libellé bloc	Id rubrique	Libellé rubrique					
S21.G00.81	Cotisation individuelle	S21.G00.81.004	Montant de cotisation	C	N	N	N	N
		S21.G00.81.005	Code INSEE commune	C	N	N	N	N
S21.G00.85	Lieu de travail	S21.G00.85.001	Identifiant du lieu de travail	O	N	N	N	O
		S21.G00.85.002	Code APET	C	N	N	N	C
		S21.G00.85.003	Numéro, extension, nature, libellé de voie	O	N	N	N	O
		S21.G00.85.004	Code postal	C	N	N	N	C
		S21.G00.85.005	Localité	C	N	N	N	C
		S21.G00.85.006	Code Pays	C	N	N	N	C
		S21.G00.85.007	Code de distribution à l'étranger	C	N	N	N	C
		S21.G00.85.008	Complément de la localisation de la construction	C	N	N	N	C
		S21.G00.85.009	Service de distribution, complément de localisation de la voie	C	N	N	N	C
		S21.G00.85.010	Nature juridique	O	N	N	N	C
S90.G00.90	Total de l'envoi	S90.G00.90.001	Nombre total de rubriques	O	O	O	O	O
		S90.G00.90.002	Nombre de DSN	O	O	O	O	O



## Tableau des usages de contrôles : explications

Ce tableau permet de visualiser les messages (DSN mensuelle, signalements, DSN reprise d'historique) dans lesquels le contrôle CCH est réalisé.

Il convient de le lire de la manière suivante :

- Oui : le contrôle peut être réalisé dans le message concerné
- Non : le contrôle n'est pas réalisé dans le message concerné



Identifiant de rubrique	Intitulé de rubrique	Contrôle	01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
S10.G00.00.008	Type de l'envoi	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S10.G00.00.008	Type de l'envoi	CCH-12	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S10.G00.01.002	Nic de l'émetteur de l'envoi	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S10.G00.01.005	Code postal	CCH-12	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S10.G00.01.006	Localité	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S10.G00.03.002	Nic de l'établissement destinataire du Compte Rendu d'Exploitation	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S20.G00.05.001	Nature de la déclaration	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S20.G00.05.002	Type de la déclaration	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S20.G00.05.002	Type de la déclaration	CCH-13	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S20.G00.05.002	Type de la déclaration	CCH-14	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S20.G00.05.002	Type de la déclaration	CCH-15	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S20.G00.05.003	Numéro de fraction de déclaration	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S20.G00.05.006	Identifiant de la déclaration annulée ou remplacée	CCH-11	Non	Oui	Oui	Oui	Non
S20.G00.05.008	Champ de la déclaration	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S20.G00.05.008	Champ de la déclaration	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S20.G00.05.009	Identifiant métier	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S21.G00.06.002	NIC du siège	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
S21.G00.06.005	Code postal	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.06.006	Localité	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.06.009	Effectif moyen de l'entreprise au 31 décembre	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.11.001	NIC	CCH-12	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S21.G00.11.004	Code postal	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S21.G00.11.005	Localité	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S21.G00.11.012	Code catégorie juridique	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non

Identifiant de rubrique	Intitulé de rubrique	Contrôle	01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
S21.G00.11.017	Nature juridique de l'employeur	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.15.001	Référence du contrat de Prévoyance	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.15.001	Référence du contrat de Prévoyance	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.15.003	Code délégataire de gestion	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.15.003	Code délégataire de gestion	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.15.003	Code délégataire de gestion	CCH-13	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.20.006	Date de début de période de rattachement	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.20.007	Date de fin de période de rattachement	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.22.003	Date de début de période de rattachement	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.22.004	Date de fin de période de rattachement	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.22.005	Montant total de cotisations	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.23.004	Montant d'assiette	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.23.005	Montant de cotisation	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.30.001	Numéro d'inscription au répertoire	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S21.G00.30.001	Numéro d'inscription au répertoire	CCH-13	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S21.G00.30.006	Date de naissance	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S21.G00.30.006	Date de naissance	CCH-12	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S21.G00.30.009	Code postal	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.30.010	Localité	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.30.014	Code département de naissance	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.30.020	Numéro technique temporaire	CCH-11	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
S21.G00.30.020	Numéro technique temporaire	CCH-12	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
S21.G00.30.020	Numéro technique temporaire	CCH-13	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
S21.G00.31.011	Ancienne Date de naissance	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Non

Identifiant de rubrique	Intitulé de rubrique	Contrôle	01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
S21.G00.40.001	Date de début du contrat	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.001	Date de début du contrat	CCH-13	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.40.003	Code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.003	Code statut catégoriel Retraite Complémentaire obligatoire	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.40.005	Code complément PCS-ESE	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.005	Code complément PCS-ESE	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.005	Code complément PCS-ESE	CCH-13	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.005	Code complément PCS-ESE	CCH-14	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.008	Dispositif de politique publique	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.008	Dispositif de politique publique	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.008	Dispositif de politique publique	CCH-13	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.008	Dispositif de politique publique	CCH-14	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.009	Numéro du contrat	CCH-12	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
S21.G00.40.009	Numéro du contrat	CCH-13	Oui	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.40.009	Numéro du contrat	CCH-14	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.40.009	Numéro du contrat	CCH-15	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.010	Date de fin prévisionnelle du contrat	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.010	Date de fin prévisionnelle du contrat	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.010	Date de fin prévisionnelle du contrat	CCH-13	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.40.011	Unité de mesure de la quotité de travail	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.012	Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.014	Modalité d'exercice du temps de travail	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.40.018	Code régime de base risque maladie	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.018	Code régime de base risque maladie	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui

Identifiant de rubrique	Intitulé de rubrique	Contrôle	01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
S21.G00.40.019	Identifiant du lieu de travail	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.019	Identifiant du lieu de travail	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.019	Identifiant du lieu de travail	CCH-13	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.021	Motif de recours	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.40.021	Motif de recours	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.40.021	Motif de recours	CCH-13	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.40.027	Code affectation Assurance chômage	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.027	Code affectation Assurance chômage	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.027	Code affectation Assurance chômage	CCH-13	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.028	Numéro interne employeur public	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.030	Date d'adhésion	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.031	Date de dénonciation	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.40.032	Date d'effet de la convention de gestion	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.033	Numéro de convention de gestion	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.033	Numéro de convention de gestion	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.40.033	Numéro de convention de gestion	CCH-13	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.50.001	Date de versement	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.50.001	Date de versement	CCH-13	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.51.001	Date de début de période de paie	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.51.001	Date de début de période de paie	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.51.002	Date de fin de période de paie	CCH-11	Oui	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.51.002	Date de fin de période de paie	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.51.002	Date de fin de période de paie	CCH-13	Oui	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.51.010	Numéro du contrat	CCH-11	Oui	Oui	Non	Non	Oui

Identifiant de rubrique	Intitulé de rubrique	Contrôle	01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
S21.G00.51.011	Type	CCH-11	Oui	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.51.012	Nombre d'heure supplémentaire, d'équivalence, d'habillage et de déshabillage	CCH-11	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.51.012	Nombre d'heure supplémentaire, d'équivalence, d'habillage et de déshabillage	CCH-12	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.51.013	Montant	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.52.001	Type	CCH-11	Oui	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.52.001	Type	CCH-12	Oui	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.52.001	Type	CCH-20	Oui	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.52.001	Type	CCH-21	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.52.001	Type	CCH-22	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.52.001	Type	CCH-23	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.52.001	Type	CCH-24	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.52.001	Type	CCH-25	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.52.001	Type	CCH-26	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.52.001	Type	CCH-27	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.52.001	Type	CCH-28	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.52.001	Type	CCH-29	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.52.003	Date de début de période de rattachement	CCH-12	Oui	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.52.004	Date de fin de période de rattachement	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.52.004	Date de fin de période de rattachement	CCH-13	Oui	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.52.006	Numéro de contrat	CCH-11	Oui	Oui	Non	Non	Oui
S21.G00.53.003	Unité de mesure	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.53.003	Unité de mesure	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.54.004	Date de fin de période de rattachement	CCH-11	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.60.001	Motif de l'arrêt	CCH-11	Oui	Non	Oui	Oui	Oui

Identifiant de rubrique	Intitulé de rubrique	Contrôle	01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
S21.G00.60.001	Motif de l'arrêt	CCH-12	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
S21.G00.60.005	Date de début de subrogation	CCH-11	Non	Non	Oui	Non	Non
S21.G00.60.006	Date de fin de subrogation	CCH-11	Non	Non	Oui	Non	Non
S21.G00.60.006	Date de fin de subrogation	CCH-12	Non	Non	Oui	Non	Non
S21.G00.60.007	IBAN	CCH-11	Non	Non	Oui	Non	Non
S21.G00.60.008	BIC	CCH-11	Non	Non	Oui	Non	Non
S21.G00.60.010	Date de la reprise	CCH-11	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
S21.G00.60.012	Date de l'accident ou de la première constatation	CCH-11	Non	Non	Oui	Oui	Non
S21.G00.62.001	Date de fin du contrat	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.001	Date de fin du contrat	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.62.002	Motif de la rupture du contrat	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.62.002	Motif de la rupture du contrat	CCH-12	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.003	Date de notification de la rupture de contrat	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.003	Date de notification de la rupture de contrat	CCH-12	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.004	Date de signature de la convention de rupture	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.005	Date d'engagement de la procédure de licenciement	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.005	Date d'engagement de la procédure de licenciement	CCH-12	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.006	Dernier jour travaillé et payé au salaire habituel	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.006	Dernier jour travaillé et payé au salaire habituel	CCH-12	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.006	Dernier jour travaillé et payé au salaire habituel	CCH-13	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.010	Nombre d'heures de DIF n'ayant pas été utilisées	CCH-12	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.011	Nombre de mois de préavis utilisés dans le cadre du calcul CSP	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.012	Salaire net horaire du salarié	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.62.013	Montant de l'indemnité de préavis qui aurait été versée	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Non

Identifiant de rubrique	Intitulé de rubrique	Contrôle	01 - DSN mensuelle	02 - Signalement fin de contrat de travail	04 - Signalement arrêt de travail	05 - Signalement reprise suite à arrêt de travail	06 - Message de reprise d'historique
S21.G00.63.001	Type réalisation et paiement du préavis	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.63.001	Type réalisation et paiement du préavis	CCH-12	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.63.001	Type réalisation et paiement du préavis	CCH-13	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.63.002	Date de début de préavis	CCH-11	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.63.002	Date de début de préavis	CCH-13	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.63.002	Date de début de préavis	CCH-14	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.63.002	Date de début de préavis	CCH-15	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.63.002	Date de début de préavis	CCH-16	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.63.003	Date de fin de préavis	CCH-13	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.63.003	Date de fin de préavis	CCH-14	Non	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.65.002	Date de début de la suspension	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.65.003	Date de fin de la suspension	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.70.003	Code délégataire de gestion	CCH-11	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.70.003	Code délégataire de gestion	CCH-12	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.70.003	Code délégataire de gestion	CCH-13	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.71.002	Code régime Retraite Complémentaire	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Non
S21.G00.71.002	Code régime Retraite Complémentaire	CCH-12	Oui	Oui	Non	Non	Non
S21.G00.85.001	Identifiant du lieu de travail	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.85.001	Identifiant du lieu de travail	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.85.002	Code APET	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.85.004	Code postal	CCH-12	Oui	Non	Non	Non	Oui
S21.G00.85.005	Localité	CCH-11	Oui	Non	Non	Non	Oui